

Relevé des interventions des membres du CN du 14 avril 2022

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Introduction préliminaire de Pierre Laurent

Avant de passer la parole à Christian Picquet pour le rapport d'introduction, je voudrais vous dire quelques mots sur les débats que nous allons engager à partir d'aujourd'hui.

Je voudrais tout d'abord adresser au nom du Conseil national tous nos remerciements à Fabien pour l'engagement et l'énergie personnelle dont il a fait preuve dans cette campagne présidentielle. Les résultats sont ce qu'ils sont. Nous allons en parler et en tirer des leçons politiques. Mais quels que soient nos avis respectifs, nous savons tous ce qu'exige une telle campagne, personnalisée par nature, de celle ou celui qui l'incarne en première ligne. Quels que soient les débats qui nous attendent, au moment où la pression personnelle retombe pour celui qui l'a menée 24h sur 24h pendant une année entière, nos témoignages d'humanité et de fraternité à l'adresse de Fabien sont, je crois, naturels, entre communistes.

Après une année de campagne présidentielle, engagée par la décision de la conférence nationale qu'avaient préfigurées trois ans avant les décisions de notre congrès de 2018, le 1^{er} tour marque l'entrée dans une nouvelle période politique. Nous sommes au terme d'une séquence politique et nous entrons dans une nouvelle. Nous allons devoir évaluer ce que nous avons fait et définir nos nouvelles décisions politiques à l'aune d'un paysage à nouveau largement recomposé. Nous avons deux premières grandes batailles à affronter, le second tour et les élections législatives, puis celles qui viendront dans les luttes face à la nouvelle majorité présidentielle. Et nous engagerons très vite la préparation du prochain congrès.

Tout cela va appeler de notre part un travail de direction et une réflexion intense, un débat profond, des évaluations, des approfondissements, des remises en cause, des innovations politiques. Notre débat, celui des communistes à tous les niveaux, doit être libre et respectueux, si nous voulons qu'il soit utile, créatif et qu'il nous rassemble. Des opinions diverses vont s'exprimer. C'est inévitable et c'est normal. La situation est difficile. Les défis à relever sont immenses. La confrontation des idées dans le Parti doit s'exprimer dans le respect mutuel et refuser l'invective. J'invite à ce que cet état d'esprit prévale, à commencer par nos travaux.

Je crois que la parole, l'expression démocratique, l'écoute des communistes dans la prochaine période sera une clé de notre unité et de la qualité de nos décisions. Le CEN a appelé lundi à des AG de tous les communistes entre les deux tours. Les communistes doivent parler. C'est important dans le moment que nous vivons. Nous allons avoir besoin de maintenir et d'organiser cette exigence de débat dans la durée tout au long des semaines et des mois à venir. Organiser ce débat démocratique sera une responsabilité du Conseil national sur laquelle je tenais à insister à l'orée de la nouvelle période ouverte par les résultats du 10 avril.

Enfin concernant nos travaux, je propose en accord avec le CEN que nous retrouvions après ce CN des réunions en présentiel. La situation sanitaire ne nécessite plus le distanciel. La qualité de nos échanges, de nos relations humaines, de nos décisions, de nos votes sera meilleure dans des débats directs. Nous tiendrons donc en présentiel les prochains CN déjà prévus les week-ends des 14 et 15 mai, et des 2 et 3 juillet après les législatives. Pourrait s'ajouter une séance supplémentaire du CN d'ici là si la validation d'accords législatifs le nécessitait.

Voilà, cher·es camarades, je passe maintenant la parole à Christian Picquet.

* _ * _ *

Anne Manauthon – Alpes-Maritimes

Avant tout, merci, merci à tous les camarades qui ont fait une si belle campagne, merci Fabien d'avoir été notre candidat.

Au début une décision collective, prise démocratiquement : nous nous sommes mis en ordre de bataille et nous avons retrouvé le goût de porter nos propositions dans l'ensemble des domaines et sur tout le territoire. Nous ne l'avions pas fait depuis longtemps pour une élection présidentielle. Quel investissement, quelle énergie admirables !

Quand Fabien s'adresse à ceux qui voient dans l'abstention ou dans l'extrême droite une solution, (il faut aller chercher ces électeurs) , il est utile dans la campagne.

Quand, par exemple, nous proposons le Mix énergétique, quand nous parlons de l'école en disant qu'elle doit permettre à tous les élèves de se former complètement dans le cadre de l'enseignement public, quand nous parlons de la santé, de l'écologie, notre voix est utile et différente des autres. Et notre campagne « des jours heureux », non culpabilisante (ne prends pas la voiture, tu ne manges pas bio ? Etc...) donne un autre ton à la campagne, cela fait du bien et cela est utile.

Malheureusement, la fin de la campagne a été marquée par une grande agressivité dans l'appel pour le vote soit disant utile qui ne l'a été pour personne. Et la moitié des électeurs convaincus par le vote Fabien Roussel sont partis sur Mélenchon.

Et nous voici donc, avec 2,3 %.

Ce n'est pas la première fois que le chantage au vote utile se produit, loin de là, d'ailleurs en 2012 Mélenchon le fustigeait.

Maintenant, en tant que direction nationale, bien des questions et des analyses s'ouvrent devant nous.

L'une d'entre elles, et non des moindres, est de réussir à entretenir cet élan, cet enthousiasme militant.

Il est clair que Fabien Roussel s'est imposé dans le paysage médiatique et qu'il représente maintenant un point d'appui incontournable dans la poursuite de nos objectifs : faire avancer nos idées pour être utiles au pays.

La montée du rassemblement national, les 12 millions d'abstentionnistes, un fatalisme face à la situation, voilà ce qui a abouti au deuxième tour Macron/Le Pen. On ne nous fera pas croire que notre seule présence est responsable du scénario du second tour. Et d'ailleurs, même si nous avions retiré notre candidature, toutes les voix de Fabien ne se seraient pas reportées sur Mélenchon, loin de là. Poutou et Artaud auraient fait un meilleur score.

Après avoir été responsable en 2012 d'avoir mis trop de drapeaux du parti dans les meetings, après avoir voulu nous gommer en 2017, on cherche, comme d'habitude, à tout nous mettre sur le dos. Nous ne sommes pas des gens fréquentables et on ne doit pas, non plus, exister de façon autonome par ailleurs : et bien non, nous allons continuer à porter ces idées utiles au peuple. Et nous ferons l'union, et non la soumission, quand il y en aura besoin, comme nous l'avons toujours fait.

Comme dit Fabien, nous avons semé beaucoup de graines et l'état politique du pays, les réformes, la montée de l'extrême droite, nécessite que nous soyons tous présents dans la lutte et à la hauteur des enjeux.

Personne ne peut décider de qui a le droit de s'exprimer ou pas.

J'espère qu'ici, quels que soient nos désaccords, nos échanges resteront fraternels. Car ce qui nous rassemble est bien plus important que ce qui pourrait nous diviser. Je suis fier d'appartenir à un parti dans lequel on consulte, à 3 niveaux différents, les militants pour désigner le candidat et qui respecte la décision prise majoritairement.

Ici pas de chasse aux sorcières pour débusquer le militant qui ne respecte pas la ligne et pas de tir au pigeon quand les résultats sont moins bons qu'espérés.

Et maintenant ?

La première urgence est d'empêcher l'élection de l'extrême droite.

Dès le soir du 11 avril, notre candidat, Fabien, a porté un appel clair et sans ambiguïté à battre la facho.

Hélas, ce n'est pas le cas pour tous les dirigeants de gauche.

Ce qui est d'ailleurs assez contradictoire : appeler au vote utile et accuser le parti d'être responsable de l'accession du « R-Haine » au second tour mais ne pas appeler clairement à lui faire barrage.

Car personne ne pensait que la gauche, qui ne rassemble que 30 % des suffrages, pouvait gagner. Le seul enjeu était d'atteindre le second tour pour contrer Le Pen.

Dans ce cadre là, on ne peut pas confondre un impérialiste et une fasciste.

Donc sans relâche, nous allons montrer que le programme de Le Pen n'est ni social ni novateur il est source de violence contre la démocratie, contre le droit des femmes, contre une école émancipatrice... pas besoin de développer ici, nous en sommes tous convaincus.

Pour les législatives, l'organisation des discussions est compliquée comme toujours. Nous avons lancé un appel au travail collectif.

Il est très important de faire élire un maximum de députés de gauche à l'Assemblée nationale.

Il est terrible qu'alors que l'enjeu est de taille, il y ait déjà des déclarations de la FI disant que le rassemblement ne se ferait qu'« autour du programme de la FI », sans discussion. En 2017 déjà il fallait être estampillé FI à la préfecture pour pouvoir être aussi soutenu par eux.

Et ça continue encore et encore.... cette volonté hégémonique est contre-productive.

Ce n'est pas avec un parti unique à gauche que nous pourrions gagner l'élection présidentielle.

Comme dit dans la présentation du CN, une démocratie à l'américaine n'apporte rien, loin de là.

Le vote utile n'a non seulement pas permis à Mélenchon d'atteindre le second tour mais on pourrait croire qu'il avait pour but aussi de mettre à terre les autres partis de gauche afin de les mettre en position de faiblesse extrême pour la négociation des législatives. Car, les voix gagnées par Mélenchon en fin de campagne, ne le sont pas sur les abstentionnistes ou sur les ouvriers qui voient en Le Pen une solution, elles le sont sur les autres parti de gauche. Que de violence contre le parti sur la dernière ligne droite.

La violence et l'injonction ne permettent pas d'avancer.

Bref, maintenant soyons constructifs, soyons comme nous savons si bien le faire : utiles et combattifs.

Des questions d'ampleur nous attendent :

Comment ramener les abstentionnistes dans le champ politique ?

Pourquoi l'extrême droite progresse d'élection en élection ?

Dans la salle des profs, combien de collègues auront voté R-Haine alors qu'avant c'était très rare ?

Comment travailler tous ensemble de façon constructive

Nous avons du travail devant nous, et encore merci camarades pour cette belle et utile campagne, merci Fabien.

Jean-Luc Lecomte – Eure

Dans l'Eure, comme au niveau national, l'abstention est en hausse au premier tour de l'élection présidentielle. La participation n'est cependant pas homogène selon les bureaux de vote. Dans les quartiers populaires, la participation, et d'abord celle des jeunes, ceux-là mêmes qui nous adressaient un regard complice au bureau de vote, a considérablement augmenté, passant parfois de 20 % à 65 %, avec un vote massif pour Jean-Luc Mélenchon, afin de ne pas être condamné à un duel entre Macron dont ils subissent la violence sociale et Le Pen la candidate raciste qui prône la préférence nationale et l'expulsion des Sans-papiers. La candidate qui siège avec les néonazis au Parlement européen. La candidate qui porte un projet antisocial sans précédent, même si elle l'édulcore aujourd'hui dans la campagne.

Mais ces deux candidats sont au second tour. Marine Le Pen est aux portes du pouvoir. La République est en danger !

Des électrices et des électeurs nous interpellent aujourd'hui, de façon parfois virulente, en nous reprochant de ne pas avoir pris en compte leur préoccupation majeure.

Alors, que faire ?

Il n'est pas si facile de convaincre d'utiliser le bulletin Macron pour faire barrage à l'extrême droite.

Et rien ne serait plus stupide que de s'opposer aux électrices et aux électeurs qui nous ont quittés dimanche dernier mais retrouveront la voie du vote communiste à l'occasion des prochaines élections législatives à la condition expresse que nous fassions renaître l'espoir, en appelant au rassemblement des forces de gauche, en passant tous les accords possibles, d'abord avec LFI et en

sanctuarisant les sortants. Il nous faut ainsi contribuer à ouvrir une perspective, celle d'une opposition parlementaire de gauche suffisamment forte au mois de juin pour ne pas laisser Macron tout-puissant et permettre, en s'appuyant sur les luttes, comme celles des salarié·e·s de Thales à Pont-Audemer qui devraient marquer des points décisifs pour l'emploi avec leur projet de production de cartes électroniques pour l'aéronautique ou encore celles des hospitaliers, des enseignants, des acteurs de la culture..., la mise en œuvre de mesures qui améliorent concrètement la vie des gens.

Après avoir battu Marine Le Pen, faisons front commun aux élections législatives et répondons aux attentes de notre peuple et de notre jeunesse qui ne supportent plus le mépris de Macron. La tâche est rude mais Nelson Mandela disait :

« Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le fasse ».

Clara Gimenez – Hérault

Pour commencer je tiens à remercier chaleureusement Fabien et l'ensemble de l'équipe pour cette campagne et la fierté rendue aux communistes. Fierté de faire campagne pour Fabien, pour les contenus qu'il a défendu avec du matériel de grande qualité.

Cette campagne était enthousiasmante en témoigne l'implication massive des adhérents (là où la campagne des européennes avait mobilisé le Parti mais surtout ses cadres). En témoignent également les nombreuses adhésions et ré-adhésions, ainsi que la mise en dynamique d'une JC dans l'Hérault comme au niveau national (la preuve par les nombreuses interventions remarquées de Léon).

La déception est forcément présente, l'accueil qui nous était réservé sur le terrain était particulièrement bon "il parle de nos problèmes du quotidien". Ce bon accueil était sincère même s'il a fini par se traduire chez beaucoup par un vote "utile". Cela montre tout de même que le parti communiste par la voix de Fabien est revenu dans le « game », nos propositions et notre organisation sont à nouveau entendues.

Au-delà de toutes les questions posées dans le rapport de Christian (abstention, poids de l'extrême-droite, etc...), je souhaiterais partager avec vous une inquiétude sur le vote des quartiers populaires. Dans certains bureaux des quartiers populaires de Montpellier, le score de Mélenchon atteint près de 70%. Des appels divers et notamment de prédicateurs et d'imams ont indiqué que Jean-Luc Mélenchon était "le seul candidat qui aime les musulmans". Cela doit nous interroger et il nous faudra analyser la réalité de ce vote "communautaire" qui risque de laisser durablement des traces dans l'électorat. Cela doit nous pousser, même si cela va être difficile, à tenir toujours plus sur un discours de classe.

En résumé, le score est décevant mais nous avons marqué des points auprès de la population en mettant en avant des sujets qui préoccupent tout en tenant bon sur les valeurs républicaines, il nous faut poursuivre dans cette voie.

Emmanuel Léonard – Loir-et-Cher

La reconduction du duel Macron – Le Pen est une responsabilité collective de toute la gauche. C'est donc aussi pour partie la nôtre, nous ne pouvons nous en dédouaner.

On peut toujours se dire que Fabien a fait une belle campagne, que nous aurions ainsi restauré la visibilité, l'image du parti, les faits sont là et ils sont têtus. Une élection c'est d'abord un score, le nôtre c'est 2,3%, et concrètement nous sommes pour ainsi dire au plus bas que nous pouvions envisager.

Nous nous sommes centrés sur nous-mêmes, nous n'avons pas suffisamment écouté ce que le peuple de gauche avait à nous dire. Et au final ce peuple de gauche qui très majoritairement appelait au rassemblement a tranché, en mettant en place le vote dit utile, pour contrer notre incapacité collective. Et pour cela il a choisi le vote Mélenchon, y compris dans nos propres fiefs, notamment chez les plus jeunes, parce qu'il est apparu comme le plus à même d'éviter la situation mortifère dans laquelle nous sommes. Cela n'a pas suffi, et nous ne pouvons nous satisfaire de ce qu'il convient d'appeler une défaite de la gauche.

Aujourd'hui, notre démarche identitaire, comme celle des autres forces à gauche, conduit donc à appeler à voter Macron pour contrer Le Pen. Est-ce un choix, une solution satisfaisante ? Non, je ne vais pas vous rappeler ici le programme anti-social de Macron ! D'autant plus que nous aurions pu faire mieux avec un peu plus d'intelligence collective.

Certes, cela n'aurait probablement pas permis de gagner au 2e tour, mais cela aurait donné de l'espoir, une perspective.

Peut-on réellement dire que nous sortons renforcés de cet épisode ? Je ne le pense pas. Au-delà des invectives que l'on voit ici ou là, la déception à gauche est très grande, et nous allons en subir les conséquences. A-t-on bien défendu les plus pauvres, les plus précaires ? Non, nous sommes entrés dans une logique d'égo, d'appareil, oubliant que notre rôle c'est de défendre le peuple en faisant évoluer la société.

Aussi j'ose espérer, mais je suis inquiet, que nous saurons prendre des mesures fortes en vue des législatives. L'appel au rassemblement, tout en disant que nous allons présenter le plus de candidats possibles n'est pas, n'est plus à la hauteur de la situation politique.

Aujourd'hui c'est partout, dans chaque circonscription qu'il faut un rassemblement à gauche.

C'est la seule façon d'éviter un nouveau désastre, et de ne pas perdre le peu de crédibilité qu'il nous reste devant les électeurs.

Valérie Goncalvès – Val-d'Oise

Si c'était à refaire, je choisirai à nouveau la stratégie d'avoir un candidat à l'élection présidentielle. Elle a permis à notre Parti de refaire surface sur la scène politique, permis de confronter des positions au sein de la gauche, de redonner leur fierté aux militants communistes et bien sûr cela a été l'occasion de souligner l'utilité d'une force politique comme le PCF.

Alors c'est vrai que si l'on regarde d'un point de vue strictement comptable, nous pouvons considérer que 2,3% ce n'est pas un bon résultat mais nous avons mené une très belle campagne notamment dans un contexte international difficile et je remercie Fabien pour son engagement, son enthousiasme à toute épreuve dans cette campagne ou rien ne nous aura été épargné y compris les coups les plus bas. Il y a eu une dynamique dans les sections et nous avons revu des camarades pour militer, pour coller, distribuer. Toute cette présence lors de l'élection présidentielle est d'autant plus importante que nous voulons être une force qui compte pour la reconstruction de la gauche sur les bases d'un autre projet de société.

Nous sommes partis de loin, 15 ans sans candidat communiste à une élection présidentielle, certains pensant que nous avions disparu du paysage politique. Nous avons payé une stratégie trop longtemps menée d'effacement du Parti. En pensant que pour mieux exister il fallait disparaître derrière un autre. Qui aurait pu citer le nom du secrétaire national du PCF il y a quelques mois ? je suis prête à parier qu'aujourd'hui ils sont plus nombreux ceux qui le connaissent. Les plus de 800 000 voix de Fabien ça c'est un socle solide !

Je souhaiterais revenir un instant sur les résultats, il nous a été opposé que le nombre de candidature à gauche était le problème de la gauche.

En 2012, la gauche/écologistes gagne l'élection présidentielle avec 5 candidats.

En 2022, les 6 candidats de gauche/écologiste c'est donc 2 de plus qu'en 2017 font 1, 2 million de voix et 4,5% de plus en 2022 qu'en 2017.

Bien sûr il faut prendre ce résultat avec discernement compte tenu que Mélenchon totalisant à lui seul 69% des voix de gauche.

Nous pouvons donc considérer que non seulement la candidature de Fabien n'a pas ôté de voix à JLM qui en fait à lui seul 700 000 de plus qu'en 2017, mais qu'elle en a fait gagner à la gauche.

Et quand même, souvenons-nous « J'ai un programme, une équipe prête à gouverner. 2022, c'est le moment de changer, je propose ma candidature » c'est par ces mots que JLM a déclaré sa candidature au JT de TF1 le 8/11/2020 soit 17 mois avant le 1er tour, sans aucune concertation avec le reste de la gauche, après cela ils ont beau jeu à la LFI de nous reprocher la désunion à gauche.

Mélenchon incarne une dérive autoritaire pour lequel un certain nombre d'électeurs et d'électrices n'auraient jamais voté alors dire aujourd'hui que ce sont les voix des communistes qui manque pour son accession au 2ème tour est mensonger et il ne faut pas laisser dire cela !

Le score de Mélenchon ne signifie pas une adhésion à son programme ; d'ailleurs si on en croit les intentions de vote près de la moitié de ses électeurs pourraient voter blancs ou Le Pen au 2ème tour. Ça en dit long. Nous en avons rencontré pas mal de gens qui trouvaient Fabien très bien mais qui tout de suite après nous informait qu'il ne voterait pas pour lui, parce qu'il pensait que c'était impossible de gagner ! Ce vote utile dont a bénéficié Mélenchon ne sera pas forcément reconductible aux législatives. Rappelons-nous qu'en 2017, il est passé de 20% à la présidentielle à 11% aux législatives suivantes pour la LFI.

Pourtant, pour que Macron n'ait pas à nouveau les pleins pouvoirs à l'AN, il faut donner de la force à des députés de gauche, il faut bâtir une vraie opposition dans le respect de chaque formation politique de gauche.

La question qui se pose est celle de la reconstruction de la gauche mais avec la France Insoumise est- ce atteignable ? L'hégémonie prévaut dans cette formation au détriment de la diversité et pluralité des idées. Est-il là pour finir le travail commencé par son mentor F. Mitterrand...

Il y a certes une Vème République à bout de souffle et un mode de scrutin injuste mais il y a également la valse des sondages qui quoi qu'on en dise influencent les votes jusque dans l'isoloir. Prenons l'initiative d'un forum permanent avec les électeurs de gauche pour enrichir un projet de société qui pourra remporter la prochaine élection présidentielle mais également toutes les élections d'ici-là.

En tous les cas, la faiblesse de la gauche dont il nous faut résoudre l'équation fait que nous sommes à nouveau face à un duel Macron/Le Pen. Macron contrairement à 2017 doit répondre d'un bilan contesté par des millions de Français et Le Pen, elle, qui se présente comme pouvant coaliser les colères contre Macron est encore plus dangereuse qu'en 2017, elle bénéficie entre autre des réserves de voix de Zemmour et a gagné encore en dédramatisation.

Alors face à ce risque réel de la voir accéder à la tête de notre pays, nous, nous avons raison de faire preuve d'aucune ambiguïté en votant Macron au 2ème tour et en prenant des initiatives fortes pour dénoncer la dangerosité du programme Le Pen.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Dans un tel moment, il ne s'agit pas tant de commenter le vote de dimanche - il y a tant à dire, à éprouver - mais d'analyser, comme nous y invite le rapport de Christian Picquet, une nouvelle situation politique afin d'agir sur deux urgences et une perspective. La première urgence est de ne pas avoir Marine Le Pen et l'extrême-droite à l'Élysée, au cœur de nos institutions. La deuxième urgence concerne les élections législatives de juin. La perspective porte sur l'avenir de la gauche et des combats progressistes en France.

Je veux ici pointer quatre questions tout en restant dans le format des 4 minutes. Je vais donc à l'essentiel.

1. Il existe un paradoxe concernant l'élection présidentielle. On ne le découvre pas mais il se confirme avec des conséquences très dangereuses. Selon l'idée qu'une candidature à l'élection présidentielle permet d'exister dans le paysage politique, la candidature de notre secrétaire national et la campagne menée sur la promesse des « jours heureux » ont en effet installé une personnalité communiste dans les médias et le pays. C'est donc une opération positive. Cela a créé les conditions d'une nouvelle identification du PCF à travers son candidat, sa personnalité, et des sujets précis au cœur des enjeux d'aujourd'hui et de demain. Je ne peux ici en faire la liste. C'est par exemple le cas sur la question énergétique (souveraineté, pouvoir d'achat, climat). Et puis, pour le Parti, cela a été de l'unité, de la fraternité et une légitime fierté. Mais cette élection présidentielle est aussi un piège. Depuis 1981, on a toujours eu des scores plus faibles au premier tour que ce que les sondages de dernière ligne droite nous attribuaient. Le « vote utile » est ancien. Notre affaiblissement électoral, dans la durée, lors de l'élection présidentielle, présentée comme la plus

déterminante dans notre vie politique, est à chaque fois une morsure.

2. La V^e République dans sa forme actuelle (présidentialisation et personnalisation renforcées, quinquennat et inversion du calendrier électoral) provoque des comportements électoraux qui ne permettent pas un changement dans la direction que nous souhaitons. On a déjà travaillé cette question avec des contributions, des textes et des analyses de grande qualité. Mais nous n'avons pas trouvé de solutions à ce problème. Il faut bien, aujourd'hui, en mesurer la gravité, avec une extrême-droite menaçante, au portes du pouvoir, avec une mise en danger pour la République et la démocratie.

3. Il ne faut pas se tromper sur l'analyse du vote pour Jean-Luc Mélenchon et il faudra creuser le débat entre nous sur la notion même de « vote utile ». Comme l'indique le rapport, il s'agit d'un vote de gauche, d'un vote de classe. Énormément de personnes qui auraient pu se saisir d'un autre bulletin à gauche, dont celui de Fabien, on fait le choix, dans les derniers jours, de ce bulletin pour créer un rapport de force face à Macron et à Le Pen. C'est particulièrement vrai dans les quartiers populaires. Quand la jeunesse des villes populaires ne s'est pas abstenue, elle a voté Jean-Luc Mélenchon. Les médias ont parlé d'une vote « communautariste » chez les citoyens de confession musulmane. Là encore, il s'agit d'un vote de gauche, pour se faire respecter, pour relever la tête après une campagne électorale si violente. Il y a dans ces 7,7 millions de voix un réel potentiel. Je ne partage pas certaines réactions sur les réseaux sociaux. Il faut faire baisser la température.

4. Beaucoup de choses ont été dites sur notre campagne. Une observation : on a eu une belle séquence sur le thème des « jours heureux », sur les réformes positives qu'il serait possible de mettre en œuvre mais on a eu du mal, collectivement, à trouver un second souffle, à nous renouveler. Nous en avons parlé dans le collectif d'animation de campagne mais il s'agissait aussi de ne pas perdre l'identité initiale de la candidature et de son message. Autre question : Fabien a été le candidat des jours heureux mais il était aussi celui du Parti communiste français. Ne pensons pas que cette question du « communisme » est réglée, qu'elle est dernière nous. Elle reste entière. Il va falloir la prendre à bras le corps, se décider à travailler l'idée des « communs » pour les êtres humains et la planète. Une question vertigineuse, centrale pour ce que nous sommes, pour l'avenir de nos combats. Elle porte loin.

Je veux enfin conclure avec deux remerciements. Pour Fabien. La présidentielle est une expérience singulière pour un candidat. Pendant et après. Sur le plan humain, Fabien a été un formidable capitaine, pour l'équipe, pour les militants et aussi pour toutes celles et tous ceux rencontrés au cours de cette campagne. Cette élection est aussi un puissant révélateur de personnalité et tu as été très solide.

Merci aussi au journal « L'Humanité ». Dans de tels moments, entre chiens et loups, le travail d'analyses et de décryptages est un bien inestimable. Et, au regard de la période à venir, c'est très précieux.

Gisèle Malaval – Aube

Les camarades du Conseil départemental adressent leurs félicitations et leurs remerciements à Fabien Roussel et à son équipe de campagne. Fabien a été un excellent candidat et a réveillé le parti dans notre fédération. 80 000 tracts ont été distribués, 8 000 affiches collées, et avec enthousiasme ! Il a rajeuni l'image du parti et du communisme, et dit ce que l'électorat populaire attendait depuis longtemps.

La pression sondagière du vote utile, utile surtout au capitalisme, a siphonné l'ensemble des partis, y compris le nôtre, au profit de populistes, et l'on se retrouve avec 3 blocs, tous compatibles avec le capitalisme, et trois blocs qui peuvent voter l'un pour l'autre, sans règle, la seule règle étant le siphonnage des voix, sans état d'âme. Tous les trois parlent d'un peuple qui n'est pas le même selon le candidat. La France insoumise ne se revendique d'ailleurs pas de gauche (on ne trouve pas ce mot dans la profession de foi du candidat) mais, paradoxalement, reproche aux partis de gauche de ne s'être pas ralliés. Depuis sa démarche de confiscation derrière un homme, lors de la manifestation de la Bastille en 2014, elle n'a rien construit, mais nous avons eu droit à son mépris et à ses

invectives. Le Canard Enchaîné de cette semaine en rappelle d'ailleurs les saillies les plus récentes. Mélenchon aurait dû s'atteler à la reconstruction de la gauche, et non chercher à la piller à son profit et à la détruire. Le fait qu'il n'ait pas dit clairement qu'il fallait se servir du bulletin de vote contre Le Pen, ni n'ait commenté les 29% de son électorat qui compte voter Le Pen au second tour, laisse entendre qu'il envisage d'étendre son mouvement à toute forme d'opposition, sans se soucier de critère de gauche ni d'éthique politique et c'est une démarche très dangereuse.

Alors tout cela ne nous aide pas. Notre discours pour défendre un rassemblement aux législatives va être difficile, mais il nous appartiendra de redéfinir ce qu'est la gauche en politique et de parler de classe et de rapport travail/capital, car nous avons un socle de 800 000 électeurs et électrices qui ne se sont pas laissés tenter par le vote utile et qui veulent entendre parler de communisme, et nous avons aussi 12 millions d'abstentionnistes à aller chercher. Le bilan de nos parlementaires est à faire connaître, pour montrer qu'une candidature communiste aux législatives est toujours nécessaire, parce que les parlementaires communistes ont toujours apporté des avancées sociales. On peut y aller sur le mode : nous sommes le parti utile, celui du changement social et même des grands changements sociaux, preuves à l'appui. Mélenchon ne peut pas se targuer d'être le chef de file de la gauche quand les communistes et les EELV sont là pour témoigner de son refus à composer une réelle union des forces de gauche, mais il peut encore accepter une initiative de rassemblement pour les législatives. Ce rassemblement ne pourrait être fondé que sur le respect de notre identité et de celle des autres formations : un ralliement ne serait pas entendable.

Amar Bellal – Ile-et-Vilaine

Je ne vais pas répéter ici ce qui a été déjà dit sur la dangerosité de la situation et la nécessité de battre Le Pen le 24 avril.

Je me joins surtout aux remerciements adressés à Fabien Roussel. On loue son énergie et son implication, mais il s'agit de plus que cela : il a eu l'intelligence politique de crever le plafond de verre médiatique et de mener des débats de qualité dans des interviews qui étaient difficiles pourtant. Y compris des journalistes qui ne sont pas de notre bord politique ont reconnu qu'il a été une des révélations de la campagne. C'est pour moi un exploit qu'il convient de souligner : il ne s'agit pas seulement d'énergie et de bonne humeur.

Je veux aussi remercier l'équipe qui l'a entourée durant des mois et qui a tenu le choc de la campagne malgré beaucoup de pression. Je trouve qu'ils ont fait preuve de professionnalisme, il faut le dire car cela fait 15 ans que nous avons plus eu cette expérience de mener une campagne nationale, sur notre propre projet et candidat.

Un regret cependant : je trouve que l'animation du CN n'a pas toujours été à la hauteur du soutien et de la dynamique qu'il aurait fallu impulser au cœur de la campagne. Tout le monde se rappelle d'un CN (décembre 2021) où la campagne de Fabien a été qualifiée de « campagne de bisounours » par le président du CN lui-même, ce qui a donné le signal d'une série d'interventions visant à démobiliser et décrédibiliser la campagne, ce qui est une curieuse façon de soutenir notre candidat. Biensur quelques mois plus tard, peut-être les sondages aidant et la mobilisation des militants étant au RDV, la campagne décollant, les attitudes ont quelque peu évolué depuis puisque tout le monde s'accorde sur la bonne qualité et tenue de la campagne ... c'est un constat bien triste et regrettable. Cette campagne « nous oblige » : elle a montré que les grands sujets sur lesquels on nous attend surtout, c'est l'économie, l'industrie, l'écologie, c'est cela qui était au cœur des débats. On l'oublie un peu trop vite : la question essentielle qui est posée à un parti politique est de savoir quel système économique il propose. Répondre à cela de façon crédible, c'est répondre à 75% de la demande politique. On ne nous attend pas vraiment, ou beaucoup moins en tout cas, sur des sujets de littérature, d'histoire ou de philo, mais sur la crise gazière, le climat, l'emploi, la souveraineté industrielle...autant de sujets qu'il faut approfondir. Il faudra d'ailleurs s'y habituer pour les prochaines campagnes : la crise climatique s'aggravant, la crise des ressources également, et un capitalisme aux abois qui cherche des parades pour retarder le plus loin possible les mesures à prendre qui tiennent compte des aspirations sociales (et qui ne soient pas simplement des mesures de décroissances violentes que les salariés paieront).

Pourtant sur ces sujets, notre parti n'est pas dimensionné pour répondre à cette demande politique. Sans jeu de mots, on manque de ressources, d'intellectuels, non pas dans sa définition étroite et restrictives, mais ouverte en incluant les ingénieurs, techniciens, ouvriers qui ont développé une expertise par leur pratique dans le monde du travail, leur recherche et expérience professionnelle. Nous n'avons pas cette culture, même au sein de notre parti, il y a encore de la condescendance, pour ne pas dire un snobisme bien marqué, vis à vis de ces intellectuels organiques du monde du travail au sens donné par Gramsci. Si on veut se préparer sérieusement aux échéances à venir, il va falloir changer de logiciel, faire entrer le monde du travail à tous les étages dans le parti : de la cave au grenier, afin de porter un projet le plus complet, précis et crédible possible. Projet qui ne peut pas être une somme d'expériences d'élus locaux : c'est un projet pour un pays, un continent, une planète, qu'il faut porter.

Il faut s'ouvrir au monde du travail sincèrement. Le mot clé dans la phrase précédente, c'est le mot « sincèrement », j'insiste bien là dessus. Il faudrait dans nos initiatives régulières donner plus de places aux syndicalistes, aux experts du monde du travail en situation de travail. Sinon on va continuer comme toujours à construire des grands rdv en déroulant des universitaires plus intelligent les uns que les autres, et qui vont nous parler d'entreprises, de travail etc sans vraiment de prise et d'expérience réelle.

Je reste optimiste car Fabien par son discours précis sur un certains nombre d'enjeux, a remis la question du monde du travail au cœur. Sans doute les centaines d'entreprises qu'il a visité, et dont il a rencontré les salariés pendant près de 3 ans, l'ont beaucoup aidé. C'est maintenant aux militants communistes de s'approprier cette culture industrielle, économique, écologique : il faut s'en donner les moyens.

Cécile Dumas – Val-d'Oise

Je m'associe aux remerciements à Fabien et aux militants qui ont fait la campagne.

On doit aujourd'hui faire le bilan du 1er tour de l'élection présidentielle.

Après 5 ans de mandat de Macron, qui a écrasé les services publics, qui a écrasé le droit des travailleurs, attaqué les libertés individuelles, aggravé les discriminations, méprisé la démocratie, continué d'affaiblir le système hospitalier, montré les faiblesses diplomatiques de la France, piétiné les rapports du GIEC (je pourrai continuer longtemps comme cela), après des enquêtes d'opinion où une majorité de français exposait sa volonté de ne pas revoir le scénario de 2017.

On se retrouve avec un Macron en tête, avec plus de voix, une extrême droite de nouveau qualifiée au 2ème tour avec plus de voix malgré leur division, avec une réserve de voix importante pour la suite et un vrai danger de la voir arriver à l'Élysée et une abstention encore importante et en augmentation mais malgré tout bine plus faible que dans les élections locales.

Alors pouvons- nous être satisfait de ce 1er tour, pouvons-nous dire que le PCF existe mieux ou plus après ce 1er tour ? J'ai de gros doutes et quoiqu'il arrive, cela ne suffira pas !

On peut toujours dire que le vote utile est un fléau dicté par les sondages et les médias mais cela aussi ne suffira pas à expliquer notre difficulté dans cette campagne à parler à l'ensemble de la population et de donner de l'espoir en une nouvelle société.

Nous sommes obligés de constater que les jeunes se sont mobilisés sur cette élection, en particulier les jeunes des villes populaires, ils se sont mobilisés avec une forte volonté de dire NON à l'extrême-droite, de dire NON aux violences policières, de dire NON aux discriminations et au racisme, de dire NON à leur galère du quotidien, de dire NON à l'indifférence face à au réchauffement climatique et ils l'ont fait en votant Mélenchon avec l'espoir de voir la gauche au 2ème tour. Alors aujourd'hui, ces jeunes mais aussi toutes celles et ceux qui ont cherché à éliminer l'extrême-droite et Macron sont en colère et peut-être est-ce eux le peuple de Gauche.

Et dans ces gens en colère aujourd'hui, il y a évidemment des communistes, des militants communistes, des élus communistes.

On se fait aujourd'hui insulter dans certains quartiers, dans certaines villes. Je ne les excuse pas ces insultes mais je les comprends.

J'y réponds comme tout le monde et il n'est pas question pour moi, que le parti communiste se rend seul coupable de la non-présence de la Gauche au 2ème tour mais il n'est pas question non plus de s'en exonérer.

Alors maintenant que faire ?

Pour moi, il y a une première étape, faire ce que l'on peut pour faire barrage à l'extrême et empêcher Marine Le Pen d'entrer à l'Élysée mais pour les législatives, nous avons de sérieux problèmes dans les fédérations. Des camarades ne veulent plus y aller de crainte de se faire insulter par des amis et de se faire ratatiner avec scores très faibles.

De plus, le fait que nous ayons privilégié la discussion avec le PS et les petits partis GRS ... plutôt gourmands avant le 1er tour nous mettent dans une sérieuse difficulté au sujet de l'indispensable débat avec LFI.

Je vous cite un exemple dans mon département, le 95 où Mélenchon est arrivé largement en tête. Je pense que 2 circonscriptions sont gagnables à gauche et surtout 1 avec une discussion avec LFI et cela dans une circonscription où le député sortant est LREM. Ces 2 circonscriptions qui, à un moment, étaient dans la liste de celles cédées au PS avec un recyclage d'amis de Manuel Valls. Alors comment fait-on, on continue la division et on laisse aucune chance de voir un député de gauche dans la circo d'Argenteuil Bezons ou on rediscute avec LFI, dans le département pour tenter une bataille commune et peut-être une victoire.

Je pense que nous devons envisager cette dernière solution et se mettre sérieusement au travail pour envisager d'avoir encore quelques député·e·s de Gauche.

Alors j'imagine bien que LFI va vouloir faire seule et que nous nous trouvons dans les pires conditions pour discuter mais il nous faut tenter quelque chose à la sortie de ce CN autrement les difficultés ne seront que croissantes.

Aujourd'hui, certains communistes se posent la question de l'utilité du Parti communiste français, la question de son impact sur les choix politiques de notre pays suite à sa disparition du parlement européen, suite aux difficultés dans les municipalités et peut-être en fragilisant notre groupe à l'Assemblée nationale.

C'est une question ouverte qu'il ne faudra pas éviter et à laquelle nous devons répondre avec honnêteté et responsabilité.

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Le temps viendra de l'analyse, mais nous en parlerons une fois répondues deux urgences immédiates. Nous pouvons faire le lien avec le programme du CNR qui comportait je le rappelle deux parties. Partie 1 battre l'occupant nazi. Partie 2 mettre en œuvre le changement une fois les nazis mis dehors.

Partie 1, battre l'occupant nazi. Dans l'électorat de Mélenchon comme dans le nôtre, le macronisme a tellement fait mal aux vies, a tellement abîmé la France, que certains de nos électeurs s'apprêtent à voter blanc ou pire, Le Pen. Je crois que si nous voulons être utiles d'ici les dix jours qui viennent nous devons appeler à la résistance. Davantage qu'un ordre ou qu'une consigne de vote, nous devons travailler à faire cheminer nos concitoyens, nous devons aider ces électeurs communistes, insoumis, à faire leur choix.

Leur rappeler qui est Le Pen, une candidate d'extrême droite dont les amis européens sont néonazis. Auprès des camarades rappeler les grands noms de notre Parti qui ont œuvré dans la Résistance et qui s'ils ne sont plus là aujourd'hui c'est à nous qu'ils ont confié le soin de porter leur mémoire. En battant Le Pen, nous poursuivons leur combat. Sans nier les difficultés pour y parvenir auprès de nos concitoyens les plus rétifs, certains d'entre eux passeront du vote blanc au bulletin Macron, pour d'autres nous les ferons cheminer de Le Pen au vote blanc. Au final, chaque voix en moins pour Marine le Pen sera une victoire politique.

Partie 2, une fois le fascisme mis à la porte, construire un rassemblement majoritaire pour faire gagner la gauche jusqu'au pouvoir. Pour cela, il faut donner une perspective non pas pour dans cinq ans, mais pour demain. C'est possible dès juin car sans majorité à l'assemblée, Macron ne pourra mettre en œuvre ses mauvais coups. Voilà pourquoi les citoyens doivent rester mobilisés, comme

pour la présidentielle, pour que l'opposition parlementaire de gauche soit majoritaire face à Macron dès juin. Ainsi, nous pourrions déboucher sur un Gouvernement de cohabitation dirigé par Jean-Luc Mélenchon, avec une équipe de gauche, rassemblée dans sa diversité, afin de mettre en œuvre des mesures améliorant concrètement la vie. Portons cela publiquement, disons que c'est possible, il y a déjà eu des cohabitations ! Cela permettra d'effacer par ce geste l'accusation qui nous est faite d'avoir empêché Jean-Luc Mélenchon d'accéder au second tour. Et je ne parle pas de quelques hystériques sur les réseaux sociaux auxquels certains passent beaucoup trop de temps à répondre en s'invectivant. Je parle des gens de gauche, que j'entends, chez moi, dans ma commune, dans nos réseaux. Il faut donc porter très haut une initiative forte, politique, tactique, porter publiquement l'ambition que Jean-Luc Mélenchon dirige un gouvernement de gauche rassemblée au lendemain des législatives.

Aussi pour, par cet acte engager concrètement les discussions non pas en faisant un acte de contrition mais en faisant un acte conquérant, positif – ce qui est fait est fait, personne ne pourra changer le résultat de dimanche dernier il est définitif. Engageons prioritairement les discussions avec la France insoumise, avant d'élargir à d'autres forces une fois et une fois seulement l'accord avec LFI signé. Le tout, soyons lucide, dans un rapport de force très dégradé pour le Parti. Nous devons conserver un groupe à l'Assemblée, quoiqu'il en coûte comme dirait l'autre.

Evelyne Ternant – Doubs

Présenter une candidature communiste a été le bon choix. Certes, il n'y a pas lieu d'entonner une marche triomphale, mais si nous nous étions effacés une troisième fois de cette élection qui, contre notre gré, est centrale dans nos institutions, je pense que nous en serions à l'heure du Requiem pour le parti.

Cette campagne nous a réinstallés dans l'espace politique national, elle a rendu heureux beaucoup de camarades, avec une incarnation par Fabien d'un parti chaleureux, combatif, qui parle simple et vrai aux classes populaires. C'est une semence qui lèvera. Que Fabien soit remercié pour son engagement courageux et la fierté qu'il nous a donnés d'avoir un candidat de qualité.

Les mécanismes pervers consubstantiels à cette élection ont joué à plein: on le doit à la violence du quinquennat, l'arrogance du candidat-président, la poussée de l'extrême droite, aux médias et sondages qui prédisent, martèlent, façonnent et incitent au vote réflexe. On nous a volé le débat et le choix démocratique sur les projets.

J'en tire deux premiers enseignements :

1-Mettre davantage en cause le présidentielisme et l'existence de cette élection, conçue dès l'origine pour marginaliser les partis politiques et faciliter les aventures personnelles. Le système politique tel qu'il est aujourd'hui, permettra-t-il jamais à la gauche, à supposer qu'elle gagne un jour cette élection, d'arriver au pouvoir sur des bases saines ? Nous avons un problème institutionnel majeur que nous ne traitons pas à hauteur des obstacles qu'il dresse contre notre conception du changement de société.

2-Nous interroger sur ce qui pourrait nous permettre de résister aux vagues de vote dit utile : le point d'ancrage me paraît être la force de l'adhésion à un projet. Il y a besoin de faire grandir et partager la prise de conscience que seul un projet révolutionnaire peut commencer à résoudre les immenses défis actuels. Un projet qui met au centre les pouvoirs décisionnels des salariés et des citoyens, qui avance sur la sécurité d'emploi ou de formation, qui se donne la maîtrise de la monnaie et des secteurs stratégiques par la nationalisation, un projet qui se construit dans les luttes et pas dans la délégation de pouvoirs.

Le qualificatif de «pôle de gauche radicale» attribué aux 22% de voix portées sur Jean-Luc Mélenchon est discutable. D'abord parce-que il y a eu agglomérat de votes de nature différente, qu'il faudra analyser, ensuite et surtout, parce que le programme de l'Avenir En Commun (qui n'est pas le motif du vote pour les 50% de ses électeurs) n'est pas «radical». Il y a beaucoup à dire sur sa cohérence et son réalisme, dans la mesure où il affiche des objectifs sociaux et écologiques qui ne peuvent pas être réalisés dans le cadre politique proposé: un changement de pouvoirs économiques qui n'est qu'à la marge et ne touche pas au cœur les logiques du système capitaliste financier

globalisé.

Or, les dirigeants de LFI sont en train de nous dire que les discussions et alliances sur les législatives ne peuvent se faire que derrière leur programme, et dans le rapport de force électoral issu du premier tour de cette élection présidentielle, la plus perverse qui soit, instrumentalisée par ceux-là même qui prétendent vouloir une 6ème république.

Le CN d'aujourd'hui doit clairement refuser une telle approche dans ses discussions avec LFI. Dire NON à l'injonction de se ranger le doigt sur la couture du pantalon derrière un programme qui n'est pas le nôtre, NON à une proposition de proportionnalité qui aboutirait à l'effacement du parti communiste dans 90% des circonscriptions. L'objectif d'avoir un groupe à l'assemblée est un enjeu majeur dont chacun a pleinement conscience, mais il ne peut pas se faire à n'importe quel prix.

Nous devons rédiger et publier un pacte d'engagements communs à proposer à l'ensemble de la gauche et au pays, un pacte de contenus, portant haut la barre des attentes sociales, des droits nouveaux et des moyens financiers.

Le premier message à envoyer aujourd'hui aux fédérations, c'est de mobiliser sur un vote sans ambiguïté le 24 avril, qui est loin d'être évident pour certains de nos camarades.

C'est ensuite de lancer au plus vite la campagne communiste des législatives dans un maximum de circonscriptions, sans attendre les résultats des négociations.

Romain Salecroix – Loire-Atlantique

Tout d'abord et dans le prolongement des prises de paroles d'autres camarades avant moi je souhaitais saluer l'engagement et la belle campagne que nous venons de mener pour de nouveaux jours heureux dans un contexte de polarisation redoutable du débat public. Saluer la détermination et l'engagement de notre candidat en premier lieu ainsi que de toute l'équipe autour de lui qui a su démultiplier les initiatives et mettre en musique les ambitions que nous nous étions collectivement fixées. Souligner aussi la belle énergie déployée par Fabien et saluée par bon nombre d'observateurs. Une présidentielle nous le savons, c'est un programme, une force militante en mouvement mais c'est aussi une capacité à incarner un projet, ce qui a été fait de belle manière tout au long de ces derniers mois.

Notre analyse du scrutin d'ailleurs ne doit pas seulement se mesurer à l'aune des chiffres de ce premier tour. Après tant d'années d'absence du débat présidentiel en tant que force à part entière, notre capacité à peser dans la bataille d'idées comme d'avancer des propositions de progrès sur de nombreux enjeux parfois caricaturés comme sur le thème de l'alimentation, de l'énergie ou de la sécurité sont à mettre à notre crédit. La réussite de la campagne se mesure aussi au courant de sympathie créée, à la ré-identification rendue possible, au renforcement de notre organisation dans nos territoires et pas seulement à l'aune de notre score. D'autant plus lorsque celui-ci a subi de plein fouet l'effet du vote dit « utile » qui concentre les voix sans suffisamment élargir le socle des soutiens.

Une fois cela dit deux urgences sont désormais devant nous, la première battre l'extrême-droite. Cela nécessite de s'engager dans un travail de fond auprès des Français, auprès de nos sympathisants, de nos camarades aussi. Car nous le voyons la tentation d'une grève des bureaux de vote (par une partie de l'électorat de gauche) pourrait se profiler. Nous devons donc plus que jamais nous occuper de notre parti et aller au contact avec nos concitoyens. En cela, la proposition de résolution comme les interventions au soir du 1^{er} tour sont des appuis d'une prise de parole en clarté, appelant à utiliser le seul bulletin de vote possible, celui du président actuel. Car nous connaissons le danger mortel de l'extrême droite pour la république, face à cette menace nous ne tergiversons pas. Nous pouvons en être fiers.

La seconde urgence, concomitante sera d'élargir nos points d'appuis à l'assemblée nationale. Renforcer nos positions, renforcer la gauche dans son ensemble dans le respect de sa diversité, sans hégémonisme d'aucune sorte. Les dangers sont grands dans la période. Certains à gauche pourraient être tentés de laisser un champ de ruines, nous devons tout mettre en œuvre pour faciliter des accords offensifs sur les contenus et les périmètres le plus large des forces de gauche à rassembler. Nous prendrons donc toute notre part, les attaques à notre encontre doivent donc cesser, les

violences, les menaces, comme les dégradations de locaux comme nous avons connu à Nantes. Nous devons donc continuer de maintenir la main tendue à des rassemblements respectueux de ce que nous sommes et représentons, incluant notamment le soutien réciproque aux députés sortants. Un dernier mot en fin pour souligner le besoin que nous aurons quel que soit la configuration politique de demain de contribuer à accompagner et structurer des débouchés politiques pour les Françaises et les Français avec le mouvement social. Notamment alors que dans la France des bourgs, dans les communes entre 20 000 et 100 000 habitants la gauche recule, la FI est en baisse - 7% sur ces terres pour beaucoup ouvrières où s'étend le vote Le Pen. Cette France périphérique est à reconquérir. En cela, la structuration politique de long terme avec un Parti fort et les mobilisations sociales seront cruciales. Essentiels pour relever la tête, élever le rapport de force en faveur des familles populaire de ce pays et empêcher les mauvais coups de pleuvoir. Les communistes en Loire-Atlantique comme ailleurs j'en suis persuadé sont lucides sur la situation gravissime que nous traversons, que notre pays traverse, lucides sur nos propres faiblesses mais aussi et surtout conscient du chemin parcouru, des points marqués dans cette campagne et du rôle historique que les communistes et leur parti doivent remplir dans la période. Au travail donc ! Je vous remercie. Pour avoir un réel débat qui ne juxtapose pas des avis mais fait vraiment avancer la réflexion collective face à une situation complexe, je pense qu'il faut faire l'effort de sortir de nos convictions préconçues !

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Je partage l'analyse du rapport sur le fait que l'heure est grave et appelle une mobilisation exceptionnelle pour que Marine Le Pen n'arrive pas à la présidence de la République. Nous constatons dans les discussions que nous avons avec les électeurs, y compris les plus proches de nous, qu'il est absolument nécessaire d'argumenter sur l'utilisation du bulletin Macron pour battre Le Pen sans donner de blanc-seing à ce dernier. Il est nécessaire de démontrer que les lois discriminatoires que ne manquerait pas de prendre le Rassemblement national transformerait notre pays en une société d'apartheid. Il est nécessaire pour notre parti de réfléchir à cette situation qui voit le bloc d'extrême droite progresser d'élection en election. Il y a certes le choix du pouvoir de placer ce bloc comme son principal adversaire et pour cela le survaloriser dans les médias mais je pense que les politiques de régression sociale, les politiques autoritaires mises en œuvre nourrissent l'extrême droite par ce qu'elles aggravent la désespérance. On mesure l'extrême danger de la situation car ces politiques risquent de se poursuivre avec plus ou moins de vigueur en fonction du mouvement social et du nombre de députés de gauche à l'Assemblée nationale certes mais se poursuivre. Si nous ne parvenons pas à sortir de la spirale de la régression sociale et démocratique et de l'urgence écologique dans laquelle nous sommes, nous voyons les dangers qui guettent notre société. Cette situation nous renvoie à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes confrontés et à la question de la construction d'une perspective politique. Je m'associe pleinement aux remerciements à Fabien et aux communistes pour la campagne très dynamique que nous avons mené, cependant je pense que nous aurions pu profiter de cette campagne, de l'éclairage médiatique dont nous avons bénéficié pour porter avec beaucoup plus de force notre critique du système capitaliste qui non seulement fait des ravages sociaux énormes mais envoie l'humanité dans le mur, il détruit la capacité des êtres humains à faire société, va jusqu'à mettre en cause la biodiversité, l'environnement propice à la vie et donc la survie même de l'humanité. Je pense que nous n'avons pas porté avec suffisamment de force cette critique et les perspectives que nous ouvrons pour répondre à ces enjeux qui rejoignent ceux du quotidien. Dans la situation de crise démocratique et politique actuelle, nous devons nous atteler à ces questions, là est notre utilité.

Le score réalisé par la gauche qui progresse de 4% par rapport à 2017 montre l'aspiration profonde à des changements structurels dans la société. Certes, un vote utile s'est exprimé, utile à combattre l'extrême droite, utile à éviter le second tour Macron Le Pen. Mais tout confondu nous devrions considérer ce vote comme un point d'appui pour notre combat plutôt que comme un vote de bobos ou de banlieues radicalisées avec qui nous n'aurions rien à voir alors qu'il s'agit de ceux qui votent pour nous à d'autres élections et qui pour une bonne part recherchent une transformation de leur quotidien comme de la vie en société.

Pour conclure, je pense que la question de l'espoir est essentielle en politique, sans espoir pas de mobilisations transformatrices. Il faut le rouvrir et l'échéance des législatives est le premier moment de cette construction qui répond à l'exigence de rassemblement sur des contenus transformateurs qui s'est fortement exprimée lors du premier tour. L'accord législatif avec l'Union populaire est la seule façon de recréer cet espoir mais aussi de conserver un groupe ce qui est essentiel à notre visibilité politique.

Thierry Aury – Oise - *Non communiquée*

Céline Brulin – Seine-Maritime

Première intervention

Nous sommes au lendemain du 1er tour d'une séquence électorale qui va en compter 4.

Ce 1er tour a donné une situation extrêmement inquiétante même si nous pouvions l'anticiper car voilà des mois et des mois que nous nous préparions à ce 2eme tour extrêmement compliqué.

Nous sommes confrontés à des électeurs de gauche qui veulent voter Le Pen face à Macron, avec la nécessité de les convaincre de plutôt voter blanc que Le Pen. Je propose donc qu'on ne donne de leçons à personne. Soyons humble et faisons notre travail.

On aborde ce second tour dans les pires conditions parce que Macron est le rempart le plus fragile à Le Pen. Nous avons analysé, me semble-t-il, qu'il était même celui qui alimentait le plus le vote Le Pen. Voilà pourquoi il fallait à tout prix empêcher ce second tour. Et chaque jour où Macron est en campagne - il est aujourd'hui au Havre - je suis davantage inquiète parce qu'il fait la pire des campagnes et qu'il alimente chaque jour le vote Le Pen.

Quelqu'un l'a dit avant moi, l'accusation que nous avons peut-être empêché un candidat de gauche d'être au second tour n'est pas une polémique, comme l'a dit le rapport. C'est une réalité objective, au sens où beaucoup d'électeurs de gauche le pensent même si nous n'avons pas souhaité faire ça. Encore que, je me souviens de paroles maladroites dans cette campagne où nous disions que « de toute façon la gauche ne pouvait pas être au 2eme tour, et que même s'il elle y parvenait, elle serait battue », sous-entendu que ça n'avait pas grand intérêt.

Comment peut-on faire une campagne en disant cela ? Le meilleur service à rendre à la candidature de Fabien Roussel aurait été que Mélenchon soit au 2ème tour. Si nos concitoyens avaient eu la certitude que Mélenchon serait au 2ème tour, nous n'aurions pas perdu, comme nous l'avons fait dans les derniers jours, des bataillons d'électeurs et même de militants communistes.

Il faut qu'on entende les gens et qu'on se dise les choses. Pourquoi ne nous sommes-nous pas dit ça, dans les derniers instants de campagne ? Pourquoi n'avons-nous pas essayé de traiter ce sujet ?

Pourquoi nous sommes-nous dit toute « cette campagne se passe formidablement bien », « il y a une excellente dynamique », « tout va bien se passer », alors que tous les camarades nous disaient : « nos enfants vont voter Mélenchon ». Dans mon département tout le monde disait cela. Et ça fait un mois qu'ils nous disaient ça. Pourquoi n'avons-nous pas traité cette question ?

Donc, ça n'est pas une polémique, nous avons à traiter le sujet que peut-être les communistes ont empêché l'accession au 2nd tour d'un candidat de gauche. Pour aborder les 3eme et 4eme tour de cette séquence que sont les élections législatives, il faut tordre le cou, pour de bon, à cette idée. Et la meilleure manière de le faire c'est de montrer que nous allons cesser les conneries et que nous allons travailler au rassemblement, pour de bon.

On a des désaccords de fond avec France Insoumise. C'est la nouvelle incarnation de la social-démocratie. Mais dans un département comme la Seine-Maritime nous avons eu et nous avons des

désaccords de fond avec Fabius et le Parti socialiste. Et nous avons dû traiter le fait qu'ils étaient majoritaires à gauche, pendant des années, sans nous couper des gens qui, votant pour eux, considéraient qu'ils votaient à gauche. Nous devons être en dialogue avec les gens, ceux qui votaient Fabius hier, ceux qui votent Mélenchon aujourd'hui.

Donc donnons très rapidement des signes de notre volonté de rassemblement.

L'objectif du Parti Communiste Français, dans cette séquence n'aurait jamais dû cesser d'être les élections législatives. Pas par esprit boutiquier, parce que nous avons des députés communistes, mais parce que nous voulons subvertir cette élection présidentielle. Nous voulons que le parlement redevienne l'expression du peuple. Il nous faut donc travailler sur les législatives, et nous les abordons dans de très mauvaises conditions.

J'étais tout à fait favorable à ce que nous ayons un maximum de candidats communistes dans les circonscriptions. Parce que je ne pense pas que le parti communiste peut exister uniquement par son candidat à l'élection présidentielle. Mais le fait est que nous allons avoir sûrement bien peu de candidats communistes parce qu'il va falloir travailler un immense rassemblement, avec toutes les forces de gauche, mais prioritairement avec ceux qui sont aujourd'hui majoritaires à gauche.

Dernier mot : je nous propose d'analyser politiquement ce phénomène de « vote utile » qui n'est ni nouveau, ni propre à la présidentielle. Mais je nous propose de le faire en interne, politiquement, sans geindre publiquement comme nous le faisons sur le vote utile.

Parce que pour élire des députés communistes, il va falloir un énorme vote utile en leur faveur. Si nous avons 3 députés communistes en Seine-Maritime, c'est bien sûr par la pertinence des idées communistes. C'est aussi parce que nous avons dit, en 2017, des députés macronistes de plus, alors que leur majorité s'annonçait déjà tellement ample, ne serviraient à rien. Et nous avons été chercher y compris des voix à droite sur cette base-là. : « il faut une opposition », « il faut un contre-pouvoir », « il faut des députés qui portent une autre voix au sein de l'assemblée ».

Et compte-tenu du mode de scrutin, c'est de nouveau ce qu'il faudra faire dans quelques semaines.

Intervention sur la résolution proposée

Nous devons avoir le débat suivant dans la perspective des élections législatives :

Considérons-nous que le résultat de la présidentielle est un « accident démocratique » et que le paysage des élections législatives va redevenir le paysage politique local que nous connaissons depuis des années ? Avec un parti socialiste dirigeant encore un certain nombre de collectivités, départements ou région, communes, des écologistes qui ont gagné un certain nombre de communes dans une période récente, LFI faiblement implantée localement, le RN disposant de peu d'élus locaux même si c'est déjà trop.

Ou considérons-nous que les élections législatives sont des élections nationales qui vont obéir aux mêmes logiques que l'élection présidentielle ?

Les élections législatives arrivent quelques semaines après l'élection présidentielle et les finalistes du 2ème tour en appelleront l'un à lui donner une majorité parce qu'il aura été élu président de la république, l'autre à être la principale force d'opposition à l'assemblée nationale.

Certes, il y aura sans doute une plus faible participation aux législatives que ce 10 avril. Certes le poids de personnalités ancrées dans leur circonscription peut modifier, à la marge, les rapports de force.

Mais globalement, il ne faut pas s'attendre à un retour vers la situation politique locale qui est encore aujourd'hui très différente de la situation politique nationale. Et ne pas croire que des rassemblements du type de ceux des élections départementales et régionales, dans la majeure partie des régions l'an passé, sont de nature rassembler la majorité de l'électorat de gauche.

De plus, pour de bonnes et de mauvaises raisons, un certain nombre d'électeurs de gauche considèrent que nous avons une part de responsabilité dans le fait qu'aucun candidat de gauche n'ait pu être présent au second tour de la présidentielle. Cela peut même nous coller au doigt comme le sparadrap du capitaine Haddock pendant un certain nombre d'années.

Il y a donc des gestes, des signes forts à produire pour ces élections législatives : un rassemblement avec LFI en donnant à voir que ce qui n'a pas pu être possible à la présidentielle l'est encore aux

législatives. Un rassemblement qui a évidemment vocation à être plus large encore afin de mettre dans le débat public l'ambition d'une majorité de gauche, et donc d'une cohabitation, seule perspective, à ce stade, qui peut mobiliser l'électorat de gauche, abattu face à ce 2ème tour de la présidentielle.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

Nous avons deux responsabilités aujourd'hui : dresser sans attendre un premier bilan de la campagne présidentielle, et prendre les décisions qui s'imposent face à la situation politique issue du premier tour.

Le bilan, d'abord. Revenons quelques mois en arrière pour mieux comprendre le processus qui a amené à la candidature communiste. Le 30 janvier 2021 se tenait le premier Conseil national consacré à la présidentielle 2022. J'y intervenais comme suit :

« Depuis 2017 les électeurs de gauche ont un cauchemar; la réédition en 2022 du scénario Macron vs Le Pen. Une part grandissante d'entre eux ne veut plus voter Macron, même pour faire barrage à l'extrême-droite. Et dans le même temps, personne ne conçoit de laisser les fascistes prendre le pouvoir.

Cela veut dire, mathématiquement, qu'une question va s'imposer progressivement dans les têtes, jusqu'à devenir écrasante la veille du second tour : « il faut porter un candidat de gauche en tête, pour avoir une chance ». Si les forces de gauche ne se mettent pas d'accord, les électeurs vont donc choisir eux-mêmes un heureux élu... et tout le reste des candidats [...] sera réduit en bouillie. C'est une réalité désagréable, mais incontournable. »

C'était il y a 14 mois. Il aura donc fallu attendre de heurter de plein fouet le mur du premier tour pour constater la validité de cette analyse. C'est dommage. Je ne suis pas plus intelligent qu'un autre ici : les données fondamentales du scrutin étaient connues de tous dans la direction du parti. Alors, pourquoi beaucoup ont fait comme si elles n'existaient pas ? Pourquoi un tel déni de réalité ? Je crois qu'à leur corps défendant, sans trop y prêter garde, beaucoup de communistes se sont laissés guider par de mauvaises motivations. En fait, les communistes se sont rendus victimes du mal qui ronge en fait toute la gauche française, sans exception. Ce mal, c'est le sectarisme. Chacun doit le combattre, et chez lui-même, et chez les autres ! Sinon une seule certitude : il va nous tuer à très brève échéance. Le sectarisme, voilà l'ennemi !

Soyons conscients de la profondeur du chantier à engager, tout de suite. Si nous ne jetons pas à la poubelle toutes nos mauvaises conceptions, pour en adopter de nouvelles, nous reproduirons inlassablement les mêmes erreurs. Nous n'avons plus le temps. Nous n'avons plus le droit. Partout dans le pays c'est notre classe qui s'est levée autour d'un bulletin de vote, et nous étions à côté, immobiles. Ils ne nous attendront pas plus longtemps.

Pour commencer, un geste très simple. Nous pouvons arrêter de propager des idées fausses. Non, il n'y a pas une « gauche populaire » opposée à une gauche « bobo ». Ces appellations ne font qu'empêcher, que retarder la coagulation de forces sociales différentes mais aux intérêts très proches.

Non, Jean-Luc Mélenchon et LFI n'ont pas de problème avec la laïcité, ni avec la République d'ailleurs. Il faut donc arrêter d'employer des expressions telles que « gauche laïque », « gauche républicaine » pour cliver. Il y a beaucoup de différences avec LFI, mais certainement pas là-dessus. En France, un seul camp politique a un problème, et avec la laïcité, et avec la République : c'est Le Pen et le RN. Ce sont eux que nous devons écraser électoralement le 24 avril.

Non, il n'y a en France ni « islamogauchistes », ni « franges radicalisées », ni « woke ». Ça n'existe pas. Ces termes n'ont pas de réalité. Ils ont été inventés par l'extrême-droite pour fracturer la société ; cela s'appelle la technique des « guerres culturelles ». On ne doit pas les utiliser.

Alors non, plus jamais ça. Plus jamais les canons du parti communiste tournés contre la gauche, contre nos camarades de lutte, nos voisins de manif.

Maintenant au regard de la situation politique, nous avons des responsabilités immédiates à assumer :

- 1- Le 24 avril, barrer la route de l'Élysée à Le Pen, et donc convaincre d'ici là le plus grand nombre possible d'électeurs de gauche de l'importance d'utiliser le bulletin Macron, comme seul outil restant pour empêcher la vague brune de nous emporter. Nous devons mener ce travail ingrat mais indispensable, sans fracturer.
- 2- Faire élire le maximum de députés de gauche, dont des communistes avec un groupe PCF à l'Assemblée. Or dans les conditions présentes, la priorité doit être un accord avec l'Union populaire. Cela suppose de produire les actes concrets en ce sens. On ne peut pas être unitaire un jour et sectaire le lendemain. Une politique unitaire est nécessairement globale et cohérente.
- 3- Nous préparer et réorienter notre activité vers les luttes prioritaires, qui découleront des principales réformes du nouveau président élu. Vu la situation politique, le 1^{er} mai devra être un rendez-vous important pour les partisans de la transformation sociale.

Colette Gergen – Yvelines

- Oui, il y a des points sur lesquels nous pouvons nous appuyer : nous avons connu une visibilité médiatique qui nous a fait du bien, cette campagne moderne a connu un certain dynamisme avec des temps forts : mais on ne peut pas nier la difficulté de mettre en mouvement tous les camarades. Certes l'accueil a été plutôt bon sur les marchés et lors des porte-à-porte mais la sympathie ne s'est pas concrétisée par un vote communiste. A Limay, ville communiste, nous avons organisé à 3 jours du premier tour un débat sur l'école, nous avons discuté avec tous les directeurs d'école, les enseignants, nous avons contacté des syndicalistes, nous avons distribué aux parents et tracté dans les quartiers populaires. Les discussions furent riches mais personne ne s'est déplacé à notre réunion publique ! Et le vote sur la ville s'est porté majoritairement sur JL Mélenchon.
 - Oui, il y a eu un travail sur notre identification sur lequel il faut nous appuyer (notamment sur le nucléaire, l'évasion fiscale, le pouvoir d'achat...) Cela dit, la majorité des électeurs de gauche a identifié JL Mélenchon comme celui qui allait le mieux les défendre. Pour eux le vote utile pour battre le RN, pour battre Macron et ne plus subir la violence sociale qu'on nous a imposée depuis 5 ans, mais aussi pour leur intérêt propre, a été celui de JL Mélenchon. Pour ceux qui subissent de plein fouet la violence économique et sociale, notre désunion était incompréhensible. Leur urgence : une autre politique, pas celle du RN, pas celle de Macron : la question qu'ils nous posent est « pourquoi n'a-t-on pas tout fait pour cela ? » et il faut dire que nous sommes mal à l'aise pour répondre.
 - Oui, nous avons enrichi notre contenu depuis les élections européennes : mais il faut aussi avouer que nous n'avons pas assez insisté sur la nécessité d'un changement de société et sur le chemin pour y parvenir : sur ce qui nous différencie d'un parti social-démocrate.
 - Oui, la clarté, l'honnêteté, la bienveillance de Fabien est bien passée mais les polémiques de début de campagne nécessitent quand même que le prochain congrès mette au clair les questions d'immigration et notre approche de la sécurité intérieure... parce qu'on peut se demander si ce qu'on a estimé être des bourdes ne reposent pas sur des flous idéologiques plus profonds dans le parti.
- De plus, il ne faut pas non plus être dogmatique en éludant toute responsabilité quant à la non représentativité de Mélenchon au 2^{ème} tour :
- oui la FI a été d'une violence extrême avant et après le 1^{er} tour mais certains camarades au lieu de convaincre les abstentionnistes sont tombés dans le piège et ont passé leur temps à lutter contre le vote utile et contre JLM, ce qui a été complètement improductif et démobilisateur.
- Certes :
- Mélenchon n'aurait pas pu vaincre Emmanuel Macron au 2^{ème} tour
 - L'attitude hégémonique de Mélenchon porte une responsabilité certaine de ce non rassemblement
 - Un report de voix n'est pas systématique et un rassemblement n'est pas un calcul mathématique

Mais il ne faut pas nier non plus la difficulté à justifier aujourd'hui de notre utilité, de notre participation (si ce n'est exister pour exister) face à tous ceux qui voulaient voir la gauche au pouvoir. Beaucoup de camarades se demandent aujourd'hui comment retourner dans les quartiers face à la colère des classes populaires qui ont compris la logique de nos institutions. Comment justifier notre maintien face à leur regard, d'autant que cette élection n'est pas la nôtre : puisqu'il est non seulement nécessaire d'inverser le calendrier électoral mais aussi d'en finir avec l'élection du président de la République au suffrage direct universel ! Il va falloir travailler notre réponse sans être dans l'auto-conviction naïve.

Pour les législatives je partage les mêmes inquiétudes que Cécile Dumas : certains camarades ont peur de se faire laminer et de recevoir un flot d'insultes. D'autres s'insurgent des discussions opaques avec des petits partis sans consultation réelle avec les camarades des circonscriptions concernées. La fédération des Yvelines demande après la présidentielle, à promouvoir publiquement un pacte d'engagement commun, sur un contenu politique de progrès social et en rupture avec les politiques libérales, avec toutes les autres forces de gauche afin d'aboutir dans un maximum de circonscriptions à des candidatures communes à gauche, sans être bloqué par l'accord avec GRS & Co.

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

Nous avons besoin de tirer très vite les enseignements de ce scrutin. Pour déjouer le pire au second tour et pour les législatives.

La situation est très grave pour le pays, pour notre classe, pour le parti.

Et le rapport d'introduction donne une place disproportionnée au vote utile pour expliquer la faiblesse de notre résultat.

Et quand bien même j'espère que l'on ne découvre pas après coup cette mécanique redoutable inhérente au scrutin présidentiel. Nous avions pourtant été nombreux à alerter depuis un an.

Plusieurs erreurs d'appréciations de la période ont été commises.

Nous avons été en complet décalage.

Nous avons argumenté sur l'utilité du vote pour les Jours heureux comme étant utile pour reconstruire la gauche à l'avenir. Nous avons dit « nous finirons par battre la droite, le tout c'est quand et comment ? Ou encore « l'enjeu pour nous n'est pas de savoir qui pour débattre face à Macron au second tour ».

J'entends encore ce matin que nous aurions « semé pour l'avenir ».

Or les électeurs de gauche ont répondu « nous n'en pouvons plus, nous voulons que ça change tout de suite ».

Ce que nous appelons vote utile, beaucoup le qualifiait de vote vitale. Urgence sociale, urgence démocratique, urgence écologique et urgence antiraciste. Il faut avoir le frigo bien rempli pour se payer le luxe d'attendre encore 5 ans.

Il s'agit d'un vote utile de classe pour éliminer le FN dès le 1er tour.

Pire, un espoir s'est levé, et désolé d'être dur, mais il faut nous dire les choses, nous avons cassé un espoir y compris en argumentant pour tenter de démontrer que JLM ne pourrait jamais être au second tour.

Je veux également préciser quelque chose sur ce vote Mélenchon. Une camarade a parlé de vote communautaire et de l'appel des mosquées. Attention à ne pas enfermer nous-mêmes ce vote dans un vote communautaire. Dans nos quartiers, il s'agit d'un vote anti-raciste et antifasciste, de toutes celles et ceux qui le subissent depuis des années dans leur chair parce que musulmans réels ou supposés. Vote de classe également. JLM fait les meilleurs scores parmi le salariat le plus précarisé, ubérisé et c'est aussi dans nos quartiers que se concentrent nombre de ces travailleurs. Attention donc à ne pas enfermer ce vote dans des caricatures venues d'ailleurs. Et puis quoi ? Les imams appellent à voter à gauche ? Tant mieux !

Parlons-nous de vote « communautaire » pour les catholiques ?

JLM fait également les meilleurs résultats chez les primo votants : 38% chez les 18-24 ans.

Autre enseignements du scrutin : la gauche libérale s'effondre et la gauche de transformation sociale se renforce. Il y a là matière à reconstruire pour l'avenir.

Alors maintenant oui il faut tout faire pour que Le Pen n'arrive pas au pouvoir. Il faut convaincre sans posture morale. Car là aussi nous sommes en décalage. Ne donnons pas de leçons à des millions d'électeurs pour éliminer Le Pen au second tour, alors même qu'ils et elles se sont déplacé·e·s pour l'éliminer au premier ?

Pour les élections législatives, je partage pleinement ce que disent mes camarades de Seine-Maritime. Il faut redonner du souffle à l'espoir qui s'est levé au 1er tour en proposant à la FI un large rassemblement de la gauche et du mouvement social pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale et imposer une cohabitation.

Je finis par une réflexion sur l'avenir immédiat. Veut-on construire une stratégie gagnante pour notre classe ou uniquement pour notre parti ? Les faits nous montrent que lorsque les deux sont divergents, l'un et l'autre sont perdants.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Je veux saluer la campagne menée par Fabien qui a popularisé nos propositions avec détermination. Il s'est imposé dans le paysage médiatique, il a su entraîner une belle dynamique dans nos rangs, quel qu'ait été le positionnement de départ sur le bien-fondé d'une candidature communiste. Je veux également saluer sa capacité à associer de nombreux camarades, s'appuyant sur l'apport de chacun·e sans aucun esprit clanique et c'est appréciable. Oui, nous avons fait une belle campagne, mais est-ce la question qui nous est posée, aujourd'hui, en tant que direction nationale ?

La question est plutôt de mesurer ensemble les conséquences de nos choix. Comment penser qu'on sortent renforcés d'une telle séquence quand, pour les électrices et les électeurs, on n'a pas empêché un nouveau duel Macron/ Marine Le Pen ? Quand nous risquons de ne plus avoir de groupe à l'AN ? C'est exactement ce qui s'est passé pour les élections européennes, où suite à notre belle campagne et nos faibles résultats nous n'avons plus de député·e·s communistes au parlement européen. C'est une perte considérable quand on sait tout le travail produit par nos camarades, Patrick Le Hyaric et Marie-Pierre Vieu.

En fait, les électrices et électeurs ont confirmé, par leur vote, leur appel au rassemblement de la gauche. On n'a pas voulu l'entendre et pour moi on n'a pas produit tous les gestes pour y parvenir. Bien sûr que dans un mariage, il faut être deux, bien sûr que Jean-Luc Mélenchon n'a pas joué le rôle de rassembleur de la gauche. Mais ça ne nous dédouane pas. Dans le pays, parmi les gens de gauche, il y a un grand ressentiment à notre égard, et qui n'est pas l'apanage de deux ou trois irresponsables sur les réseaux. C'est la manifestation d'une grande colère, nous avons totalement sous-estimé la volonté de « dédagisme » chez nos concitoyen·ne·s, le ras-le-bol profond de Macron et de ses réformes. Et nous ne sommes pas dans la même situation qu'en 2017. Le barrage à l'extrême droite est loin d'être gagné, d'autant qu'à chaque fois que Macron s'exprime, il fait grandir le rejet à sa politique. Appuyer sur les divergences entre notre programme et celui de LFI, est totalement inutile. Bien sûr qu'ils sont différents, c'est d'ailleurs pour ça qu'on n'appartient pas aux mêmes forces politiques. Mais ne pas capitaliser les voix en faveur de Mélenchon, c'est se tirer une balle dans le pied. Les idées, les propositions, les valeurs qu'il a défendues et qui ont marqué des points, nous n'y sommes pas pour rien. Nous avons plus de points communs avec LFI qu'avec les socialistes. Comment oublier ou balayer d'un revers de main que la situation d'aujourd'hui est l'héritière du quinquennat calamiteux de Hollande ? Pourquoi être plus indulgent envers les sociaux-démocrates ? Aux législatives, il faut un rassemblement de TOUTE la gauche mais en priorisant LFI.

Mon engagement de communiste est intact, je tiens toujours autant à mon parti, mais ma priorité n'est pas sa défense, voire sa survie mais bien un changement de société. Et c'est d'autant plus vrai devant la gravité de la situation, le fascisme à nos portes. C'est ça notre engagement, notre raison d'être communiste. Alors l'urgence, c'est d'une part d'empêcher MLP de prendre le pouvoir et d'autre part, de faire élire le maximum de député·e·s de gauche dont de nombreux communistes. Mais il ne suffit pas de l'affirmer pour y parvenir. Sur quoi on peut s'appuyer ? On n'a toujours

aucun élément chiffré. Ce n'est pas faute de l'avoir demandé au responsable aux élections, Pierre Lacaze. Alors, je le redis. On ne peut pas travailler de cette façon.

On ne peut pas construire sur du sable. Il faut des données tangibles sur les rapports de force dans les circonscriptions.

Si on ne prend pas la mesure de la situation, le parti sera totalement marginalisé et nous perdrons notre groupe à l'AN. Oui on a des divergences entre nous, il faut les assumer et confronter nos arguments pour produire du commun.

Dans cet esprit, je me félicite du climat du CN de ce matin, car ces derniers temps, il n'y avait pas de place pour le débat, pour l'esprit critique et beaucoup de camarades utilisaient l'anathème au détriment de l'argumentation politique. Je souhaite que cet état d'esprit demeure dans nos rangs, à tous les niveaux.

Patrice Bessac – Seine-Saint-Denis

Je veux d'abord saluer l'effort de Fabien Roussel. Je mesure l'immense difficulté personnelle et politique d'une campagne présidentielle. L'engagement de notre candidat, sa détermination doit être saluée et reconnue. Nous sommes un bateau dans la tempête. Face à des difficultés potentiellement mortelles, il me semble que nous devons sérier les problèmes et les aborder avec lucidité et détermination. Le temps du débat collectif, celui du Congrès, viendra bientôt, pour le moment l'heure est au combat organisé. Dans l'ordre des priorités, il me semble qu'il y en a deux, et deux uniquement à l'ordre du jour.

Un, battre Marine Le Pen.

Deux, créer les conditions d'un front commun aux législatives dans l'intérêt du peuple et sauvegarder le maximum de nos positions.

Sur le premier point, battre Marine Le Pen. Nous sommes engagés avec justesse, Fabien Roussel, le parti. Les maires et les élu·e·s communistes sont très fortement mobilisé·e·s.

Sur le deuxième point, les élections législatives, il me semble nécessaire après l'affirmation de la volonté d'un front commun, de veiller à la discipline et au réalisme nécessaire dans les déclarations publiques. Cesser les communications parasites sur les réseaux pour entrer avec sérénité et détermination dans une logique d'accord et donc de négociations ordonnées.

Sur l'analyse, je pense que le rapport, par manque de temps, ne développe qu'une analyse partielle et limitée de la réalité du scrutin.

Quelques exemples.

Un, à Montreuil, Emmanuel Macron et la droite perdent ensemble 5400 voix. Et Jean-Luc Mélenchon et la gauche progresse de 7400 voix. Le mouvement est donc considérable. Et une partie de ce mouvement est constitué par la jeune classe ouvrière ubérisée, en masse.

Deux, les français à qui certain candidats ont dénié leur citoyenneté en raison de leur origine ou de leur religion supposée se sont sentis agressés, insultés, haïs pendant des mois. Avec une virulence terrible. Terrible. Il faut que nous ayons conscience qu'ils se sont sentis protégés par la candidature de Jean-Luc Mélenchon et se sont déplacés massivement.

Trois, je pense que nous devons mesurer, dans nos bases, là où nous sommes majoritaires aux élections locales, là où le parti tire un ancrage considérable de notre lien à la population les enjeux auxquels tous les Maires et les élu·e·s vont être confronté·e·s. Je pense qu'il faudra un temps de prise de conscience des réalités auxquelles nos élu·e·s vont être confronté·e·s partout où nous sommes influents. Et les échéances suivantes sont locales.

En conclusion, je pense que nous avons besoin de gravité, d'être orienté fondamentalement sur la résolution positive des deux problèmes à notre ordre du jour et de veiller désormais à abaisser radicalement toute la conflictualité à gauche.

Léon Deffontaines – Paris

Quelle belle campagne! Nous avons réussi à faire entendre une nouvelle voix à gauche. Un discours politique qu'on n'entendait plus. Fabien Roussel a été la surprise de cette élection présidentielle.

Enfin une voix à gauche capable de défendre la République sociale et laïque ; la souveraineté

économique de notre pays en retrouvant une industrie de pointe ; la souveraineté énergétique, avec un mix décarboné.

J'insiste un peu sur ce dernier point. Nous avons marqué de nombreux points, nous avons ramené à gauche des jeunes qui en avaient marre d'entendre un discours irrationnel sur la question environnementale. Et d'ailleurs, les scores élevés de Fabien dans les écoles d'ingénieurs et le très bon accueil de nos militants dans les facs de sciences sont représentatifs de cela.

Tout au long de cette campagne, nous avons permis de construire des fondations solides à la reconstruction de la gauche. Une gauche qui sera capable demain d'être majoritaire.

Les résultats peuvent paraître décevants à plus d'un titre. Si la gauche entière progresse, la percée historique de l'extrême droite empêche une nouvelle fois la gauche d'accéder au second tour. Sur les derniers jours de la campagne, la spirale du vote utile a aspiré une bonne partie de l'électorat de Fabien Roussel. Le score à l'issue de cette très belle campagne ne représente pas l'ensemble des Français qui ont été convaincus par notre discours. Nous le savons, dans la dernière ligne droite, des électeurs qui étaient convaincus par le discours de Fabien Roussel et prêt à voter pour lui, ont finalement fait le choix de Jean-Luc Mélenchon sous la pression du vote utile. Les plus de 800 000 électeurs et électrices qui ont fait le choix de Fabien Roussel n'auraient pas voté pour Jean-Luc Mélenchon. Dans un contexte où 12 millions de nos concitoyens ont boudé les urnes, rejeter la faute sur l'électorat communiste est irresponsable.

Aussi, je ne peux pas entendre, encore moins ici en CN que les communistes seraient responsables de l'impossibilité pour la gauche d'accéder au second tour de l'élection présidentielle. Imaginez le discours que vous donnez aux jeunes communistes à ceux qui nous ont rejoint. Nous qui militons toutes les semaines devant les lycées, sur les universités, nous qui savons mieux que quiconque ce que signifie les mots "militar" et convaincre, ne nous laissons pas dire que nous serions responsable de cet échec de la gauche. Au contraire, je vais vous le dire, nous sommes l'honneur de la gauche, par notre travail de terrain méticuleux, notre travail militant du quotidien. Oui nous sommes l'espoir de la reconstruction de la gauche.

Et nous avons permis dans certains territoires de faire reculer l'extrême droite et surtout à la gauche de progresser. Pas suffisamment, pas parfaitement, avec quelques erreurs mais oui nous redonnons des couleurs à la gauche et je suis fier du travail accompli.

Sur la jeunesse maintenant. Le vote utile a fonctionné à plein régime. Pour une génération qui n'a jamais connu autre chose qu'un duel Le Pen-Macron, oui des centaines de milliers d'entre nous se sont laissés tenter par un vote utile. Mais ces jeunes ne nous en veulent pas. Au contraire, de nombreux jeunes aussi nous remercient pour les positions de Fabien Roussel sur l'écologie, sur l'éducation et sur le travail.

Pour le MJCF, cette campagne a permis de donner un véritable élan à notre organisation. Je vous ai dit lors de la conférence nationale, que cette campagne devait également permettre à des jeunes de nous rejoindre. L'objectif a été répondu. Nous avons fait de nombreuses adhésions partout sur le territoire. Je tiens ici à remercier les secrétaires fédéraux pour avoir accueilli de façon bienveillante les jeunes qui sont venus toquer à leur porte. Nous pouvons nous féliciter de la création de fédération du MJCF dans de nombreux départements. L'Orne, la Corrèze, les Landes, le Territoire de Belfort, le Tarn... pour ne citer que ces 5 départements.

Oui cette campagne a participé au retour du MJCF dans le pays. De remettre notre organisation sur les rails permettant de redevenir une organisation de jeunesse de référence pour des dizaines de milliers de jeunes dans notre pays.

Maintenant, nous allons continuer ce que nous avons fait tout au long de la campagne. Nous allons continuer de nous structurer au plus proche de la réalité des jeunes de ce pays. Réenchanter la politique, réenchanter l'engagement, voilà notre objectif.

Isabelle Lorand – Val-de-Marne

Qui l'aurait parié ? Avec 22 % des voix un candidat de la gauche franchement à gauche a frôlé la qualification pour le second tour présidentiel. Sans surprise, encore une fois la division à gauche est un poison. Avant de parler des candidats et des partis, je veux parler de cet électorat magnifique. Il

rassemble des intellos précaires, une jeunesse uberisée, des écolos, des syndicalistes... Bref la France fraternelle. Et quelle entrée fulgurante de ceux-là que certains pensaient perdus pour la politique : la jeunesse des quartiers populaires est venue voter en famille, en groupe de copains et copines... Jean-Luc Mélenchon est apparu comme leur représentant contre les d'insultes stigmatisantes des Zemmour-Le Pen et la politique régressive et autoritaire de Macron. Cet électorat devrait être le nôtre. Mais au terme de la belle campagne de Fabien Roussel, le Pcf est affaibli notamment dans la « ceinture rouge ». La faute au vote utile ? Mais il faudra dire pourquoi la belle campagne de Ian Brossat dans un scrutin proportionnel a conduit à la disparition du groupe et des députés communistes au parlement européen. A l'évidence, le problème que rencontre les communistes est beaucoup plus lourd qu'une simple question médiatique. La candidature communiste à l'élection présidentielle « coûte que coûte » ne semble pas être la pierre philosophale. Mais le temps n'est pas venu de faire le bilan de cette stratégie. L'urgence aujourd'hui est d'éviter la catastrophe démocratique qui pourrait survenir le 24 avril. Convaincre de mettre un bulletin Macron celui qui a abîmé les vies, méprisé, violenté pendant cinq ans est très difficile. Le meilleur moyen est sans doute d'articuler le deuxième tour de la présidentielle - celui où on dégage le Pen - et le troisième tour législatif - celui où on dégage la monarchie présidentielle. Comme il paraissait improbable d'atteindre le second tour, il peut apparaître improbable de gagner la cohabitation et un premier ministre pour le pouvoir d'achat, les salaires et les pensions, l'avenir de la planète et la lutte contre les discriminations. Le premier tour de la présidentielle le confirme : il n'y a que les batailles que l'on ne mène pas qu'on ne risque pas de gagner. Pour que la cohabitation soit une ambition atteignable, il y a une condition c'est la mobilisation renouvelée de ce magnifique électorat. Parce que pour réussir il faut s'unir, nous devons œuvrer de toutes nos forces pour un front avec la France Insoumise, sur la base d'un accord national avec pour préalable la reconduction des député·e·s sortant·e·s, et un juste partage des circonscriptions gagnables. En tout état de cause, constituer un puissant pôle de résistance avec les groupes parlementaires de gauche à l'Assemblée nationale.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Christian, dans ton rapport, plutôt celui de l'exécutif national, tu parles d'« une nouvelle étape qui se révèle d'une gravité extrême ».

Tu as oui et non raison.

La gravité de la situation était déjà présente.

« Nous vivons une rupture historique, un schisme dangereux » : d'une part la société civile, le peuple « consommateur », « client » (ce serait le pays réel) et d'autre part, l'establishment, le pouvoir politique, les intellectuels... (Ce serait le pays légal).

La coupure entre l'ordre social et l'ordre politique grandit. Avec un capitalisme qui ne cesse de se redéfinir, s'accaparant les progrès technologiques, privilégiant le client au citoyen, encourageant une société et un monde de serviteurs où la marchandise est supérieure à l'intérêt général.

Le capitalisme n'a pas définitivement gagné mais il a, ces dernières décennies, remporté des batailles structurantes dans les consciences.

Les droites qui défendent ce modèle font entrave à un imaginaire collectif. Macron va user de la version du genre, « je suis la liberté et je la représente », d'autres hommes et femmes politiques sont des mystificateurs, des profiteurs, des usurpateurs, des traîtres etc...jouant à fond par exemple la carte d'un « danger futur illibéral ».

Il va opposer liberté et égalité en travestissant la valeur égalité en égalitarisme dangereux pour l'épanouissement de l'individu »...passage de mon intervention au CN de septembre 2021.

Là où je rejoins le rapport, c'est que la gravité s'est confirmée avec Le Pen au second tour et une nouvelle étape de décomposition/recomposition à droite et à gauche.

Je veux partager avec vous plusieurs caractéristiques ou obstacles :

Le système institutionnel avec l'« hyper présidentialisation » avec Macron qui a mêlé verticalité du pouvoir et disponible à rendre liquide la pratique du « ni gauche ni droite ».

Cette « hyper présidentialisation » mutile la démocratie et la politique.

Une abstention qui pèse lourd, conséquence d'une forme de contestation face à l'« offre » électorale, face au fonctionnement démocratique lui-même ou conséquence d'indifférenciation de repères, de confusion des choix.

La plupart des médias qui transforme la politique en marchandise et le politique en marchand de produits, qui laissent filer que toutes les opinions se valent, qu'on peut discuter sur n'importe quoi, avec simultanément les réseaux sociaux souvent violents et réceptacle d'un « entre soi ».

La digitalisation de la politique qui nourrit la dépolitisation (dans le digital « politique », on est sujet et objet)... Tout ça contribue à disqualifier l'expérience démocratique.

La démocratie, la politique c'est la conflictualité des idées et les projets, les décisions et les stratégies.

Les idées de droite sont électoralement majoritaires et les extrêmes droites font ensemble 32%.

Pécresse qui va jusqu'à évoquer la théorie du « grand remplacement ».

Fabien a eu raison de dire dès dimanche soir que « l'heure est grave » !

Le tableau est sombre mais ce n'est pas l'obscurité totale.

Les thématiques portées par la gauche sont très vivantes, présentes dans la société française, sensibilité accrue à l'égard des injustices, des inégalités et des discriminations, une forte demande de justice sociale, de dignité, de revendication de la planète-homme et de nouvelles réformes sociétales.

Le pouvoir d'achat, enjeu primordial du premier tour comme la retraite pour le second tour devrait booster la gauche.

Elle reste divisée et placardisée. MLP préempte. C'est un paradoxe qui mérite réflexion et des changements stratégiques ?

S'agissant de notre expression entre les deux tours, la forme déclarative qui n'évite pas le côté consigne, j'aurai trouvé plus efficace, la forme appel pour encourager l'intervention citoyenne sur l'enjeu du 24 avril mais pas uniquement.

Un appel à l'engagement, mêlant à la fois un signal clair et fort pour utiliser le seul bulletin, celui de Macron qui peut empêcher l'élection de MLP et aussi appelant à une mobilisation populaire conquérante plus large et plus forte qu'au 1er tour pour une France des communs, pour l'humain et la planète d'abord plutôt que celle du président des riches, des dégâts sociaux, écologiques et climatiques.

Un appel alliant mobilisation électorale et mobilisation sociale ; donc une adresse commune envers celles et ceux qui votent et aussi envers ceux qui s'abstiennent.

Sur nos choix stratégiques, « parmi les choses qui existent, certaines dépendent de nous et d'autres non » comme le disait un philosophe grec.

On ne peut pas « atteler » ou conditionner la vie et l'organisation du parti à l'aune de l'élection présidentielle.

On ne peut pas « atteler » ou conditionner la vie et l'organisation du parti à l'aune du candidat ou des candidats « quoi qu'il en coûte ».

D'ailleurs, un nouveau paradoxe, « voir d'où on part » et nous risquons de présenter moins de candidats et candidates qu'aux législatives des quatre dernières décennies.

D'où viennent ces difficultés qui existaient plusieurs mois avant le 1er tour ?

Excusez-moi mais la préparation politique collective des législatives avec un « pacte d'engagements communs » sans vie, est par trop incantatoire et gazeuse.

Au CN, il ne faut pas enfermer toute inflexion ou évolutions stratégiques exprimées dans nos échanges dans une sorte de « Stop ou encore ! » des orientations du dernier congrès.

Il y avait des « trous dans la raquette » dans les orientations des congrès qui l'ont précédé.

Nous confondons encore par trop programme et projet.

Je crois qu'il nous manque une vision.

Cette vision à définir n'est pas pour moi moins de communisme, mais plus de communisme chevillé au corps de l'enjeu Homme-Planète et porteur de choix inédits de nouvelle civilisation.

Battre Le Pen et conserver un groupe à l'Assemblée nationale sont bien nos deux urgences.

Malgré ce que je viens de dire ou peut-être par ce que je viens de dire, je réitère mon souhait que la fraternité, valeur importante dans notre parti ne recule plus.

La fraternité doit rester un lien fraternel, de solidarité, naturel.

En 2017, candidat aux législatives dans la 10ème circonscription du Val-de-Marne, pendant la campagne, le jour du vote et après, le trop plein de fraternité a fait défaut.

Fabien a mis toute son énergie avec authenticité, détermination, de l'humour dans « ce monde de brutes » et avec la même empathie pour les gens que pour les militant·e·s.

Cette empathie politique n'est pas un trait de personnalité commun à ce niveau d'engagement.

C'est un comportement politique.

Hülliya Turan – Bas-Rhin

Dans la fédération du Bas-Rhin, nous avons mené jusqu'au bout la campagne décidée majoritairement par les communistes afin de permettre à la candidature de Fabien Roussel et aux communistes de gagner en visibilité dans le débat politique.

Devant la gravité de la situation, nos débats en CN ont tendance à centrer le débat sur nous-mêmes et sur notre propre réalité. L'analyse que je porte sur la situation ne serait pas différente si notre résultat avait été de 5%.

Les questions qui se posent aujourd'hui sont à mon sens : quelle est la place du Parti communiste dans l'échiquier politique actuel ? Quelle est la réalité de l'échiquier politique alors que l'on voit l'ensemble des partis politiques de gouvernement comme le PS ou encore LR, se faire laminer ? Que veut dire le fait que trois partis, trois pôles, trois composantes dominent l'ensemble de l'électorat avec un déterminant en commun, celui du populisme : un populisme centre droit, un populisme de gauche et un populisme d'extrême droite ?

Il est important d'analyser cette situation et comprendre en quoi elle impactera l'organisation, la structuration de la société dans les prochains temps. Quels que soient ces populismes, y compris celui à gauche, leurs nouvelles compositions politiques (LREM, LFI) portent en eux des fragilités et des freins à la construction d'alternatives pour le monde du travail.

Certains dans nos débats de CN disent qu'au sein de la gauche, le Parti communiste est le parti qui porte le programme de changement révolutionnaire le plus poussé et qu'entre le programme de la LFI et du PCF, il y a beaucoup de différences. Certes ! Mais je pense qu'il nous faut partir de la réalité des gens et de ce qu'ils ont dans la tête. Pour beaucoup, il n'y a quasiment pas de différence entre les programmes proposés par LFI et le PCF. Concrètement les milieux populaires, les travailleurs, les jeunes, les primo votants se sont largement exprimés en votant J-L Mélenchon alors que nous communistes proposons un projet politique beaucoup plus ambitieux et beaucoup plus en rupture avec le capitalisme.

La situation est grave, je pense que nous y avons contribué. Il faut savoir se dire que nous avons une responsabilité. Notre responsabilité n'est pas la même que celle que portent EELV, le PS ou d'autres formations politiques à gauche. Nous sommes un parti révolutionnaire, c'est comme cela que nous nous définissons. Notre rôle n'aurait pas dû être de nous regarder le nombril mais de nous demander où se situe l'intérêt du plus grand nombre, l'intérêt des milieux populaires, afin de créer des alternatives et des perspectives.

Lorsque les sondages donnaient à voir des résultats, on voyait qu'un second tour Marine Le Pen /Macron nous pendait au nez. C'était clair, c'était couru d'avance malheureusement. Il y avait une possibilité avec J-L Mélenchon de faire changer cette donne et je pense que l'on serait sorti la tête bien plus haute en appelant à voter J-L Mélenchon.

Mon objectif n'est pas de refaire le débat, ce qui est fait est fait. Je veux simplement attirer l'attention sur la nécessité qu'il y aurait eu de revisiter une stratégie en prenant en compte le contexte réel, la situation réelle, dans une situation d'extrême gravité, une situation où l'on a un Rassemblement national aux portes du pouvoir.

Maintenant comment va t-on continuer pour les législatives ?

Dans ma fédération, il y avait des camarades qui étaient prêts à être candidats. Aujourd'hui, ils m'ont annoncé qu'ils ne le souhaitaient plus dans ces conditions. Comment aller aux législatives si

nous avons des discussions, des négociations pour des alliances avec le PS ou EELV afin de gagner quelques député.e.s par ci par là, comment serons-nous perçus si ce n'est comme étant dans des logiques de boutiquiers ?

Évidemment je ne porte pas dans mon cœur LFI et JLM. Mais aujourd'hui le fait est que c'est la première force à gauche. Lorsque J-L Mélenchon appelle à un rassemblement en disant qu'il doit se faire sur son programme, sur le programme de l'Union populaire, nous ne pouvons pas rester dans des positions de ralliement, c'est certain, mais ne pouvons pas non plus être dans une posture d'opposition en disant que nous voulons décider ensemble d'un programme commun. Nous n'avons pas ce luxe parce que la situation est très grave et que nous devons garantir toutes les conditions pour gagner le maximum de député.e.s de gauche, quelle que soit la couleur ou l'étiquette politique, afin de lutter contre les politiques gouvernementales qui vont se mettre en œuvre dans les cinq prochaines années.

Pour conclure, un dernier mot, je souhaiterais vraiment que dans les prochains temps - je ne sais pas sous quelles formes - nous ouvrons vraiment des temps de débats sur un certain nombre de questions de la campagne menée par Fabien Roussel, notamment l'écologie, la question des discriminations, la question du communautarisme, la question de la laïcité... Je pense que ce sont des débats de fond qu'il faut que nous posions collectivement, et qu'à mon sens on n'a pas assez fait, au risque de nous enfermer dans des réflexions qui ne sont pas forcément compatibles avec l'idéologie communiste.

Taylan Coskun – Seine-Saint-Denis

Je souhaite saluer et féliciter Fabien pour son engagement personnel : avec comme a dit Pascal le sens de la fraternité, de l'empathie et de l'humour populaire. La gentillesse et la bienveillance sont de vraies vertus dans ce monde politique. Je lui en remercie.

Cette campagne, elle a été certainement belle mais au-delà de l'appréciation esthétique, nous devons évaluer cette campagne au regard de la lutte des classes dans les conditions d'aujourd'hui. Ni avec des regrets, ni avec des attermoissements, ni velléitaires, ni fatalistes. Ni en optimiste, ni en pessimiste mais en communiste. Avec le courage d'affronter le réel. Les yeux bien ouverts sur les mouvements en cours. Avec du sérieux et de la rigueur. En revenant sur les fondamentaux.

En ce sens, nous devons sans cesse remettre la question essentielle sur le métier : celle de la lutte contre le grand capital, essayer de savoir vers quelle direction le grand capital s'oriente et oriente la société. Que faire d'efficace ? En quoi nous avons bousculé les lignes ? Avons-nous fait mal au capital au service du peuple et des travailleurs ?

D'abord cela a été une campagne de mobilisation et de combat des communistes. Combats des élu.e.s qui ont parrainé, soutenu la campagne de Fabien en sachant que son score risquait fort d'être minoritaire dans leur ville. En assumant ce risque politique. Campagne de visibilité médiatique de Fabien et du parti. Engagé, tenace, énergique, populaire, attirant la sympathie très largement. Un programme avec des propositions à contenu de classe. Mais tout cela n'est pas une réponse à notre question de classe tant il est vrai qu'il ne suffit pas de dire nos propositions dans les médias pour que spontanément cela bouscule les intérêts du grand capital et que nous réalisions un acte efficace au service du peuple. Or il y a eu pour moi deux actes précis qui ont frappé le capital et ce qui a saisi en ce sens l'attention du peuple et qui ont pesé dans l'orientation de la campagne : Zemmour inéligible (qui a été le candidat directement soutenu par le système Bolloré) et Mac Kinsey qui ont fait couiner la bête.

De fait quand on parle du vote utile, veillons d'abord de parler de l'utilité de notre candidature. Par ailleurs faisons attention avec la question du vote utile car en même temps que nous le critiquons nous proposons aux gens de voter utile. Pour la majorité la finesse de nos explications ne sont pas entendables. Enfin sur les élections législatives et les élections municipales en 2026, comme pour toutes les élections locales et nationales. Nous utiliserons le vote utile. Et j'attire votre attention par là que les actes que nous prenons aujourd'hui, les paroles que nous prononçons, les postures stratégiques que nous aurons aujourd'hui auront des implications pour ces échéances locales. Quand on parle de vote utile veillons à comprendre combien la situation inédite avec le FN aux portes du

pouvoir à motiver la manière dont les jeunes, les quartiers populaires ont choisi pas seulement un vote utile mais ont exprimé leur espoir de dignité, de reconnaissance. Nous avons besoin de comprendre, de tout faire pour leur parler dans les prochains jours et les prochaines semaines comme nous devons le faire en direction des abstentionnistes dont peu parle. Pourtant de leur mobilisation dépend aussi ce que sera le résultat de dimanche. Notre résolution doit aussi être à la hauteur de l'inédit de la situation et être en capacité de s'adresser à tous ceux-là.

Laisser nous-mêmes le monopole, vote utile à Jean-Luc Mélenchon qui a eu les scores qu'il a eu dans nos villes, ce serait évidemment suicidaire.

Cela fait le lien avec mon propos principal sur les moyens. Car notre influence électoral, le nombre de voix et d'élus et de municipalités communistes sont essentielles aux moyens de notre parti. Il ne s'agit pas seulement des élus disséminés partout sur le territoire -c'est bien- mais si nous considérons que nos élus sont des points d'appui dans les institutions, ces points d'appui deviennent des leviers efficaces quand il y a des concentrations comme dans les métropoles et que nous pouvons cumuler dans un territoire maires, élus départementaux, régionaux, députés et sénateurs (dont l'élection dépend des élus présent en nombre sur les territoires). Il s'agira demain de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Du point de vue des moyens la situation est contrastée

1- les dépenses ont été maîtrisées et les moyens ont toujours répondu positivement à toutes les demandes de l'équipe de campagne et de Fabien. Chacun a fait preuve de responsabilité et je souhaite comme Fabien saluer le travail de Jérémie Bacchi mandataire, de Denis Rondepierre notre trésorier aujourd'hui hospitalisé et à qui je souhaite un prompt rétablissement et à Igor Zamichiei qui ont pris une part active à cette mobilisation collective et saluer toute de l'équipe de campagne et l'équipe de trésorerie qui mène en parallèle deux chantiers : les comptes de la campagne et la consolidation de nos comptes nationaux. Avec moins de monde nous abattons deux fois plus de travail. On ne compte pas les heures au service du parti.

2- côté dépenses nous ferons demain une réunion avec les trésoriers et trésorières des fédérations afin d'assurer la remontée en bonne et due forme de toutes les contributions directes réalisées pour la campagne (tracts locaux, réunions et initiatives publiques et toutes autres dépenses) devant figurer dans le compte de campagne qui, s'il était rejeté du fait d'un oubli aurait pour conséquence de remettre en cause les 800 000 euros d'aide que nous percevons et de rendre éventuellement notre candidat inéligible.

3- côté recettes nous avons atteint nos objectifs de prêts des fédérations et il nous manque 200 000 euros environ à récolter auprès des fédérations qui n'ont pas encore contribué. Cela devra se régler. Notre problème est plutôt pour l'avenir proche. Les élections législatives déterminent l'aide annuelle de l'État au national en fonction du nombre de voix obtenues corrigées avec du bonus pour les parlementaires élus. La dernière fois nous avions 440 candidats à travers la France ce qui constituait 7% du budget du parti et 18% du budget du conseil national. Aujourd'hui avec un nombre beaucoup plus bas de candidats, et la possibilité que dans les circonscriptions où nous obtenons moins de 5% et qui constituent 60% des aides, nous soyons fortement attaqués par la France Insoumise et enfin un nombre important de circonscriptions que nous laisserions aux socialistes et aux partenaires qui ont soutenu Fabien à la présidentielle, nous risquons de voir les aides de l'État fondre comme neige au soleil. Je ne sais pas à ce jour calculer la hauteur de cette perte pour les raisons compréhensibles. Nous allons commencer un travail de budget avec l'hypothèse la plus défavorable afin de ne pas nous trouver dans la situation du PS et des Verts dont les choix d'alliance risquent d'être fortement déterminés par ces mêmes considérations. Je suis content d'entendre par Christian que nous faisons un appel prioritaire en direction de la FI pour les discussions. Et qu'il n'y a pas d'accord avec aucune formation. Notamment le PS. En effet, là nous avons un problème : qui représente le PS et où les socialistes disséminés veulent aller ? Quand j'entends les déclarations de certains historiques qui préparent tranquillement une recomposition autour de Macron. Et d'autres qui parlent d'opposition constructive. Les discussions avec les socialistes ne peuvent pas se faire comme si nous étions du temps du PS d'avant, sans tenir compte du mouvement, au risque de servir de moyen pour la marche indienne des socialistes vers Macron.

Il est urgent de mettre en place un groupe de travail sur les législatives intégrant les enjeux de moyens pour le parti.

Aujourd'hui nous avons une situation qui tient le coup mais à défaut d'intégrer ces considérations de moyens dans les choix de posture et d'alliances aux législatives nous risquons d'entrer dans une zone de forte turbulence nous obligeant très vite à prendre des mesures structurelles lourdes pour éviter le pire. Nous travaillons à élaborer différentes hypothèses qui seront proposées à la sagacité des membres de la direction et du Conseil national du parti.

Fabien Roussel – Nord - *Non communiquée*

Hélène Bidard – Paris

Merci du très bon rapport de Christian Picquet qui nous permet à quelques jours de la fin du premier tour de commencer une analyse de fond.

Pour ma part je pense avoir vécu deux temps dans la campagne, très différents.

Un premier temps de campagne où nous avons présenté un très bon programme des « Jours heureux » qui nous donne une base sur laquelle il faut encore s'appuyer.

Une communication moderne, originale, qui nous a permis de nous démarquer.

Une existence nationale, des fédérations mobilisées, mais aussi une existence médiatique excellente, que personnellement je n'avais jamais vécu.

Grace à cela nous avons imposé des thèmes dans la campagne.

Rappelons-nous en novembre / décembre les seuls thèmes de campagnes existants étaient ceux imposés par Zemmour sur la sécurité et l'immigration. Et Fabien Roussel grâce à l'alimentation ou encore à l'énergie a imposé la question du pouvoir d'achat dans la campagne.

J'ai une grande fierté que Fabien (et personne d'autre malheureusement) ait porté courageusement des initiatives et des paroles pour Charlie Hebdo, Samuel Paty, la laïcité, le féminisme (il est le seul candidat à avoir fait un meeting dédié aux droits des femmes à Mérignac) mais aussi pour les kurdes ... nous sommes les seuls à l'avoir fait mais c'est très important car ce sont des bases nécessaires à la reconstruction de la gauche. Et j'espère que d'autres maintenant auront le courage de le faire aussi.

Et sur la forme Fabien Roussel a martelé, « je n'ai pas d'ennemis à gauche » il faut continuer en ce sens plus que jamais.

On a rassemblé d'autres forces à gauche qui ont fait le choix de nous rejoindre quand bien même nous n'ayons pas été les mieux placés dans les sondages à gauche. Et donc cela n'a rien à voir avec des égos.

Et puis nous avons connus une seconde partie de campagne, extrêmement violente.

Excusez du peu, nous n'en avons pas parlé mais la Guerre en Ukraine nous percute de plein fouet !

Et sur un tout autre plan, Fabien Roussel a aussi subi des attaques personnelles auxquelles il a très bien répondu.

Et puis il y a eu le « vote utile »

France Insoumise lance l'idée du vote utile et siphonne ainsi dans la dernière ligne droite toute la gauche. Mais cette idée impacte alors tout l'électorat, Le Pen passe de 15 à 20 % dans les sondages siphonnant alors Zemmour qui passe de 12 à 7% et Macron siphonne les LR. Le piège du second tour se ferme alors sur la gauche.

Et surtout à cause de Macron, il n'y a pas eu de débat politique de toute la campagne ! Quel dramatique responsabilité pour la démocratie et la République. Quelle responsabilité dans Le Pen au second tour.

A propos de la FI, pour dialoguer avec Laurence Cohen qui a fait une analyse de fond, mais pour moi il y a une autre dimension majeure, c'est notre différence avec la FI dans la pratique politique.

Depuis leur création ils se fondent sur une volonté « anti-partis » - comme LREM et le RN d'ailleurs – à la base contre le bipartisme PS/ LR mais pas seulement. Ils se sont toujours positionnés contre les « accords » entre partis et donc évidemment on voit bien leurs difficultés -nos difficultés du coup- qui les conduisent à nous pointer du doigt.

Et pourtant j'entends que ça bouge, enfin, chez eux. Je veux croire que c'est ce qu'E. Bompard a voulu dire.

Il faut que ça bouge et tendre la main publiquement à toute la gauche pour un rassemblement. Pas un ralliement. Mais bien un rassemblement dans la diversité de la gauche. On doit le porter fortement, localement, et toutes et tous déterminé·e·s à gagner des député·es de gauche.

Continuons comme Fabien Roussel, nous n'avons « pas d'ennemis » à gauche et même nous voulons nous additionner.

Tout ce qu'on se dit aujourd'hui c'est bien mais c'est tôt à mon sens car nous avons une urgence, c'est le second tour ! il faut tout faire pour battre le RN, et évidemment le « pas une voix pour Le Pen » n'est pas suffisant.

Je suis très très inquiète quand je vois et j'écoute les camarades de la CGT, des féministes, des jeunes aussi pour beaucoup ... qui réfléchissent au mieux à ne pas voter voire parfois pire !

Nous devons tout faire pour battre le RN, c'est trop grave, et pour ça désolée, mais il va bien falloir aller voter LREM !

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle - *Non communiquée*

Fabien Cohen – Val-de-Marne - *Non communiquée*

Éliane Assassi – Seine-Saint-Denis

Je m'associe aux remerciements adressés à Fabien, à l'équipe de campagne qui l'a accompagné et à l'ensemble des communistes, élus ou pas, qui l'ont aussi accompagné durant toute cette campagne du 1er tour de la présidentielle.

Bien sûr, il convient d'analyser avec lucidité les résultats de cette séquence. Cette analyse ne pourra s'exonérer d'un nécessaire débat au sein de notre parti sur la situation politique nationale, internationale et sur la pertinence de l'idée communiste comme force émancipatrice pour l'ensemble de celles et ceux qui vivent et travaillent dans notre pays... tout cela en gardant une boussole : celle de la fraternité.

Je veux revenir ici sur des éléments évoqués par Christian Picquet dans son introduction et particulièrement celui relatif à nos institutions.

Oui, elles sont aujourd'hui véritablement à bout de souffle. Cela fait un moment que nous pointons le sujet de la crise démocratique et celle de nos institutions qui dénaturent en profondeur les enjeux politiques.

La logique du mode de scrutin majoritaire ajoutée à d'autres facteurs dont l'absence de débats d'idées et l'autoritarisme de ceux qui nous dirigent, ont imposé l'accélération de cette crise.

Ainsi aujourd'hui on vote de moins en moins pour des projets, une vision mais de plus en plus par élimination de celles et de ceux dont on ne veut assurément pas ; de celles et ceux dont on pense, malgré leur programme, qu'ils n'ont aucune chance d'être présents au second tour.

C'est le système qui veut ça et c'est ce système dont se satisfont les forces libérales et ultra-libérales.

Rien ne changera pour les forces de gauche, les forces progressistes, le peuple si effectivement cette question n'émerge pas dans le débat public. En la matière, avec nous propositions, nous avons tous les ingrédients pour initier et/ou investir ce débat.

Car aujourd'hui, si beaucoup se satisfont de ce système, d'autres s'en plaignent mais l'utilisent comme M. Le Pen pour -par exemple- qui veut inscrire dans la Constitution la priorité nationale ce qui, entre nous soit dit, sera compliqué sauf à faire un putsch en se passant du Conseil Constitutionnel. Car, entre nous soit dit aussi, même si nous sommes pour une autre République il faut reconnaître que la 5ème permet de tenir des équilibres et qu'elle a, quelques fois, empêché le pire...

M. Le Pen envoie ainsi un message ultra-droitier, ultra attentatoire à notre socle républicain, aux droits et aux libertés. Nous devons tout faire pour empêcher son élection le 24 avril prochain.

A cet égard, je pense sincèrement que nous devrions avoir une adresse particulière envers ces jeunes qui, dans leur diversité sont allés voter et ont fait le choix du bulletin de J.L. Mélenchon ; ils ont ainsi montrer que contrairement à ce que certains pensent, ils sont attachés aux valeurs de notre République.

S'agissant d'E. Macron, je crois pouvoir affirmer que nous n'avons aucune illusion sur son autoritarisme, son arrogance, sur ses choix politiques notamment en matière économique et sociale et nul doute qu'il les poursuivra dans le prochain quinquennat même si depuis lundi, il égraine des promesses qui, pour l'heure, n'engagent que lui.

Toutefois, pour reprendre une expression ancienne : le second tour ce n'est pas « bonnet blanc et blanc bonnet ».

Certes nous aurions souhaité un autre duel mais la réalité est là et le 24 avril nous ne pouvons laisser planer le moindre doute sur notre choix tout en nous inscrivant dans la prochaine séquence des législatives. Il faut marcher sur nos deux jambes : battre Le Pen et conquérir des sièges à l'Assemblée nationale.

Dans les constructions de rassemblement qui doivent nous préoccuper, et dont nous devrions être les initiateurs, tout comme dans les débats qui doivent être au cœur de ces constructions, la question de la démocratie, d'un changement de nos institutions doit être exigeante. C'est un impératif politique.

Ozer Ozturun – Val-de-Marne - *Non communiquée*

Aurélié Lemeur – Seine-Saint-Denis - *Non communiquée*

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Notre résultat n'est pas seulement « décevant », mais très inquiétant.

Ne tournons pas autour du pot, nos 800.000 voix ont de facto fait défaut pour qualifier une gauche de gauche au second tour d'une élection présidentielle. Ce n'est pas seulement un constat, c'est une appréciation partagée dans le peuple de gauche. Dans un jeu à trois pôles, néofasciste, ordo-libéral et de gauche, désormais on choisit ET on élimine dès le premier tour. Ce n'est pas faute d'avoir averti sur le piège de la Ve République renforcé par la recomposition en cours, on a fermé la bouche aux militants à partir non du réel mais de décision de congrès.

Bien-sûr nous ne sommes pas seuls responsables, mais que voulez-vous, je suis plus exigeant avec mon parti

Alors, nous pouvons être dans le déni et nous plaindre d'être victime d'un vote utile qui serait sans contenu, la progression importante de Mélenchon dans la dernière ligne droite s'est opérée sur la conviction qu'un projet bien à gauche puisse disputer le leadership à Macron et à Le Pen et l'emporter.

En particulier, beaucoup ont espéré se débarrasser de Le Pen dès le 1er tour, percevant le risque de confier au pyromane Macron le soin de nous en préserver. Et je ne pense pas qu'aux dits « quartiers périphériques radicalisés », quartiers qui s'inquiètent à juste titre de l'issue du second tour, et auprès desquels nos 800.000 voix manquantes ne sont malheureusement pas passées inaperçues.

Franchement, il faut être coupé du monde pour ne pas entendre les reproches qui nous sont adressés au hasard des rues de nos villes, et pas seulement par des militants insoumis excités.

Alors oui, ce résultat n'est pas « décevant », il est terrifiant car l'extrême-droite est désormais aux portes du pouvoir.

Quel décalage alors d'expliquer comme après les européennes que nous aurions « semé » des graines et que nous aurions « mené une belle campagne ».

Bien-sûr, les militants communistes ont dans de nombreux endroits menés énergiquement campagne. Parfois aussi sans passion, par fidélité. Et dans quelques autres ce fût, nous le savons, beaucoup moins le cas, sans d'ailleurs de répercussion visible sur le vote. Car l'essentiel de notre campagne s'est joué ailleurs : sur les plateaux de télévision et les réseaux sociaux où nous avons

tenté de nous distinguer coûte que coûte du programme l'avenir en commun programme qui nous doit pourtant beaucoup .

À la surprise de beaucoup de communistes, d'autres thèmes ont par contre rempli notre campagne : je ne citerai que la référence permanente à un républicanisme abstrait et à la laïcité, que la gauche et jusque dans les rang des communistes et de leurs élus, est soupçonnée d'avoir abandonnée.

Alors si on peut toujours se féliciter de la notoriété nouvelle de notre candidat, on peut aussi s'interroger : sur quels thèmes cette notoriété s'est-elle cristallisée ? Et a-t-elle finalement touché les jeunes, les ouvriers et les quartiers populaires, c'est-à-dire précisément ceux à qui nous entendons parler.

La FI a quant à elle, déjoué les pronostics ressassés ici-même. Mélenchon réalise un score remarquable, sans les communistes. En particulier dans les villes populaires, et dans nos villes. Pour une partie de la population, la classe ouvrière ubérisée, notamment issue de l'immigration, il est apparu comme le candidat défendant leur dignité. Et ils attendront légitimement une explication.

La question qui se pose désormais, c'est que pouvons-nous faire, alors que nous sommes au bord du gouffre, alors que des communistes nous quittent et que nous n'avons plus tout à fait notre destin en main ?

Bien-sûr, il y a l'immense menace du second tour. Les militants communistes seront comme toujours au rendez-vous, mais j'insiste, nous serons d'autant plus efficaces dans ce combat que nous saurons dire « message reçu », et restaurer un espoir pour la suite à commencer par les législatives, à partir de ce qui s'est exprimé à la présidentielle.

Le pire serait de bricoler des accords avec les disqualifiés de la recomposition politique en cours. Ou de dire abstraitement « on ouvre la porte à tous à gauche ».

Il faut évidemment tirer les conséquences du succès de l'Union populaire. Certes, cela lui donne des responsabilités sérieuses qu'elle n'a pas su honorer en 2017, mais aussi une légitimité incontestable. L'existence d'un groupe communiste à l'Assemblée est aujourd'hui fortement compromise. Notre disparition de l'hémicycle serait une catastrophe de plus.

C'est pourquoi nous devons faire de toute urgence une proposition concrète à l'Union populaire, à partir du programme que nous avons pour l'essentiel en commun et en vue d'un accord national.

D'abord portant sur les sortants qui se sont battus ensemble à l'Assemblée. Et proposer un accord conquérant, en vue de créer un puissant pôle de résistance, voire imposer une cohabitation au président élu, avec un partage équitable des circonscriptions gagnables qui sont nombreuses.

Enfin, je regrette qu'alors que nos débats de conseil national ne sont pas terminés, notre secrétaire national se soit absenté pour aller tenir une conférence de presse, sans que nous n'ayons ni amendé ni voté la résolution appréciant la situation politique et les initiatives à prendre pour battre Le Pen et obtenir un front commun aux législatives.

Sarah Misslin – Val-de-Marne

Avant toute chose, je voulais préciser que Jean-Luc Mélenchon m'a perdue au lendemain du second tour en 2012. Le rassemblement « tous derrière moi » ça ne peut pas fonctionner, n'est pas De Gaulle qui veut. Je vais être dure dans mon intervention, mais nous avons aussi besoin de nous poser des questions qui ne sont pas toujours « dans le bon sens ».

Il faut absolument que les dirigeants de la FI traitent avec respect les autres forces de gauche, c'est insupportable d'entendre Adrien Quattenens, sur France Inter lundi matin dire que « nous sommes passés à un poil de fesse du premier tour et ce poil de fesse à un nom, c'est Fabien Roussel ».

Le vote utile, quelle découverte !

J'attire notre attention sur la communication de JLM, elle a été extraordinaire, une présence forte sur les réseaux sociaux, des tweets maîtrisés, contrairement à nous. La FI est présente dans toutes les marches pour le climat, dans les manif anti-raciste et ils ont à chaque fois dénoncé avec force les violences policières. Tous les députés FI ont voté contre la loi sécurité globale, quand certains des nôtres se sont abstenus.

Les erreurs ont été nombreuses nous concernant, la présence de Fabien Roussel à la manifestation d'Allianz (on m'en parle encore), le droit d'asile, le tweet sur le Mali, les poupées sans yeux et les périphéries radicalisées ! Je me suis sentie visée par cette dernière phrase. Alors si moi je l'ai vécu comme ça, comment l'ont vécu les populations issues de la colonisation et pas de l'immigration ! Ceux qui ont voté Fabien Roussel, comme moi, n'auraient pas mathématiquement voté JLM. J'ai soutenu une candidature du parti à l'élection présidentielle, quant à la ligne développée elle n'a pas fait l'objet d'un vote et qu'on ne me renvoie pas au dernier Congrès, ça n'est pas le sujet mais j'attendrai le Congrès.

Hier, lors de notre exécutif départemental, un camarade a dit que la FI n'était pas à gauche parce que ses dirigeants ne voulaient plus de ce mot-là. Ils n'en veulent plus, grand bien leur fasse. Le peuple qui a voté pour JLM est de gauche lui en revanche, et c'est à lui que nous devons parler. Sur le vote que certains qualifient de communautaire, JLM a représenté un vote protecteur que nous ne devons pas minimiser. Nourrir l'appui des religions dans la politique est quelque chose de dangereux pour tout le monde concernant toutes les religions. Le vivre-ensemble, le vrai, doit être porté à sa hauteur. Quelle pensée patriarcale et néocoloniale qui tend à penser que les Français de confession musulmane n'entendraient que leurs responsables religieux dans un débat politique ! Prenons en compte l'humiliation permanente, les discriminations permanentes, le racisme et l'islamophobie permanente. Il faut que nous entendions que pour la jeunesse et une grande partie de la population la lutte antiraciste est structurante dans notre société.

L'État n'a pas fait et nous n'avons pas fait non plus les gestes forts pour reconnaître et faire reconnaître le passé et le présent colonial de la France, les agissements que notre pays a eu. Nous devons porter l'Histoire, même si elle fait mal et que notre parti n'a pas toujours été à la hauteur. Le 17 octobre 1961, le cessez-le-feu en Algérie, l'abolition de l'esclavage, Charonne. Je vous invite à regarder le documentaire « Nos guerres en Algérie » sur Arte et d'aller voir le film « De nos frères blessés » qui parle de Fernand Iveton que de trop nombreux communistes ne connaissent pas. Le travail politique que nous devons mener sur ces questions doit se faire sans attendre, surtout avec une force fasciste aux portes du pouvoir.

Sur le second tour de l'élection présidentielle, Macron joue son duo préféré, celui qu'il a construit, qu'il attendait. Il sait que sans les voix de gauche, il devra quitter l'Élysée. C'est lui, s'il ne fait pas les gestes, qui portera la responsabilité de l'élection de Marine Le Pen.

Sur les législatives, nous n'avons pas le choix, nous devons trouver un accord à minima sur les sortants. Nous devons, avec la FI, le PS, EELV et les autres composantes politiques de gauche garantir une large représentation de la gauche dans l'hémicycle. Christian Picquet ce matin nous a dits que 150 circonscriptions pouvaient avoir un.e député.e de gauche, allons-y. Mais allons-y sérieusement, avec des chiffres, des analyses sérieuses des rapports de force, pas comme ce que nous avons eu ces derniers mois. Quid des circonscriptions où les députés LREM ne se représentent pas ? Et là où ils ont battu le RN au second tour en 2017 ? C'est de notre responsabilité de faire des propositions et de participer au mieux à trouver un accord.

Nous allons avoir après ces séquences électorales, quatre ans sans élection nationale. Tout va très vite cependant nous allons avoir un temps long, de luttes, de restructuration, un temps pour faire de la politique avec toutes et tous, pour développer et faire évoluer nos propositions.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Je veux saluer la belle campagne menée par les communistes et adresser mes remerciements personnels à Fabien pour son engagement et son dynamisme.

1- Pour le pays, le résultat des élections présidentielles est très inquiétant. Il montre les fractures profondes de notre pays et les élargit. Il peut être porteur de graves régressions. Marine Le Pen a une vraie possibilité d'être élue. Domine la protestation ... mais pour des candidats qui ne s'attaquent pas au capital. Et le candidat du capital, du grand capital financier, a siphonné la droite tout en gardant les libéraux du centre et des ex-PS socio-libéraux. Le vote utile a joué pour lui aussi, donnant l'impression qu'E. Macron se renforce alors qu'il est plus rejeté que jamais.

Nous n'avons pas réussi à ancrer un certain nombre d'idées dans la société, domine l'idée que Jean-Luc Mélenchon a le même programme que nous et que la différence serait surtout sociétale.

2- Pour ce qui nous concerne, nos résultats sont décevants, même si on sentait venir des choses à la fois récemment, avec le vote utile, ou dès le début de la pandémie avec le refus par le CEN de porter la pétition « Des milliards pour l'hôpital pas pour le capital », que j'avais initiée avec de nombreux syndicalistes, pour lancer le parti dans une pétition pour une sorte d'allocation Covid qui a fait long feu.

Mais aussi, grâce à la candidature de Fabien, le PCF est revenu dans le paysage politique, il a recommencé à exister nationalement, il y a un intérêt pour ce que nous disons, ou pourrions dire. Enfin, les 800.000 électeurs qui ont voté communistes à la présidentielle représentent une force non négligeable pour laquelle il nous faut trouver les formes pour nous adresser et la mettre en mouvement.

Dans le même temps, on ne peut pas en quelques mois inverser 15 ans d'absence du PCF à l'élection présidentielle, 20 voire 25 ans de dérive Robert Hue. Il y a pour une part un cycle qui va jusqu'au bout. Quel est ce bout ? Fait aussi partie de ce cycle un Jean-Luc Mélenchon qui a installé, depuis 2012, l'idée « Cela se finira entre elle (Marine Le Pen) et moi », et donc, dans une démarche de « politique du pire », personne d'autre ne compterait, puis en instillant un « ni droite, ni gauche » en 2017.

Quant au vote utile, c'est quelque chose que nous connaissons. Depuis au moins 1981 ! Il nous faut voir aussi que nous ne sommes peut-être pas apparus suffisamment contestataires, et cela c'est plus problématique. Ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme.

3- Avons-nous bien pris la mesure du moment politique et de notre utilité dans ce moment ? Ne sous-estimons pas la gravité de la crise dans laquelle est le pays, crise notamment économique mais aussi de sens et de civilisation, et les défis politiques et enjeux qu'elle pose. C'est alerter sur ces enjeux et cette gravité qu'attendent les gens de la part d'un parti politique utile, ainsi que les voies et chemin de réponse. Loin de prétendre que la gauche est « aux portes du pouvoir », il faut voir cependant les appuis, les ressources du corps social.

4- Nous concernant, il nous faut conjurer à la fois la tendance à la dilution-fusion et la tendance au passéisme, faite de symboles et de conservation. L'enjeu, c'est la novation communiste, articulant contestation et idées nouvelles. Ce serait une erreur de résumer nos décisions, tant de la conférence nationale que du 38ème congrès, à « candidature communiste ou pas ». Notre décision est celle de toute une réorientation pour désigner des enjeux, un projet, pour une pédagogie des leviers à saisir par le mouvement populaire afin de changer les choses et pour engager nous-mêmes des luttes populaires. C'est à cette aune qu'il nous faudra analyser notre campagne et notre activité : ni simplement tourner la page et passer à la suite, comme nous l'avons fait pour les européennes, ni entrer dans un déchirement entre communistes et un pré-congrès permanent, mais oser se critiquer de façon constructive, marxiste et communiste, pour avancer.

5- Dans le même temps, l'action populaire ne peut pas attendre : une bataille dans la durée n'est-elle pas possible et nécessaire pour des pré-recrutements dans la santé et dans l'enseignement ? De même des milliers de syndicalistes ont signé des appels à voter Fabien Roussel. Réunissons-les, entendons-les, voyons avec elles et eux ce qu'il y a à faire, à penser. Voyons aussi la fracture accrue entre couches populaires et couches moyennes, c'est pour nous une question plus essentielle que jamais.

Nous sommes à présent face à une contradiction : le progrès de la gauche par rapport à la présidentielle précédente est un point d'appui, mais nous sommes en risque de coupure avec une partie de celles et ceux qui luttent, notamment les plus jeunes. Raison de plus pour avancer sur les luttes pratiques.

6- Concernant les enjeux immédiats : le second tour et les législatives.

Je partage totalement l'appel à utiliser le bulletin E. Macron pour empêcher l'arrivée de M. Le Pen au pouvoir. Et il nous faut taper sur le programme prétendument social de M. Le Pen : il est faux, par exemple, de prétendre qu'elle propose la retraite à 60 ans. C'est une néo-libérale comme

Macron, avec en plus le racisme et l'attisement du tous contre tous. Bien sûr, il est hors de question pour nous d'entrer dans une quelconque « union sacrée » avec E. Macron, ni maintenant, ni après ! Concernant les législatives, nous devons avoir une position très unitaire et très ouverte, pour une union pluraliste de toutes les forces de gauche, sans exclusive, et nous devons travailler au plus vite sur les engagements communs que nous proposons. Nous devons axer la bataille des élections législatives sur l'idée de députés pour résister à E. Macron (ou à M. Le Pen), pour appuyer le mouvement populaire et pour contribuer à construire une alternative.

Marie-Christine Burricand – Rhône

"Cela ne pouvait pas être facile, nous n'avions pas présenté notre propre candidat en 2007 et en 2012, et nous avons eu raison pour l'avenir de la gauche et du PCF de présenter un candidat. Certes le vote Mélenchon est majoritairement un vote de gauche, aux accents de radicalité, mais c'est aussi un vote réformiste (ce n'est pas un jugement de valeur). Il ne peut donc résumer la gauche à lui tout seul.

Merci à Fabien pour cette campagne courageuse. Il faut le dire parce c'est vrai et c'est une valeur à accrocher à notre secrétaire national, cette campagne étant un acquis important pour l'avenir, y compris pour les législatives car serions nous mieux si nous n'avions pas eu de candidats? A partir de février, la campagne s'est durcie, il fallait argumenter beaucoup, avec de la sympathie mais peu d'engagement sur le vote. Le résultat n'est pas à la hauteur de nos ambitions, nous avons buté sur le vote utile inhérent à la nature de cette élection et cela pose la question pour l'avenir de notre combat pour un projet démocratique des institutions.

Faut-il noter que les candidats qui jouent le plus les anti systèmes sont ceux qui en profitent le plus : Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon qui ont fait de cette élection, l'alpha et l'oméga de leur parcours politique.

Enfin, le résultat de Jean-Luc Mélenchon ne doit pas masquer l'essentiel : la progression de l'extrême droite et son durcissement avec la mise en orbite de Zemmour.

L'essentiel reste la fracture de la société française, avec une partie du monde du travail qui continue de voter Front National et une autre qui a voté Mélenchon pour battre le RN et virer Macron.

Nous n'avons pas à endosser l'absence de Jean-Luc Mélenchon au second tour. Nous avons réveillé des électeurs qui ont hésité et finalement sont allés vers celui qui leur paraissait le plus à même d'accéder au second tour. D'ailleurs, la France Insoumise locale, pas plus que les électeurs dans les bureaux de vote ne nous ont agressés. Il faut plutôt s'interroger sur pourquoi Mélenchon nous attaque ainsi, si ce n'est pour transformer en victoire ce qui est malgré tout une défaite et rejouer le vote utile aux législatives au travers d'un possible premier ministre; bien sûr, il faut parler avec la FI, dominante, sans complexe superflu et il ne faut par ailleurs rien négliger là où nous avons une chance, d'autant que le second tour aura ses propres effets.

Sur le vote des banlieues où il y a eu une vague forte Mélenchon; n'enfermons pas ce vote.

L'essentiel pour moi c'est le choc pour les Français qui ont des liens avec l'immigration, avec la religion musulmane, de Zemmour mis sur orbite qui leur dit, vous ne serez jamais Français et c'est vous ou nous et l'establishment politique qui s'inquiète qu'il n'ait pas ses signatures. C'est Fabien Roussel qui a porté l'interdiction pour les racistes de se présenter aux élections.

Il y a eu le choc de l'Ukraine et du deux poids deux mesures avec une sorte de suprématie européenne affirmée. Et ce vote c'est aussi le rejet de Macron, le ras-le-bol social, l'impatience qui ont pesé très lourd. Et ils sont aussi venus dire qu'il fallait compter avec eux; appuyons-nous plutôt sur ce mouvement dans les quartiers pour faire avec eux un chemin qui n'a rien d'évident qui permettra d'empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et d'entamer les législatives sans figer la situation."

Pierre Laurent – Paris

Les résultats du 10 avril appelleront beaucoup de discussions au fond sur l'analyse de la période et nos choix stratégiques. Ils ne sont que le premier round d'une séquence qui va mener aux législatives.

Nous aurons besoin de débattre des leçons à en tirer de manière approfondie et contradictoire pour forger nos choix dans la nouvelle situation politique. Je crois qu'à l'issue de toute la séquence, législatives comprises, ce sera le travail de notre congrès. Je plaide pour ce débat, approfondi et contradictoire, car je crois que beaucoup de choses doivent être remises en chantier.

Je m'en tiens pour aujourd'hui à trois points déjà évoqués dans le débat ce matin.

D'abord, sur nos résultats. Ils ne sont pas bons pour nous, et ils sont inquiétants pour le pays. Ils sont surtout contraires à l'espoir qu'avaient des millions de Français, de gauche en particulier mais pas seulement (70 % des Français le déclaraient dans les sondages), de ne pas revivre le cauchemar d'un second tour Macron-Le Pen. Nous n'avons réussi ni à empêcher la répétition de ce scénario catastrophe (le troisième en cinq présidentielles depuis vingt ans), avec une probabilité cette fois-ci très alarmante de victoire de l'extrême-droite, ni à faire valoir l'utilité du vote Roussel face à la concentration du vote sur les « qualifiables » dans la dernière semaine. Or, ces scénarios étaient identifiés. Lors de notre conférence nationale, tous les éléments du diagnostic étaient sur la table. Il convient de bien se mettre d'accord sur ce que l'on appelle le « vote utile ». Cette fois-ci, il recouvre deux phénomènes qui se sont ajoutés pour lui donner un caractère exceptionnel qui a concentré les voix sur seulement trois candidatures.

Le premier élément, qui n'est pas une surprise, est l'exacerbation de la logique présidentialiste de la Vème République. Le Président sortant s'est même payé le luxe d'éviter toute campagne. Cette présidentialisée exacerbée - nous en avons été victimes à chaque fois que nous avons présenté un candidat depuis 1981; interroge une nouvelle fois, en termes stratégiques, les conditions de réussite d'une candidature communiste dans l'élection présidentielle, et surtout le centrage de notre stratégie sur cette élection. Nous aurons besoin de pousser l'analyse sur les ressorts de ce présidentialisme exacerbé, qui abîme la démocratie, la politique, l'élection du Parlement, et favorise désormais l'effacement du clivage droite/gauche, en ce qu'il reflète l'affrontement de classe, pour promouvoir un populisme présidentialiste.

Ceci étant dit, qu'ont voulu dire les électeurs du vote Jean-Luc Mélenchon. Le vote utile est par essence composite. Vote d'adhésion, vote par défaut, il y a toujours les deux. Mais cette fois, il s'est passé autre chose qui a amplifié le phénomène habituel. Des millions de gens nous posaient depuis le départ de manière lancinante une question : comment éviter à nouveau un second tour entre Le Pen et Macron, qui serait le troisième face à face droite/extrême-droite en cinq présidentielles depuis 2002. La question était d'autant plus essentielle à leurs yeux qu'ils ne voulaient, comme nous le sentons bien aujourd'hui, ni de Le Pen, ni de Macron. Aucune force de gauche n'a choisi de répondre ensemble efficacement à cette demande, à cet espoir recherché. Nous mêmes, nous n'avons pas voulu traiter la question, nous avons pensé pouvoir l'esquiver. Nous avons même souvent répondu qu'aucun candidat de gauche n'avait la possibilité d'être présent au second tour pour justifier notre choix. Or, les gens cherchent un espoir. Cet espoir leur est apparu vain si on ne résolvait pas ce problème.

Les gens de gauche, eux, ont répondu en masse, que c'est la question qui leur importait au plus haut point. Et cela n'a pas concerné que les moins politisés, mais nos proches, les syndicalistes, toutes celles et ceux avec qui nous luttons. Une partie de ces gens nous ont dit : vos idées sont intéressantes, mais plus jamais Le Pen-Macron, là c'est ça qui compte. C'est une leçon à méditer. Quand une question de masse est posée avec une telle force, on ne peut pas l'esquiver. Surtout, qu'elle était juste, il fallait éviter ce second tour.

Au delà de cela, le résultat nous ramène à des questions de fond très profondes, que je ne peux développer ici et que nous ne découvrons pas, sur la contestation très profonde du système, l'identification de notre projet communiste, l'appropriation populaire d'objectifs émancipateurs, la reconstruction des solidarités de classe dans une société et un monde en plein bouleversement. Les priorités auxquelles le débat médiatique nous a assignés ne font pas la maille. Et c'est un travail de longue haleine, qui nous ramène à ce que doit être notre ambition communiste concrète.

Le temps est pour moi venu d'en finir avec cette séquence où le débat interne n'a parfois cherché qu'à diviser le Parti en deux camps : les prétendus partisans de « l'effacement » et ceux du « PCF is back », pour chercher à nouveau ensemble des solutions à nos ambitions politiques. Nos choix

électorales n'ont de sens qu'articulés à une stratégie, des luttes, une construction politique qui les dépassent et ne les enferment pas comme une réponse en soi, dans la recherche miraculeuse d'une incarnation politique.

Là aussi, je plaide pour la reprise d'un débat exigeant sur nos ambitions de construction politique nouvelle.

Alors aujourd'hui, face aux deux urgences qui sont devant nous, le second tour et les législatives, comment agir ?

Evidemment, il y a une première bataille décisive : battre Le Pen au second tour. Le 24 avril se présente de façon très inquiétante tant le rejet de Macron est fort, et grand le risque sinon d'un vote Le Pen, du moins d'une abstention ou d'un vote blanc massif. Il va maintenant falloir argumenter pour démasquer la nature réelle de la candidate du RN, l'imposture de son discours «pseudo-social», et surtout la rupture qu'entraînerait son élection vers une France discriminatoire et lourdement autoritaire. Zemmour a servi son entreprise de banalisation, endossant pour lui-même la version la plus brutale et décomplexée de l'extrême-droite. Nous devons parler de la candidature Le Pen-Zemmour car il a appelé à voter pour elle sans réticence. C'est un seul et même camp. Pour lever les réticences liées à la volonté de sanctionner Macron, il faut lier le vote anti-Le Pen à l'espoir d'envoyer, avec une gauche qui retrouve de l'unité électorale pour les législatives, beaucoup de députés de gauche et communistes à l'Assemblée. Ce n'est pas facile pour nous, parce que nous abordons cette séquence dans un rapport de forces dégradé. Mais dans cette situation instable, les rapports de force législatifs sont eux aussi incertains. Pour les gens de gauche, l'élection du 24 avril sera de toute façon profondément insatisfaisante. Qui sait ce que peut donner une dynamique unitaire retrouvée à gauche ? La majorité absolue peut ne pas être acquise pour le futur Président. Je ne sais si le mot d'ordre de « cohabitation » est crédible mais il y a sans aucun doute de la place pour le message «ne donnez pas la majorité absolue au président».

Etre porteur de cette dynamique, c'est sûrement le meilleur moyen de retrouver le courant populaire qui anime le peuple de gauche et de garder un groupe à l'Assemblée nationale. Travailler pour cela un accord avec la FI ne sera pas facile, mais c'est nécessaire. Il faut discuter aussi avec les autres forces, mais faisons-le dans le bon ordre, en proposant un accord avec l'Union populaire, et d'autres forces de gauche si possible, avec comme base de départ la reconduction des sortants.

Stéphanie Gwizdack – Hauts-de-Seine

En préambule je rejoins Hülliya, je crois que le chantier devant nous est de réfléchir à comment, dans ce monde qui se polarise autour des populismes, nous faisons pour que notre projet ait voix au chapitre .

Mon intervention se concentrera sur explorer des pistes pour mieux faire, mais d'abord quand même une première question : nous serions nous trompés ?

Nous voulions faire grandir la gauche. Et remettre sur la table l'alternative communiste aux vues de la désillusion causée par 3 expériences sociales démocrates qui ont participé de la situation désastreuse dans laquelle nous sommes. Avec une gauche qui totalise 31% des voix -et un Mélenchon à 23% en captant la majeure partie des voix -, on peut estimer que la question de la reconstruction reste ouverte.

Notre campagne aura sans doute contribué à la petite progression constatée. Mais il n'y a pas de formule magique et les processus enclenchés il y a 20 ans ne peuvent pas se régler en quelques mois.

Sur le fond politique de notre campagne, on aurait sans doute gagné à mettre plus en avant notre originalité fondamentale, en particulier sur reprise de pouvoir démocratique là où se créent les richesses et se définissent les modes de production: sur les lieux de travail. Je partage aussi ce qui a été dit sur jeunesse.

Il faut soigner notre projet car il irrigue la société au-delà des séquences de vote. En particulier dans le monde syndical. Le défaut de présence de camarades du parti dans ces organisations est dommageable. Pour ne prendre que la question de l'extrême droite, 25% des gens proches de la CGT ont voté Le Pen/ Zemmour, et 45% ont voté LFI ; or le discours de la LFI, c'est ni Le Pen ni

Macron (dans mon entourage syndical par exemple ce n'est pas la campagne PCF qui est reprochée mais l'appel à utiliser le bulletin de vote Macron). Bref il nous faut urgemment regarder comment on réimprime certains repères dans la société et notre campagne avait ce sens.

Alors, comment le fait-on et comment le fait-on mieux ?

Il faut revoir nos pratiques de terrain. On parle du vote massif des quartiers pour Mélenchon (il serait intéressant de quantifier). Ce n'est pas qu'une question de positionnement politique, c'est aussi une question de présence. Oui, les jeunes de l'immigration ne vont pas au marché le dimanche matin. Il nous faut retrouver le contact avec eux, comme avec tous les abstentionnistes.

Il faut en particulier continuer à investir le monde du travail- là où nous pourrions toucher tant de jeunes. Nous portons des propositions originales, pertinentes et en phase avec le quotidien dans ce domaine! et le contact est extrêmement bon... bien meilleur qu'au marché ou à la sortie d'un métro. C'est du moins mon expérience de diffusion du journal des communistes de mon entreprise (Thales)

Sur les accords électoraux à venir : Sans doute un Fabien Roussel à 5% aurait-il permis de mieux négocier les législatives. Nous payons je crois la division du parti : une moitié a voté Roussel, l'autre, Mélenchon. Du coup ce sera ni l'un ni l'autre. La position du cul entre deux chaises n'est jamais bonne. Il faut rapidement remettre de l'unité dans le parti ; et pour cela le débat doit remplacer l'affrontement de positions. Je rejoins Pascal sur la nécessité de la fraternité.

Il faut être deux pour danser, autour de moi des gens- qui ont voté Mélenchon – au fait de la séquence 2017 pointent aussi sa responsabilité dans l'impossibilité du rassemblement. Donc je crois que la position profile bas n'est pas la meilleure à développer en ce moment. Un positionnement didactique ; expliquant nos choix issus de la réflexion collective et les assumant me semble plus porteur d'avenir. Nous n'avons pas fait un caprice !

Je suis aussi d'avis d'afficher que nous sommes disponibles pour le rassemblement, respectueux de la pluralité à gauche. Et si les discussions ne pouvaient aboutir, les raisons de l'impossibilité ne doivent pas rester des secrets d'alcôve comme en 2017.

Pour conclure je crois que la situation actuelle ne pourra être dépassée que par l'implication massive des gens en politique et une remise en question du fonctionnement démocratique de notre société qui fait que les gens traduisent leur pouvoir démocratique par le choix d'un candidat une fois tous les 5 ans. Il nous faut encore réfléchir à comment créer les conditions pour changer cela.

Pascal Joly – Val-de-Marne - *Non communiquée*

Fabienne Haloui – Vaucluse

Je souhaite saluer Fabien pour son empathie, son sens de l'humour, sa fraternité et le courage dont il a fait preuve pour mener à bien une campagne de cette intensité.

Par contre je ne salue pas la ligne politique de la campagne menée car je ne la partage pas. Hormis la dimension sociale et le mix énergétique, Il faudra que nous ayons des échanges sérieux la dimension écologique de notre projet, la laïcité, est-ce une valeur ou un principe politique juridique, le républicanisme, sur la façon de traiter la sécurité, le combat contre le racisme et les discriminations, l'immigration, les réfugiés. La tonalité souverainiste que la direction du parti a donné au programme nous a amenés, à notre corps défendant, sur le terrain de la pensée confusionniste.

Nous devons échanger sur l'idéologie islamiste car pour la combattre il faut en comprendre ce qui l'alimente sans jamais cesser de combattre de front l'antisémitisme et l'islamophobie.

Ce matin Patrice Bessac a souligné que les habitants des quartiers populaires de culture ou de confession musulmane avaient massivement voté Jean Luc Mélenchon car c'était un vote de protection. Patrice a raison, Jean-Luc Mélenchon est le seul à avoir défendu leur dignité alors qu'ils ont été insultés, humiliés pendant des semaines et des mois.

Hélène Bidard s'est félicitée des initiatives pour Charlie Hebdo ou en faveur de Samuel Patty et pour le 8 mars, pour les droits de la femme, je dis oui à Hélène mais je rajoute que Fabien a été silencieux le 21 mars pour la journée de lutte contre le racisme et les discriminations et pour la semaine du 21 au 28 mars alors que l'extrême droite n'a jamais été aussi haute. Le 21 mars, un seul

candidat s'est exprimé, il s'agit de Zemmour qui a proposé la création d'un MINISTÈRE DE LA RE MIGRATION. Et Fabien n'a rien dit, aucun candidat de gauche d'ailleurs n'a réagi.

La proposition d'interdire à un citoyen condamné pour des propos racistes de se présenter aux élections était une bonne proposition mais largement en dessous de la réponse que nous devons apporter à celles et ceux qui sont atteints dans leur dignité.

A ceux qui parlent de vote communautaire, je leur dis que les citoyens de confession ou de culture musulmane votent traditionnellement très majoritairement à gauche car ils appartiennent le plus souvent aux classes populaires les plus exploitées, parce qu'ils subissent le racisme et les discriminations et parce que leur histoire familiale a très souvent un rapport avec l'histoire coloniale et l'impérialisme.

Toutes les enquêtes démontrent que les ¾ de ces citoyens sont proches des partis de gauche.

Vu l'offensive extrême droite et de Zemmour, il n'est pas surprenant que la mobilisation des quartiers populaires ait été au rendez-vous.

Le 11 mars 2021 au conseil national du PCF, Christian Picquet alertait sur la menace de l'extrême droite sur le risque de fascisation, il avait raison, sauf qu'au vu de la gravité du contexte politique clairement identifiée, je n'approuvais pas que nous présentions une candidature communiste, j'étais intervenue pour défendre l'idée d'une candidature de rassemblement pour assurer la présence de la gauche au 2ème tour car l'aspiration des électeurs de gauche dans leur immense majorité ne voulaient pas rééditer un duel Macron/Le Pen.

Par contre, il faut souligner que parmi les camarades favorables à une candidature communiste, nombreux étaient ceux qui étaient pour une clause de revoyure. Au final ce sont eux qui avaient raison, une candidature communiste pour être présent dans le débat public, dont le retrait aurait pu faire l'objet d'une négociation durant en février.

Nous serions sortis grandis si nous avions pris cette initiative et nous placerait dans une autre position aujourd'hui pour aborder les élections législatives.

Aurélien Lecacheur, ce matin a fait une proposition intéressante, celle de jouer le 2ème tour et le 3ème tour dans un même mouvement pour redonner de l'espoir, c'est-à-dire un 3ème tour pour conquérir une majorité de gauche.

Je viens d'écouter Pierre Laurent avec qui je suis en accord sur la façon dont il faut aborder les négociations sur les législatives.

Fabien Roussel s'est dit prêt ce matin à prendre toutes les initiatives pour les législatives, reprenons la proposition de Aurélien en avançant l'idée d'un gouvernement de cohabitation avec à sa tête Jean Luc Mélenchon sur un programme forcément sous influence de l'union populaire avec des candidats d'union dans le plus grand nombre de circonscriptions, pour donner envie à la fois de voter le 24 avril et pour donner de la perspective après le 2ème tour.

Nous devrions avoir à l'esprit qu'aux européennes avec un excellent candidat nous avons été derniers à gauche avec un scrutin proportionnel qui était censé nous éviter le vote utile.

Sébastien Laborde – Gironde - *Non communiquée*

Dany Blasco – Lot-et-Garonne

Avant tout je veux rappeler que la politique ce n'est pas des mathématiques.

Quant au vote JLM de siphonnage, de vote utile 50 % de ses voix ne sont pas pour son programme.

Un grand merci à Fabien pour cette belle campagne et pour avoir donné de l'enthousiasme, de la dynamique aux militants communistes, que nous n'avions pas connu depuis de très nombreuses années.

Le résultat du parti ne doit pas assombrir notre engagement collectif. Il ne représente pas la place de la candidature de Fabien et du parti pour le pays.

Lors de son dernier congrès, le parti s'est orienté vers la reconstruction de son organisation et la redéfinition de ses objectifs propres. Cette renaissance n'est pas chose facile tant l'abandon et les renoncements ont été nombreux et profonds. Beaucoup de forces ont été laissées sur le bord de la route pendant plusieurs décennies que l'on a vu réapparaître partiellement durant cette campagne.

Ce qui montre bien que le parti est très loin d'avoir dit son dernier mot. D'ailleurs, la campagne menée par Fabien a permis de faire sauter un premier plafond de verre médiatique.

Nous sommes sortis de l'anonymat politique et notre parole communiste a de nouveau été audible, Quand bien même elle ne s'est pas traduite en voix, elle est entrée en phase avec le ressenti de la population sur sa réalité sociale. Nous avons clairement visé cette logique capitaliste, ce système inique, et nous avons su mettre en face des perspectives alternatives. Nous avons donné corps à cette démocratie des usines, des ateliers, des bureaux, des cités, des villages et des quartiers. Nous avons été les seuls à le faire.

Nous avons retrouvé dans cette campagne notre utilité, nous avons remis du sens à notre mouvement, nous avons remis au cœur de notre campagne la lutte de classe qui irrigue notre monde qui oppose le travail au capital.

Nous avons clairement montré que nous avons une vision politique du pays, que nous nous battons pour un changement de société et non pour des postes ou des places, et certainement pas pour déléguer à d'autres le soin de nous représenter, et encore moins pour mettre un coup de pied dans la fourmilière puis voir venir ensuite. Et encore une fois, nous avons été les seuls à le faire.

Il nous faut donc tirer les leçons du moment électoral, sans se précipiter mais avec conviction. Ce scrutin confirme que la gauche que nous connaissons a failli. Il faut donc reconstruire sur des bases nouvelles, tourner la page et travailler avec tous ceux qui étaient et veulent ouvrir une nouvelle voie.

Les rencontres durant cette campagne ont montré qu'il y avait un terreau favorable pour cela dans la jeunesse, chez les travailleurs du pays, qui ne se laissent pas enchanter par les sirènes du populisme. Il y a toujours une volonté populaire d'en découdre avec le capital, de casser le moule de la soumission aux intérêts d'une classe dominante... Nous devons travailler à construire son squelette, à lui donner corps.

Ce qui importe c'est de conserver le dynamisme que nous avons retrouvé chez les communistes. Aujourd'hui, chacun doit prendre ses responsabilités. Dans le Lot-et-Garonne nous avons lancé le soir du 1er tour un appel aux forces de gauche, EELV pour les futures élections législatives pour la construction de candidatures communes à gauche non pas sur un ralliement mais sur un projet commun.

La gauche doit se rassembler sur un contenu politique qui change la vie des gens et ouvre des perspectives. Sinon, le rassemblement de la gauche peut être porté par n'importe qui à gauche pourvu que l'on batte la droite et cela on le fait depuis 40 ans.

Je souhaite juste apporter une remarque sur le tract reçu hier de Fabien « battre l'extrême droite, reconstruire une gauche forte ». Il est bien mais il faut ajouter la question du contenu de ce rassemblement.

Guillaume Roubaud-Quashie – Hauts-de-Seine

Je veux bien sûr saluer chaleureusement et remercier Fabien pour la campagne qu'il a menée, le travail de l'équipe de campagne et de tous les militants.

J'en viens à quelques remarques.

Les cinq ans écoulés ont entraîné l'accumulation d'une colère considérable dans notre peuple, alimentant une volonté forte d'éliminer Macron avec ceux perçus comme les plus à même d'y parvenir : Le Pen et Mélenchon.

Notre résultat est bien sûr très décevant. Cependant, avec modestie et lucidité, on peut dire que si on se rappelle 2007 et la puissance du « vote utile » Royal utilisé par des jeunes, notamment, en masse, on pouvait craindre pire dans la configuration de 2022, étant donné que la différence perçue avec Ségolène Royal était plus grande qu'elle ne l'est avec Jean-Luc Mélenchon. Le siphonnage aurait donc pu être plus puissant encore qu'en 2007 ; or nous finissons avec un score – certes bien légèrement – supérieur. Quelques chiffres. Seules deux candidatures progressent à gauche : celle de Jean-Luc Mélenchon (+650 000) et celle de Fabien Roussel (+800 000).

Bien sûr, pour de nombreux citoyens, il y a une exigence forte d'unité, plus grande encore, sans doute, après cette séquence. Soyons, pour les législatives, au vu de la gravité de la situation,

porteurs du drapeau de l'unité. Dans le contexte présent, il faut bien sûr s'adresser à toutes les formations de gauche mais avec l'objectif ferme d'aboutir, en particulier, avec LFI.

Sans naïveté mais en gardant en tête que, par millions, des électeurs de J.-L. Mélenchon savent ce qu'ils ont fait : voter pour imposer la gauche au second tour et non la condamner à l'échec par des volontés d'hégémonisme des uns ou des autres.

François Diot – Nièvre

1) Les électeurs qui ont voté pour JL Mélenchon l'ont d'abord fait « pour avoir un candidat de gauche au 2ème tour », davantage que pour « éliminer Le Pen au 1er tour ». D'ailleurs les études sur les intentions de vote de second tour de l'électorat Mélenchon sont inquiétantes.

2) Attention, tout ce qu'on entend depuis dimanche soir (y compris chez des gens « de gauche ») illustre un tel rejet de Macron que le danger d'extrême-droite est sous-estimé. Si cela se traduit dans les urnes, alors Le Pen est favorite pour ce scrutin ! Besoin de mener une réelle campagne de conviction au 2ème tour pour éviter le pire... sans se poser en « donneurs de leçons », sans braquer un électorat qui peut paradoxalement nous être fidèle... mais pour éclairer sur la différence de « nature » de l'extrême-droite. Et pour que rien ne puisse être reproché au PCF, si tout cela devait finir par tourner mal.

3) Se préparer à l'éventualité d'une victoire de Le Pen... si le 24 au soir sa tête s'affiche sur les écrans, besoin d'y être préparés et d'avoir tout de suite une expression d'abord en direction « des nôtres », de nos militants, de nos fédérations.

4) Sur les législatives : l'exigence d'unité à gauche sera encore plus forte. Impérative en cas de victoire de Le Pen, très forte en cas de victoire de Macron. Besoin de tout faire pour que les discussions reprennent avec tout le monde. Et d'abord avec la FI, qui a les clés en main. Attention, ne pas choisir « une partie de la gauche (PS-EELV) contre l'autre (LFI) »... or on nous y pousse localement dans certains endroits (Nièvre). Soyons porteurs de l'unité de toute la gauche. Et faisons-le savoir. Car cela ne dépend pas que de nous, la stratégie LFI visant à peu près le contraire.

Igor Zamichiei – Paris - *Non communiqué*

Amadou Deme – Essonne

Je joins mes remerciements à ceux adressés à Fabien Roussel, notre camarade candidat à l'élection présidentielle, pour son engagement total dans cette campagne.

Nous venons de subir un résultat évidemment décevant et il convient de l'analyser avec sérieux et lucidité.

Incontestablement, la logique de vote utile a joué sur les résultats qui se sont exprimés le 10 avril dernier, mais seulement en partie, car nous avons assisté aussi à un vote de classe et très politique. En effet, pour de nombreux électeurs de gauche, notamment ceux issus des catégories populaires, l'enjeu de l'élection était avant tout de répondre à la double urgence sociale et démocratique après un désastreux quinquennat Macron. Sûrement avons-nous sous-estimé cet aspect en souhaitant placer notre candidature sur le thème de l'utilité d'une reconstruction future de la gauche quand nos électeurs voulaient le changement ici et maintenant.

Depuis dimanche, de nombreux citoyens nous font d'ailleurs part de leur colère profonde, car, à tort ou à raison, nous sommes identifiés comme les premiers responsables de la non-qualification de Jean-Luc Mélenchon au second tour et de la réédition d'un duel droite-extrême droite.

A mon sens, les 2,28% obtenus par Fabien Roussel ne remettent aucunement en cause les qualités de notre camarade en tant que telles, mais je récusé l'idée selon laquelle ce résultat s'expliquerait uniquement par le fait que nous étions absents lors des deux scrutins présidentiels précédents. Au contraire, notre parti a vu ses difficultés s'accroître après des résultats analogues, qu'il s'agisse de celui d'André Lajoinie en 1988 ou encore Marie-George Buffet en 2007. Il nous faut affronter ce débat en profondeur, sinon nous courons le risque de nous marginaliser pour de bon. Oui, organiser un vrai débat, sans tabou, avec écoute et respect mutuel. Après cette séquence électorale, nous aurons deux ans et demi sans aucune élection nationale ; il nous faut prendre le temps de la

réflexion avec les communistes, les gens qui nous aiment encore, toutes celles et ceux qui pourraient être intéressés par cette réflexion. Sans se flageller mais non plus sans se voiler la face, il est indispensable que nous fassions le point sur la réalité de nos forces organisées, les ressources humaines dont nous disposons, la manière dont nous militons, la façon dont nous sommes structurés. C'est à ce prix seulement que nous pourrions espérer retrouver un parti communiste fort, utile au peuple et qui, mieux armé, saura retrouver avec lui le véritable chemin des Jours heureux.

Denis Durand – Paris

Tout le monde est conscient ici de la gravité d'une situation où les héritiers de Pétain, de la collaboration et de l'OAS ont acquis suffisamment d'influence dans les esprits pour être en situation de s'emparer du pouvoir d'État, pour la première fois depuis juin 1940.

Heureusement que Fabien Roussel et le Parti communiste sont là dans le paysage politique, avec l'écoute acquise dans la campagne, pour prendre toutes leurs responsabilités en appelant clairement à voter contre Marine Le Pen.

Je salue le talent et le courage de notre candidat. Les électeurs ont découvert un nouveau visage du PCF et c'est un acquis malgré la gravité de la situation.

Je voudrais aussi saluer la lucidité des militants communistes qui affrontent aujourd'hui toute la dureté de la situation. Je ne crois pas du tout que la situation serait meilleure s'ils n'avaient pas décidé de présenter cette candidature à l'élection présidentielle. Ils ont permis l'émergence d'une nouvelle proposition politique, qui a contribué à la remontée globale du vote de gauche par rapport à 2017, y compris le vote Mélenchon.

Ce qui motive nos camarades, au-delà des péripéties de la vie politique, c'est un engagement révolutionnaire. Chacun conçoit cet engagement de façon diverse selon son histoire et sa sensibilité mais quelques mots suffisent à le résumer : agir pour une solution aux grands problèmes du monde qui repose sur la paix et la coopération et non sur la guerre et le choc des impérialismes, pour une société où les êtres humains ne sont pas réduits à une force de travail qui peut être achetée sur le marché ou renvoyée au néant du chômage, pour un monde dont le sort soit décidé par huit milliards d'êtres humains, et non par une oligarchie de 20 000 traders et 10 000 dirigeants de multinationales. La campagne a été un premier pas pour montrer que les choix ouverts à notre peuple ne se limitent pas à une confrontation, sans issue depuis des décennies, entre un néolibéralisme exécré, le populisme d'extrême-droite, et un réformisme avec qui nous devons rechercher des alliances électorales mais sans passer sous silence qu'il a désespéré hier en ne s'attaquant pas à la domination du capital et qu'il se présente aujourd'hui sous les dehors d'un populisme qui ne s'attaque pas non plus au pouvoir du capital, qui prétend résoudre les problèmes sans mobilisations sociales et qui se montre ambigu sur le vote contre Marine Le Pen. Nous avons montré qu'il y a une autre perspective.

Cette perspective a inspiré notre programme et elle a transparu à différents moments de notre campagne électorale. Mais il faudra maintenant mettre beaucoup plus en avant sa cohérence, telle que Christian Picquet l'a décrite dans son rapport.

En effet, si Marine Le Pen est élue, il faudra sans doute considérer notre discussion d'aujourd'hui sous un jour renouvelé. Même si Macron est réélu, rien ne sera réglé. La crise économique, internationale, écologique, sanitaire va continuer de s'aggraver et lui va continuer d'attiser la colère. D'où le rôle que nous avons à jouer – et nous avons des moyens de le jouer – pour la résistance et pour la construction d'une alternative mobilisant toutes les forces susceptibles de s'opposer à la domination du capital.

Cette construction ne peut se faire que dans des batailles politiques concrètes. De ce point de vue, je voudrais insister sur l'importance de notre relation avec le monde du travail et le mouvement syndical. Les syndicalistes savent ce que c'est que de lutter contre le capital, ils en ont l'expérience et l'intelligence. Ils peuvent donc être les premiers à s'engager, comme nous, dans une bataille pour reconquérir le terrain idéologique et politique aujourd'hui dominé par l'extrême-droite qui y a consacré des décennies de travail sur les mentalités collectives. Mais aujourd'hui les syndicalistes sont dans une situation terrible, affaiblis, ils peuvent se sentir abandonnés de tous. La CGT

n'appelle pas à battre l'extrême-droite dans les urnes, c'est la première fois dans l'histoire et cela en dit long sur les menaces qui pèsent sur le pays et sur le mouvement syndical lui-même.

L'effort pour relancer l'activité du Parti dans les entreprises a été un grand progrès mais nous ne sommes pas encore allés au bout de la démarche. Par exemple, il est regrettable que le journal Agir n'ait pas fait l'objet d'un tirage national. Cela aurait donné une tonalité bienvenue à la campagne et je crois que cela manque aujourd'hui dans les difficultés de la bataille pour le deuxième tour. On peut peut-être en tirer un enseignement pour la campagne des législatives.

Mais je crois qu'il faudra aller plus loin, pour nous débarrasser d'une attitude un peu condescendante ou du moins extérieure. Notre relation avec ceux qui luttent est tout à fait particulière. Il est assez clair que nous ne pouvons pas considérer que leur soutien nous est acquis. Nous devons surtout mieux faire percevoir que nous sommes partie prenante, avec nos idées et notre action, y compris électorale, de toutes les luttes contre le capital, avec tout ce que ces luttes apportent et avec tout ce que nos idées et notre action doivent apporter aux luttes. Être le parti des luttes et un parti de luttes.

Jean-Noël Aqua - Paris

Pour le second tour, la victoire de Le Pen Marine, pour impossible qu'elle était en 2017, est devenue possible. Des camarades (rares mais existant) en assemblée générale, dans mon conseil départemental, des sympathisants disent vouloir s'abstenir. Nous devons déjà convaincre les « nôtres », et les 2.3% de Fabien Roussel, à voter Macron, et qu'aucune voix ne manque pour faire barrage à la peste brune. Un argument qui me paraît important est de coupler ce barrage au 2e tour de la présidentielle et la nécessité de faire barrage à Macron au 3e tour que représentent les législatives. Tant pour ne pas cautionner la casse sociale que Macron pourrait mener. Que pour éviter que 5 ans de plus d'ultra-libéralisme gonfle encore plus l'extrême-droite (rappelons que Le Pen Marine a progressé de plus de 10% en 5 ans). Nous devons lier ces 2 barrages.

Car les élections législatives détermineront la politique à venir pour les 5 prochaines années. Et j'en viens à mon deuxième point sur la stratégie. Je n'étais pas favorable à une candidature communiste cette année à la présidentielle. Mais j'ai accepté la décision majoritaire et j'ai fait campagne. Mais il y avait plusieurs façons d'un candidat à la présidentielle. Je l'ai dit à plusieurs reprises dans ce CN : nous avons sous-estimé l'importance d'avoir une stratégie de victoire pour les 5 années à venir, et donc de coupler présidentielle et législatives. On m'a répondu en ce même CN qu'il n'y avait pas d'élection législative pour caricaturer, mais que seule comptait la présidentielle de laquelle découlerait l'Assemblée. Je pense que c'est une erreur. Qui nous coûte cher.

Car en faisant cela, nous n'avons pas donné de perspective stratégique pour changer la vie, pour gagner une politique telle que nous la voulons, dès cette année. Je le résumerai en une phrase : nous avons le programme des jours heureux, mais la stratégie des jours meilleurs.

La seule perspective que nous avons réellement affichée, était en fait de planter des graines pour l'avenir. D'affirmer notre identité communiste, nos idéaux, pour construire un avenir repoussé à un futur incertain. Plusieurs camarades se félicitent que nous ayons semé des « graines » pour l'avenir. Mais le communisme n'est pas que semer des graines, mais coupler l'idéal au réel, de construire le chemin réel qui y mène. Force est de constater que nous n'avons pas montré ce chemin pour les 5 années à venir. Ce que nous appelons vote « utile » est en fait un vote tactique pour l'immédiat. Nous ne pouvons ni le mépriser, ni l'oublier dans notre propre stratégie. Comment ne pas penser aux 5 années à venir pour les chômeurs, les futurs retraités, les services publics ... Ne pas répondre à cet enjeu nous a coupés d'une partie du réel et de notre propre électorat.

Je voudrais au passage tordre le cou à un canard répété comme une méthode Coué : les votants pour Fabien Roussel n'auraient pas voté pour Jean-Luc Mélenchon. C'est faux. Des camarades et des sympathisants regrettent leur vote. C'est pour les 5 prochaines années que d'autres ont voté « utile ». Ils et elles ont bien répondu à la question qui leur était posée : quel président voulez-vous pour les 5 prochaines années ?

Coupler présidentielle et législatives en donnant une perspective d'une nouvelle majorité était d'ailleurs le texte voté de la conférence nationale : « Nous voulons créer les conditions d'une nouvelle majorité politique ».

Désormais, la nécessité d'être utile pour les 5 prochaines années appelle un accord aux législatives, en discutant en premier lieu avec la LFI. Et en étant ambitieux, en visant une cohabitation, une majorité de gauche. Nous ne le disons que trop timidement. Quand nous disons que nous voulons « le plus grand nombre de députés », quand Fabien dans l'Humanité parle de 120 députés de gauche, nous sommes loin du compte.

Il faut viser une majorité de gauche, et concilier notre projet avec une perspective concrète.

Nous pourrions ainsi recoller les jours heureux à l'ici et maintenant. Dépasser les divisions de la gauche suppose d'écouter le réel. Les électeurs ont donné à la LFI le deal pour le rassemblement. C'est un fait. Notre priorité doit être de réaliser cette union. Sans exclure bien sûr EELV et le PS. Cherchons un accord national qui permette enfin de tracer le chemin réel qui transforme l'ordre existant.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne - *Non communiqué*

Jean-Marc Durand – Drôme

Mon propos va s'organiser autour de deux points : bilan et perspectives.

1) Bilan

- Un engagement important des communistes pendant plus de 5 mois dans la campagne présidentielle qui s'est accompagné d'un début de relance de l'organisation de la vie du parti sur le terrain même si on est encore loin d'une organisation politique réelle.

- Notre candidat qui a su se faire entendre et occuper une place intéressante dans un contexte et une situation, pas vraiment faciles. Merci et bravo à Fabien !

Tout cela a contribué à remettre le parti dans le jeu et à nous redonner visibilité.

Car il ne faut pas oublier d'où nous venons et les embûches rencontrées :

- On vient de loin ; 25 ans soit une génération, au cours de laquelle nous avons passé notre temps à lisser, à gommer notre originalité révolutionnaire pour en arriver à donner les clés de deux présidentielles à JL Mélenchon que nous avons totalement contribué à installer. Finalement son résultat est aussi un peu le nôtre... Et notre souci à vouloir être un parti comme un autre a fait beaucoup de dégâts dans les têtes de nombreux salariés et particulièrement parmi la jeunesse, deux milieux en recherche de radicalité contre l'ultralibéralisme.

- Des coups bas comme la campagne de Médiapart contre notre candidat... et aussi la campagne médiatique qui, à la faveur de la guerre en Ukraine, a tenté de présenter Poutine comme un communiste.

- Une non campagne orchestrée par Macron qui s'est caractérisées par aucun débat réel sur les idées, aucune confrontation de programme permettant aux électeurs de faire un choix éclairé. Ainsi l'institution médiatique et sondagière n'a eu aucun mal à prendre le relais et finalement à structurer cette élection et construire les résultats.

- La perversité de la 5ème République poussée à son maximum qui a permis que joue à fond le vote utile qualifiant ainsi trois candidats et neuf d'un coup écartés.

Résultat nous nous retrouvons comme en 2017 avec un second tour Macron / Le Pen. Mais en fait pire qu'en 2017 avec une extrême droite en progrès, condensé à la fois de la collaboration, de l'Algérie française et de la préférence nationale qui se retrouve aux portes du pouvoir. Et en ce qui nous concerne alors que nous avons été siphonnés par la campagne agressive de LFI bien aidée par les médias, nous nous retrouvons sous ses feux nourris, accusés d'avoir empêché JLM de se qualifier pour le second tour. Pourtant en y regardant de plus près il serait plus judicieux de se demander pourquoi l'abstention et les votes blancs ou nuls sont si importants, un beau réservoir de voix (13,5 millions). Mais visiblement l'obsession du parti unique et du leader charismatique ont la vie dure dans les rangs sociaux-démocrates...

2) Les perspectives

- Dans un tel contexte, notre résultat doit être apprécié à juste valeur. Il est surtout un point d'appui. Il constitue une petite lueur au bout d'un tunnel rempli de l'obsession capitaliste de recherche du profit, de sermons culpabilisants, de repli sur soi, de haine et de guerre...

- Nous représentons en ce sens une vraie boussole dans ce monde désorienté. Ce qui nous confère une grande responsabilité. D'une part dès le second tour en appelant clairement à battre M Le Pen et à utiliser le seul bulletin disponible pour cela. De l'autre en appelant au rassemblement de toutes les forces de gauche pour envoyer un maximum de députés de gauche dont des députés communistes pouvant constituer un groupe, à l'Assemblée nationale sans imaginer pour autant que les porte du gouvernement s'apprêtent à s'ouvrir pour la gauche.

- Mais il nous incombe tout particulièrement de poursuivre et d'approfondir le travail de novation qu'a porté notre 38ème congrès et sans lequel nous n'aurions pas eu de candidat à cette présidentielle avec les conséquences imaginables pour notre sort ainsi remis dans les mains de Jean-Luc Mélenchon. Dans la situation d'aujourd'hui notre effort novateur doit être poursuivi ; surtout ne pas céder aux sirènes du défaitisme et de la recomposition /décomposition.

Cela nous oblige à rechercher à toujours mieux être le parti du monde du travail et de la création, le parti d'un nouveau projet de société. En somme remettre l'ouvrage sur le métier sur la question centrale de l'emploi et de la formation en lien avec les moyens de financement et les pouvoirs. C'est au cœur d'une transformation réussie, d'un dépassement de système réussi.

En la forme mais qui rejoint furieusement le fond, nous nous devons de jouer beaucoup plus notre rôle tribunitien, notre fonction contestataire. C'est un atout très important pour faire le lien avec nos propositions.

Enfin il est plus qu'urgent de travailler notre lien aux luttes, nos relations au mouvement social et syndical. C'est un enjeu majeur surtout face aux évolutions à l'œuvre qui peuvent conduire à une vraie impuissance de l'action revendicative.

Voilà mon intervention que je n'ai pu prononcer car bien qu'inscrit depuis 9h45 on ne m'a donné la parole qu'à 17h. A ce moment une discussion s'était engagée au sein du CN, sur législatives à laquelle j'ai pris part, et le vote de la résolution allait avoir lieu peu après.

Jérémie Giono – Isère - *Non communiquée*

Grégory Geminel – Val-de-Marne - *Non communiquée*

Hadrien Bortot – Paris

Comme il est tard mon intervention tiendra en 2 points et une conclusion.

Bien entendu, je pense qu'il faut féliciter Fabien qui a eu beaucoup de courage de porter la voix du Parti Communiste dans une élection qui ne nous été pas favorable. Mais je crois pour autant que nous nous sommes profondément trompés dans le discours qui a été porté. Plutôt qu'analyser ce qu'est la France du 21ème siècle. Nous avons creusé le sillon d'obsession déconnectée des classes populaires et singulièrement de la jeunesse.

La viande, la chasse, le nucléaire, une vision rabougrie de la république et de la laïcité.

Nous n'avons pas été à la hauteur. Certains pense ici que nous avons raison tout seul, contre le mouvement populaire et les associations. Je crois qu'il faut sortir de cette posture du Parti qui a toujours raison et qui indique toujours la bonne direction. Dans les mois à venir, nous devons faire un profond « aggiornamento » pour penser avec notre temps.

Mon 2ème point est un appel à arrêter de nous offusquer sur le vote utile. S'il y a un vote utile, c'est que les gens considèrent qu'il y a un vote inutile.

La jeunesse, les quartiers populaires ont porté un vote d'espoir. C'est une insulte de leur dire qu'ils ont simplement voté utile et que par là ils se sont trompés.

Dans une certaine mesure, ils ont eu raison de se servir du bulletin de vote Mélenchon pour tenter de déjouer le piège du duel Macron/Le Pen. C'était la priorité du peuple de gauche. Nous n'avons pas su l'entendre.

Imaginez si on refaisait l'élection demain en connaissance des rapports de force dans les urnes, nous perdriions des voix. Moi j'entends des sympathisants qui me disent Hadrien, nous avons voté communiste, c'est la dernière fois. Prenons en compte cette colère que j'espère passagère.

Pour une grande partie des électeurs de gauche, nous sommes responsables du second tour Macron - Le Pen. On peut s'en défendre par tous les moyens, nous avons répété durant toute la campagne que la gauche ne pouvait pas accéder au second tour. Ce qui nous est reproché, c'est d'avoir mis d'abord en avant les intérêts du PCF.

C'est une tâche qui sera difficile à effacer pour notre Parti. Nous devons en urgence laver cet affront.

Pour nous sortir de cette situation, nous devons poursuivre 2 objectifs essentiels. Permettre de battre Le Pen, par tous les moyens. Les sondages montrent que la porosité de notre électorat avec Le Pen est elle aussi très forte.

Pour battre Le Pen il n'y a pas 36 solutions Il faut une dynamique de gauche. Pour cela il faut arrêter le jeu de domino dans lequel on est pris. Vous savez ce jeu où les dominos tombent les uns après les autres. Européennes, municipales, départementales, présidentielle...

J'entends qu'il y a une conférence de presse du candidat. Mais ce n'est pas cela dont nous avons besoin. Nous n'avons pas besoin d'une offre abstraite de rassemblement. Il faut un appel et une adresse claire, une offre concrète de la part de notre conseil national. Cette offre c'est un rassemblement pour gagner le 3e tour, avec la France insoumise comme pivot d'une nouvelle majorité politique progressiste respectant la diversité de la gauche. Nous avons perdu notre pari présidentiel, il faut maintenant réussir la partie législative. Pour cela il faut donc revoir la proposition de résolution qu'il faut amender.

Nicolas Cossange – Hérault

Clara Gimenez est intervenue ce matin sur le contenu, la dynamique de la campagne ainsi que sur la fierté des communistes à l'avoir conduite. Je partage toute son intervention et notamment ses interrogations sur le prétendu contenu de classe du vote des quartiers populaires, classe en soi certainement mais elle a raison pour l'avenir de questionner s'il s'agit d'une classe pour soi. Je salue à mon tour Fabien ainsi que toute l'équipe qui a mouillé le maillot avec lui.

Si la déception est légitime, n'ayons pas de jugements trop rapide dans la pression médiatique. Je salue en la matière le rapport de Christian Picquet, que je partage et qui met la hauteur nécessaire à l'analyse fine dont nous avons besoin.

Le vote utile a fonctionné à plein régime et, ce n'est pas anodin, de tous les côtés de l'échiquier politique. A gauche autour de Jean-Luc Mélenchon, que nous n'avons pas fait perdre puisque ce vote utile lui a clairement fait bénéficier de la dynamique réelle de notre candidature. C'est une évidence mais je préfère le dire, en démocratie ce sont les électeurs qui font gagner ou perdre les candidats. J'apporte toute ma solidarité aux camarades qui subissent menaces et dégradations : le retour du PCF c'est inmanquablement aussi celui de l'anticommunisme primaire. Nous devons faire bloc pour le dénoncer.

Vote utile de droite chez Macron également mais aussi, et c'est une inquiétante première, autour d'une Marine Le Pen dont la banalisation a été accentuée par la campagne Boulangiste et Maurassienne d'Eric Zemmour qui lui a permis de se faire passer pour une modérée tout en profitant des thèmes qu'il mettait dans la campagne.

C'est pourquoi, et parce qu'on compte les bouses à la fin de la foire, évitons-nous des analyses hâtives avant le second tour. La vie politique ne s'est pas figée le 10 avril dernier pour le meilleur, pour l'espoir mais aussi pour le pire avec la possibilité de voir l'extrême-droite l'emporter le 24 avril prochain. A ce titre je salue la clarté de Fabien, tout à l'heure comme le soir du premier tour, positionnement d'autant plus lucide et responsable que nous savons tous que le vote barrage est une vraie bataille avant tout chez les nôtres.

Cette bataille est pourtant fondamentale au regard du danger que peut porter la prise des institutions de la Vème République par l'extrême-droite, mais aussi du risque que cela fait peser sur les

législatives. Le rassemblement de la gauche est important, j'y reviendrai, mais attention à la tentation de certains à jouer à saute-mouton avec le 24 avril.

Car même Marine Le Pen battue, la situation ne sera pas la même avec un RN à 49, 48 ou 47% qu'à 45, 44 ou 43%. Dans l'Hérault par exemple, cela peut clairement jouer sur l'élection de 1, 2, 3 voire 4 députés d'extrême-droite. Ils étaient au second tour en 2017 dans 7 circons sur 9, pour une seule victoire à Béziers mais Zemmour n'était pas dans le paysage politique et la droite, qui tient une partie des villes moyennes du département comme Sète, Agde ou Castenau-le-Lès ne s'était pas totalement effondrée comme dimanche dernier.

La capacité de la gauche à se rassembler pour rassembler est donc primordiale mais cela ne peut se faire que dans le respect des différentes forces et réalités locales, et par la prise de conscience collective que la clé à gauche n'est ni dans le dégagisme, ni dans l'enfermement autour des forces locales du PS ou d'EELV qui ont obtenu de bons résultats aux municipales et départementales, exemple dans l'Hérault avec des majorités PS/EELV/PCF à la métropole de Montpellier comme au Conseil Départemental ou PS/PCF/PRG au Conseil Régional.

Faute de quoi le vote utile du 10 avril deviendrait définitivement la camisole de force que dénonçait justement Mélenchon en 2017 en aboutissant in fine à un tête-à-tête politique LREM / RN.

Prenons toutes les initiatives sur la nécessité d'un Pacte d'Engagement Commun et contrairement à des interventions qui m'ont précédé, je pense que nous avons eu raison de le commencer avec les forces de la FRS avant le premier tour de l'élection présidentielle. Comme l'a dit Fabien, discutons de tout et j'insiste avec tout le monde à gauche, y compris le PS. Gardons-nous de tout mépris en politique comme le disait Gramsci, gardons-nous aussi de nous jeter sous les fourches caudines de la France Insoumise si elle s'obstine à vouloir caporaliser et non rassembler notre camp.

L'important c'est le contenu et d'ailleurs c'est le mandat que nous ont donné les communistes à la conférence nationale.

Jean-Pierre Meyer – Var

Depuis quelques jours, j'ai envie de dire « haut les cœurs », mais au soir du 10 avril, je ne vous cache pas qu'avec les Camarades, j'avais plutôt le cœur gros. La preuve que nous sommes fait de chair et de sang et que l'indifférence ce n'est pas ce qui nous caractérise. Il faut dire que oui, la campagne a été si belle, notre candidat si talentueux et nos propositions laissant poindre une autre société, celle des Jours heureux, que l'enthousiasme a été énorme. Combien de Camarades ont témoigné de ce bien être militant, de cette fierté d'être communiste et d'aller ainsi à la rencontre des gens. Oui, merci Fabien, merci Ian qui est venu dans le Var, merci à toutes celles et ceux qui se sont complètement investis dans cette campagne parce qu'ils y croyaient, parce qu'ils voulaient y aller. Oui, l'enthousiasme a été très grand.

Un peu trop peut-être, au point d'oublier qu'on ne se remet pas de décennies d'effacement par le seul mérite d'une campagne électorale. Effectivement, comme l'a dit Pascal Savoldelli, il nous faudra enfin prendre le temps de tirer toutes les nécessaires analyses de cette trop longue période d'affaiblissement. Mais malgré cela, notons qu'en 2007 notre candidate Marie-George Buffet avait recueillie 707 268 voix et que « l'inconnu » Roussel d'il y a quelques mois, qui s'est démené comme un beau diable, entraînant ces dizaines de milliers de militants avec lui, de partenaires et de soutiens en a totalisé 802 588, soit 95 320 voix de plus, malgré cette longue trop longue absence dans une élection de ce type ! Élection piège, élection compliquée pour nous, mais élection qui a remis le PCF sur la scène nationale.

Bien sûr, il nous faut et faudra encore approfondir notre analyse sur l'effet « vote utile », « vote dégagiste ». Hâtons-nous lentement, car il nous faudra observer où ira le vote « utile à gauche », il est prématuré à mes yeux de qualifier ce type de vote de « vote progressiste », la réalité sera certainement plus complexe.

Nos résultats sont en deçà de ce que nous espérions, de ce que nous rêvions. Mais voilà, nous sommes en reconstruction et Fabien Roussel fait bien de dire que nous avons semé beaucoup de graines. Avec le 38ème Congrès nous nous sommes fixés un cap, nous savions que le chemin serait long et pavé de difficultés. Pour moi et mes Camarades varois, pas question de renoncer à la route

tracée. On ne laboure pas le champ avant la récolte. Pas question aussi, de sombrer dans les polémiques de bas étages, qu'elles soient internes ou externes. Nous ne renonçons pas à une France des Jours heureux, ni à contribuer à la reconstruction d'une gauche diverse et sincère, porteuse d'un idéal progressiste, avec un projet de société porteur de changements réels répondant aux attentes de nos concitoyens (ceux qui votent et ceux qui malheureusement ne votent pas) qui en ont assez des inégalités, de la misère, du saccage de la planète, des guerres, de l'argent roi et des haines portées par les uns et par les autres.

Alors oui, c'est avec le mal au ventre que j'utiliserai le bulletin Macron pour barrer la route à l'extrême droite. Et que j'œuvrerai au rassemblement de toutes les forces progressistes pour donner le plus de poids possible à la gauche à l'Assemblée Nationale et partout où elle est utile. Dans le Var, nous avons huit circonscriptions et à cette heure huit candidates et huit candidats communistes potentiels. Potentiels car ouverts à toutes discussions locales et nationales pour travailler au rassemblement.

Avec cette campagne et celle à venir le PCF est bien de retour et notre raison d'être ne s'arrêtera jamais à une élection, quelle qu'en soit son importance

La lutte continue, on ne lâche rien et surtout pas notre projet de société, « La France des Jours heureux » qu'il faut toujours plus et mieux faire connaître et enrichir !

Raphaël Debu – Rhône

Nous vivons une contradiction entre l'aspiration à plus de démocratie dans la société et le fait de reprocher à un parti politique de se présenter à une élection. Le problème n'est pas la diversité des candidatures, qui sont le reflet, sain et essentiel, de la diversité politique, des Français.

Ce sont bien les règles et les institutions de la 5e République qui étouffent le débat démocratique et la richesse des approches politique, le vote utile en est la démonstration. Ce vote utile est une forme de vote "contraint", un vote de 2nd tour dès le 1er.

Nous devrions donc proposer, dès maintenant, une pétition pour un référendum modifiant les règles d'élection du président de la République, en les alignant sur celles de l'élection des députés, à savoir que tous ceux ayant dépassé 12,5% des inscrits sont qualifiés au 2nd tour.

A cette mesure, nous pouvons ajouter la modification du calendrier électoral en introduisant la règle stipulant que "les élections législatives interviennent au plus tard 2 mois avant l'élection présidentielle".

Cela pourrait être un point important d'une plate-forme commune, et un engagement de nos candidats aux élections législatives.

Cette proposition, très minimaliste -nous sommes pour une transformation complète de la -Ve République- aurait l'avantage de pouvoir rassembler un nombre très important de personnes. Il faut le faire tout de suite, avant que cela sorte de l'actualité, et que l'on ne s'en inquiète à nouveau dans 5 ans.

Emmanuel Dang Tran – Paris

La discussion d'aujourd'hui (comme la campagne) est en total décalage avec les priorités de la lutte des classes. On parle d'accord pour les législatives alors qu'une nouvelle attaque imminente, inédite, contre les acquis des travailleurs et les libertés s'annonce. Pour ne citer que cela, des centaines de milliers de nouveaux chômeurs vont se retrouver dans la pauvreté. On va faire payer au plus cher aux travailleurs, à la Sécurité sociale, au bénéfice des trusts et des plus riches, les 800 milliards d'euros de création monétaire et de dettes prétextées par le Covid alors que la production s'est effondrée. Le régime incorpore notre pays dans la logique de guerre permanente de l'impérialisme US-OTAN-UE, de la dictature capitaliste mondialisée totalitaire.

Le problème n'est pas d'ergoter sur le « vote utile » pour untel ou untel au 1er tour. Le problème, pour le Parti, est de voir comment nous devons être utiles à l'organisation des luttes et de la résistance.

Le résultat – tout à fait prévisible – de l'élection présidentielle annonce d'une part l'aggravation rapide de la politique actuelle, d'autre part la canalisation de l'opposition populaire majoritaire vers

des voies stériles de collaboration. Voilà le constat que notre CN devrait poser, bien loin d'envisager tel ou tel moins mauvais calcul pour les législatives.

Le régime représenté par Macron, celui de la dictature capitaliste mondialisée totalitaire de Gates ou Soros, va se retrouver légitimé pour 5 ans pour un pire qui est encore inconcevable pour beaucoup mais que nous devons démasquer et combattre sur la base de tous les acquis qui restent à notre démocratie et au mouvement ouvrier.

La principale opposition factice sera de droite extrême. Elle sera complémentaire. Il y a Le Pen mais il a eu aussi la promotion de Zemmour par le système. Zemmour fait le lien avec le mécontentement de la droite traditionnelle. Il a pris sur lui le langage le plus anti-immigrés et xénophobe. Le Pen se charge, elle, de pourrir, par la démagogie « sociale » et « souverainiste », les aspirations du peuple le plus exploité. La menace est réelle. Zemmour a mobilisé bien plus de suiveurs que Le Pen qui a fait campagne surtout dans les médias avec son parti bancal en crise. Le danger est réel de structuration profonde et durable de cette droite extrême.

Ne nous faisons pas d'illusions non plus sur l'opposition de « gauche » confiée à l'intermittent du spectacle politique Mélenchon ! Bien sûr, les attentes de ses électeurs sont bien plus proches des nôtres. Mais Mélenchon, sous un vernis politique « radical », Mitterrandien maçonnique d'origine trotskyste, n'est que le nouveau représentant de la « gauche » de collaboration. Sur toutes les questions cruciales, il participe à la soumission au consensus de l'idéologie dominante.

L'idéologie dominante fonctionne d'autant mieux qu'il n'y a presque plus d'opposition organisée de classe. Plutôt, aujourd'hui à ce CN, de rechercher rétrospectivement une quelconque utilité au vote Mélenchon – dans ce cas, ce n'était pas la peine de présenter une candidature, si le but c'était de faire accompagner la réélection de Macron par le bateleur Mélenchon – c'est de réfléchir à l'utilité ou plutôt l'inutilité du vote F. Roussel.

Si j'ai fait voter Roussel, c'est pour dissuader de voter Mélenchon. Si j'ai retenu mes critiques fondamentales aux cercles internes, c'est par reste de « patriotisme » de Parti et pour ne pas entraver la campagne des camarades et organisations du Parti, qui, s'appuyant sur certains aspects du programme, ont pu aller de nouveau à la rencontre des gens. Maintenant, le débat doit éclater car une étape supplémentaire est atteinte dans le processus de disparition du PCF. Le Parti risque d'être encore davantage « plumé », phagocyté par la « gauche » de collaboration, qui plus est en portant une image récessive.

On peut faire un mauvais résultat électoral sur de bonne position, face à l'adversaire. On peut faire un bon résultat sur de mauvaises positions. En 2022, c'est un mauvais résultat sur de très mauvaises positions et campagne nationales. Je fais partie des camarades qui pris pour des humiliations certains positionnements, d'autant plus que la candidature se présentait comme « identitaire » communiste. C'est bien la peine de dénoncer le présidentielisme lorsqu'on répète sans arrêt « moi président », malgré les sondages entre 1% et 4%, et que l'on enferme toute l'activité du Parti sur la présidentielle pendant plus d'un an.

Prendre part aux côtés de la police de répression au défilé organisé à l'instigation du ministère de l'intérieur et de ses syndicats maison, était pire qu'une erreur d'autant que le candidat Roussel n'a consenti aucune autocritique. Cette police, ce n'est pas celle qui trouve les cambrioleurs, mais c'est celle qui écrase les manifestations ouvrières et contrôle les interdictions de déplacement au nom du Covid.

L'obsession alimentaire de la campagne de Roussel a fait écho, loin de l'anecdote amusante, aux discours identitaristes et « séparatistes », lourds de division du peuple travailleur de France, quelles soit les origines. Les familles mangent ce qu'elles veulent chez elles ! Face à la politique « séparatiste », loin des discours communautaristes « décoloniaux », nous devons porter la solidarité de classe entre travailleurs de toutes origines.

Se réclamer de De Gaulle, l'homme du pouvoir personnel, qui prenait les Français pour des veaux, qui a prolongé de 4 ans la guerre d'Algérie pour le malheur de toutes les communautés, qui a voulu faire charger l'armée en 1968, que le PCF a combattu sans concession, est un scandale pour un dirigeant communiste (pour moi, condamner De Gaulle, n'est pas condamner certains de ceux qui se disent gaullistes, tant le « gaullisme » a des sens différents selon les personnes).

Le candidat Roussel s'est laissé griser par les complaisances hypocrites ou même sincères de personnalités et journalistes réactionnaires et anticomunistes, ici du Medef, là de l'extrême réformisme. Ceux-ci se sont étonnés et réjouis des expressions malheureuses donnant l'impression qu'on opposait salaires et aides sociales, des propositions d'aides aux patrons vertueux, de l'acceptation accrue du primat de l'UE etc.

Sur les axes idéologiques cruciaux qui servent au régime pour imposer sa politique de casse sociale et démocratique, par une politique de peur, d'intimidation et de mise au pas de la société, loin de toute contestation, le candidat a joué gravement les « monsieur plus ». Plus de mesures liberticides au nom du Covid alors que la période a servi à dégrader encore l'offre publique de soins. Plus de surenchère dans la propagande sur l'apocalypse climatique et dans les mesures démentes qu'elle justifie, à mille lieux de la prise en compte de l'écologie dans la réponse aux besoins telle que le Parti l'avait toujours promue. Plus grave encore dans les dernières semaines, l'adhésion à la propagande de guerre du pouvoir à propos de l'Ukraine, avec la mise entre parenthèses de la revendication de sortie de l'OTAN ou l'acceptation des hausses de dépenses militaires du quinquennat Macron (18 milliards d'euros par an !).

Il faut complètement inverser le tir dans dès les semaines qui viennent. La campagne des législatives peut et doit en être une occasion. Lutter contre l'inflation notamment des prix de l'énergie et de l'alimentation en démasquant ses prétextes fallacieux, en exigeant la rupture avec les directives européennes de « libéralisation » des marchés, en démontant l'imposture climato-apocalyptique. L'argent factice créé par la BCE doit aller vers la réponse aux besoins fondamentaux, vers les salaires, la construction de logements, d'équipements en faisant payer les riches au lieu de purger les économies et revenus des masses. Les personnels révoqués du secteur de santé doivent être réintégrés et, sur la base de l'expérience réelle du Covid, d'ici l'automne, nous devons démonter les vrais objectifs de la politique mondialisée que nous venons de subir.

Et une intervention est impérieuse pour notre parti, dans le fil de son histoire et de sa raison d'être : celle pour la mobilisation de l'opinion publique pour la paix. Je propose que nous lancions un appel national, large et ouvert, pour la neutralité de la France, pour son désengagement de la logique de guerre US-OTAN-UE pour la solidarité avec toutes les populations, pour des coopérations entre tous nos pays, par exemple sur le plan énergétique.

C'est la condition d'une action réelle pour la paix, pour contribuer immédiatement à un cessez-le-feu et à des négociations en Ukraine. Il ne peut pas y avoir de condamnation de l'intervention militaire russe sans dénonciation de la politique de guerre, d'agression, par les US-OTAN-UE depuis 30 ans, avec l'extension de l'OTAN à l'est, le coup d'État de 2014 en Ukraine, le pillage de ce pays. US-OTAN-UE surarment les milices ukrainiennes, déploient des forces armées colossales, dont un arsenal nucléaire, aux frontières russes. Nous devons porter la dénonciation des logiques impérialistes des uns et des autres, les intérêts économiques en conflit, la propagande de guerre et l'implication de la France comme vassale du bloc US-OTAN-UE. Au-delà, nous devons dénoncer la logique de guerre permanente, de peur, d'escalade militaire jusqu'au risque nucléaire que le capitalisme mondialisé, les ploutocrates, veulent faire abattre sur les peuples, dont le nôtre, pour leur faire tout accepter.

La formule de Paul Valéry est toujours juste : « La guerre, ce sont des gens qui se massacrent et qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas ».

Discussion sur le second tour :

J'ai voté résolument contre la résolution concernant le second tour et les élections législatives. Je m'en suis expliqué :

Le 1er point qui me semble une grave erreur est de lier dans un même texte les deux questions. Je passe sur le fait que, sans attendre les conclusions du CN, Fabien Roussel convoque, l'après-midi même, une conférence de presse pour annoncer ses choix en faveur de Macron et de Mélenchon. Il s'agit de deux questions différentes, nécessairement à séparer.

Concernant l'appel à voter pour Macron, il est très contestable. Dans le contexte électoraliste piégeux, fortement mis en scène et émotionnel, la direction du Parti devrait considérer tous les tiraillements des plus proches et les replacer en situation. Macron et Le Pen participent du même

système et s'entretiennent l'un et l'autre contre les travailleurs et le peuple. C'est le principal à dénoncer. Ensuite, concernant le vote, il est clairement indispensable de démontrer que le vote Le Pen est impossible même quand on veut se débarrasser à tout prix de Macron. La solution sera dans les luttes et leur organisation. Nous ne devons laisser aucune personne de connaissance se faire la moindre illusion sur une quelconque alternative que pourrait représenter l'héritière du fascisme français, la porteuse des positions de la bourgeoisie dépravée qui joue sur la xénophobie avec le courant Zemmour. Communistes, nous devons rappeler notre dénonciation historique de ces gens-là, notre combat jusqu'au sang face à ces escrocs. Nous devons démasquer leur démagogie « sociale » et antinationale. Sur tous ces points, le texte proposé est extrêmement mauvais, notamment quand il conteste dans le détail les propositions économiques et sociales trompeuses du FN-RN. Elles sonneront toujours moins pire que la politique de Macron, parfois moins réformistes et ambiguës que celles de F. Roussel, mais elles ne sont que mensonge et démagogie.

Selon leurs références historiques et personnels, certains de nos proches utiliseront le vote Macron. Ce sera un choix légitime et sans illusions. Une nouvelle forme de fascisme – déclinaison en France de la dictature capitaliste mondialisée totalitaire – est en marche. Mais ce n'est pas « Blanc bonnet et bonnet blanc » comme en 1969 lorsque Pompidou et Poher représentaient des formes très proches de défense des intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste. Cette année, on peut penser que le choix est entre la peste et le choléra et que l'on peut mieux guérir du choléra. Comme on peut refuser de cautionner le choléra.

Dans deux semaines, l'affaire sera réglée. Ce vote doit peser le moins lourd possible sur l'avenir et la reconstruction de l'organisation de lutte communiste déviée vers le réformisme, égarée pendant cette campagne présidentielle vers la caricature franchouillarde-opportuniste.

Aussi rien n'est plus stupide politiquement, sans préjuger de rapports de forces locaux ou à construire à gauche dans les départements et les circonscriptions, que de se placer nationalement (seconde partie de la résolution) dans la soumission à Mélenchon et sa clique, trotskystes, maastrichtiens, mitterrandiens, politicards, anti-populaires, séparatistes, opportunistes. Je vous laisse compléter suivant votre analyse et votre propre expérience!

Gilles Gourlot- Seine-Saint-Denis

Tout d'abord prenons la mesure de la situation politique et des transformations en cours sous l'impulsion de Macron et Mélenchon aidés de Le Pen.

La polarisation gauche /droite est en train de se transformer en un jeu à trois, d'ailleurs théorisé par les cadres de la FI.

Ces trois pôles se repoussant les uns les autres font un système et créent une attraction fatale asséchant tout le reste.

Un quatrième pôle formant le neutre vient compléter ces trois phases : l'abstention.

Abstention qui, quoi qu'on en dise, représente un choix politique, qui s'exprime aussi sur d'autres candidatures:: celui du refus d'un système et d'un débat perçu non sans raison comme piégé, biaisé (Jean Lassalle a manifestement capitalisé sur ce thème jusque dans le 93!)

Dans ce contexte notre candidature disruptive, court-circuitant la pensée dominante est apparue comme utile et a réussi à un moment une percée inespérée, avant de reculer sur un score dépassant de 100000 voix celui de 2007, et de 200000 par rapport aux dernières législatives et européennes. C'est la première fois depuis longtemps que le PCF ne recule plus en voix et avance.

Le potentiel est énorme mais n'a pu être réalisé.

Cependant les coups et le vote utile n'expliquent pas tout, certaines maladresses ont aidé ce phénomène de reflux : oui il faut dénoncer le piège du communautarisme, qui accompagne plus qu'il ne combat la montée de l'extrême droite. C'est une bataille de fond mais pas un argument tactique.

Oui il faut dénoncer l'intervention dangereuse de Poutine; mais attention à ne pas donner l'impression de se ranger dans l'union sacrée.

J'ai pu remarquer que nous avons perdu sur ce dernier point des camarades, des sympathisants et aussi certaines populations qui par leurs origines n'ont pas une vision « européen » centrée.

Ce sera ma seule critique sur cette campagne qui aura quand même replacée le PCF comme une force originale dans le paysage politique.

Merci à Fabien qui a su donner un avant goût de nouveau jours heureux.

Le duo du second tour n'a pu être bousculé, les réserves de l'extrême droite étant trop importante et le jeu à trois se conclut sans surprise sur un duel légitimisme versus extrême droite.

Disons le clairement, la gauche ne doit son élimination qu'à l'électorat de l'extrême droite et donc à la séduction qu'elle exerce sur l'ex milieu populaire !

Que faire ?

Il est urgent de s'assurer de la défaite de l'extrême droite par le vote car il nous faut briser sa dynamique qui nous barrerait la route aux législatives et parce que cela renvoie à Macron toute la responsabilité dans un mauvais score voire son échec.

Il faut faire pression sur la FI en rappelant l'importance d'un large rassemblement pour les législatives sans, pour notre part, s'illusionner sur l'avenir du PS.

Ne connaissant pas les vrais rapports de force au moment des législatives, préparons un nombre important de candidatures autonomes. La présidentielle révèle une carte différente, plus étalée, du vote communiste travaillons à étendre notre influence au-delà de nos bastions.

Sandra Blaise – Vosges

Je tiens tout d'abord à remercier Fabien Roussel pour ce dynamisme et sa constance dans cette campagne. Je salue tous les camarades et nos sympathisants qui ont mené cette belle campagne.

Oui nous avons bien fait de présenter un candidat car il a mis en lumière un Parti communiste fort de propositions populaires et utiles. Des camarades ont été fiers de pouvoir porter les couleurs des jours heureux car cela a donné une autre parole que celle ambiante. Cette candidature a été porteuse d'espoir quoique l'on puisse en dire. Alors oui il y a des choses à dire concernant non pas notre stratégie mais notre programme qui a peut-être manqué de propositions on peut toujours émettre des critiques et cela est même sain de le faire.

Oui il est légitime d'être déçu quand on a mis son énergie dans la bataille mais ce qu'il faut retenir c'est que malgré tout on a une belle visibilité dans l'opinion publique. Fabien est maintenant connu et il sera certainement plus invité aussi dans les médias même si ce n'est pas une priorité il faut quand même penser la suite.

On peut continuer à se flageller mais cela ne résoudra rien.

Ce qu'il faut retenir c'est que la gauche progresse partout même si cette progression est portée par Mélenchon il n'en va pas moins que nous y contribuons avec les 800 000 voix qui se sont portées sur notre candidat. Mélenchon ne perd pas de voix sur 2017 au contraire il en gagne.

Il faut maintenant agir pour ne pas que l'extrême droite arrive au pouvoir et pour cela il faut déjà donner espoir aux français en montrant que la gauche peut se rassembler aux législatives. On le sait la FI est hégémonique dans la période et va exiger le ralliement autour de l'union populaire. Il nous faut regarder où nous pouvons trouver des accords mais surtout avoir un accord national préservant nos sortants et les leurs c'est une première base de discussion. Nous ne sommes pas en position de force mais nous avons localement des forces militantes qu'ils n'ont pas alors discutons à bâton rompu pour une initiative d'engagement commun.

François Salamone – Essonne

Aucune rhétorique et contorsion n'effaceront la crudité du réel politique tel qu'il est. Et tel qu'il est, malgré la qualité d'engagement de Fabien et le courage des communistes, malgré les quelques idées qui ont pu percer le mur de l'anonymat, au final, l'échec est des plus cinglant. Et qu'on ne se la raconte pas : depuis notre dernier congrès les échecs électoraux n'ont cessé de se succéder. Avec cette échéance là aucun de nos objectifs n'a été atteint. Macron et Le Pen sont plus haut qu'il y a cinq ans et présents au deuxième tour. Le risque néo-fasciste n'est dorénavant plus un fantasme. Mélenchon fait beaucoup mieux qu'en 2017, mais sans nous, voire contre nous. Ces idées sont dominantes à gauche et sont devenues le centre de gravité de l'alternative en écrasant toutes concurrences. Nous faisons une priorité des quartiers populaires, des jeunes, des primo votants, des

abstentionnistes, mais c'est vers Mélenchon qu'ils se sont significativement tournés. Son score dans nos villes et les villes de gauche en général, est spectaculaire. Au total, quoi qu'on pense des comportements verticaux-autoritaires et ego-centré du personnage et sa méthode de relations aux autres forces politiques, reconnaissons que les insoumis ont eu, depuis des années, une solide capacité à capter tout ce qui travaille les franges très diverses de l'opinion les plus en recherche d'une issue poste-libérale. C'est au regard de cet enjeu là que notre échec et le plus patent. Il ne relève pas de la conjoncture. Et ne peut se comprendre par l'explication du vote utile. Comme si nous avions disposé, a priori, d'un matelas électoral et que celui-ci nous aurait été injustement siphonné. Alors que les matelas électoraux n'existent plus, et que c'est au bout de l'échéance et résultant d'une campagne, qu'on le constate... ou pas. Et au demeurant, ne savait-on pas que la nature même de l'élection nous exposait à ce type de risque ? Non ce qui structure notre échec, c'est le choix stratégique qui a été le nôtre de vouloir, quoi qu'il en coûte, être de la compétition présidentielle et ce au détriment de la recherche d'un accord avec les insoumis permettant une cohérence dans une séquence électorale complète, séquence incluant de manière décisive et vitale pour nous, les législatives. Nous avons fait le contraire. C'est donc maintenant dans la pire des conditions que nous l'abordons. Après le parlement européen, l'existence du groupe communiste à l'Assemblée est posée. Ce sont les insoumis qui ont pris la main. Croire qu'on pourrait limiter la casse par je ne sais quelle cuisine avec les différents courants de la sociale-démocratie relèverait, en la circonstance, du suicide organisé. Fabien a eu raison de s'adresser à Mélenchon. Espérons qu'il ne soit pas trop tard.